



***EVALUATION DE LA DURABILITE DES DYNAMIQUES POST
PRODUCTIVES ET COMMERCIALES SOUTENUES PAR LE
PROGRAMME FEED GOOD SIA SENEGAL***

Rapport final

SOUMIS PAR LE CABINET



Conseil Action Performances Intelligence

Janvier 2025

ACRONYMES

ADAK	Association des Agriculteurs de la Région de Kaolack
ANPDI	Association Nationale des Programmes de Développement Intégré
ASDES	Association pour un Développement Equitable et Solidaire
AT	Autre Terre
AVEC	Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
CDQ	Comités de Développement de Quartiers
CICODEV	Institut panafricain pour la citoyenneté, les Consommateurs et le Développement
CNCR	Cadre Nationale de Concertation des Ruraux
COGES	Comité de Gestion
CVET	Centres de Valorisation et de Traitement des ordures
CES	Club Environnemental Scolaire
DER/FJ	Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes
DGD	Coopération Belge au Développement
EGAB	Entente des Groupements Associés pour le Développement à la Base
EPI	Equipement de Protection individuelle
ESS	Economie Sociale et Solidaire
FADSR	Fonds d'Appui au Développement du Secteur Rural
FAPAL	Fédération des associations paysannes de la région de Louga
FONGIP	Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires
FONGS	Fédération des ONG du Sénégal
FYNW	Fédération Yakaar Niani Wulli
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GPF	Groupement de Promotion Féminine
HQSE	Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement
IMF	Institution de Microfinance
ITA	Institution de Technologie Alimentaire
LBA	La Banque Agricole
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
PADAER	Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entrepreneuriat Rural
PCA	Président de Conseil d'administration
Projet Agrijeunes	Projet d'appui à l'insertion des jeunes ruraux agripreneurs
Provale CV	Projet de Valorisation des Eaux pour le Développement des Chaines de Valeur
SAD	Systèmes Alimentaires Durables
SOGEO	Sociétés de Gestion des Ordures
UJAK	Union des jeunes agriculteurs du Koyli Wirnde
UT	Unité de Transformation
UTCL	Unité de transformation de Céréales locales
TEG	Taux effectif global

TABLE DES MATIERES

ACRONYMES.....	2
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	9
1. DOMAINE EVALUE	9
2. COUVERTURE GEOGRAPHIQUE	9
II. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION.....	9
1. LES OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION	9
2. LE CADRE DE L'ÉVALUATION A MIS PARCOURS.....	10
3. DYNAMIQUES ECONOMIQUES EVALUEES -REGIONS ET PARTENAIRES	10
4. LES PRINCIPAUX GROUPES CIBLES	11
5. PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ÉVALUATION	11
6. APPROCHES METHODOLOGIQUES	11
6.1 L'approche qualitative	11
6.2 L'approche quantitative.....	11
7. LE CADRE OPERATOIRE.....	12
7.1 Typologie et distribution géographique de la population portant les initiatives économiques évaluées	12
7.2 Echantillonnage	12
7.2.1 Etape 1. Calcul de la taille de l'échantillon global :.....	13
7.2.2 Étape 2 : Application de la méthode de réduction des écarts à notre échantillon et calcul des seuils ajustés pour une taille totale de 328.....	13
7.2.3 Étape 3 : Répartition des 328 individus par secteur d'activité et selon les partenaires	13
7.3 Architecture globale du déploiement des outils par type d'acteurs à interroger.....	14
8. LA MISE EN ŒUVRE DE L'ÉVALUATION.....	14
8.1 Mise en œuvre du cadre opératoire.....	14
8.2 Architecture globale du déploiement sur le terrain	15
9. CONTRAINTES ET LIMITES	16
III. LES RESULTATS DE L'EVALUATION	18
I. THEMATIQUE EVALUATIVE I : ANALYSE GLOBALE DES DYNAMIQUES POST PRODUCTIVES.....	18
1.1 Viabilité financière, portée, pertinence, efficacité et la durabilité des mécanismes et dispositifs mis en place	18
1.1.1 Présentation des mécanismes et dispositifs mis en place dans le cadre du Programme DGD 2022 _ 2026	18
1.1.2 Synthèse par initiative	25
1.1.3 Viabilité financière.....	38
1.1.4 Portée	38
1.1.5 Pertinence	38
1.1.6 Efficacité.....	38
1.1.7 Durabilité.	39
1.2 Analyse globale des revenus moyens générés par les initiatives économiques pour les personnes impliqués.....	40
1.2.1 Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans la filière fonio (FYNW-Koussanar-Tambacounda)	41
1.2.2 Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans le maraichage (Kaolack – ASDES - et Tambacounda – B3P)	42
1.2.3 Des revenus nuls pour les maraichères du jardin du CVET de Kahone (Maka Ndiaye) et de celles du CVET de Keur Madiabel.....	43

1.2.4	Les jardins maraichers agroécologiques à Tamba démarrent timidement mais bénéficient de réelles opportunités	43
1.2.5	Revenus générés par les personnes impliquées dans l'aviculture	45
1.2.6	Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans la production de mil (ADAK, Kaffrine)	45
1.2.7	Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans la transformation de céréales locales (ASDES, - Kaolack).....	47
1.2.8	Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans la transformation d'anacarde (ANPDI- Fatick)	47
1.2.9	Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans la production de niébé (FAPAL- Louga)	48
1.2.10	Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans les CVET en 2023.....	48
1.3	Revenus moyens générés par les initiatives économiques pour les organisations porteuses	49
1.4	Le nombre de personnes/familles touchées par les dynamiques économiques	56
2.	THEMATIQUE EVALUATIVE 2 : ANALYSE DETAILLEE DES DYNAMIQUES POST-PRODUCTIVES ET COMMERCIALES DURABLES	58
3.	THEMATIQUE EVALUATIVE 3 : ANALYSE GLOBALE DU SOUTIEN DU PROGRAMME FEED GOOD A CES DYNAMIQUES.	74
3.1.	Contribution au renforcement des services et dynamiques de stockage, de transformation et de commercialisation des produits	74
3.1.1.	Infrastructures de stockage : un soutien essentiel pour le niébé et autres produits	74
3.1.2.	Unités de transformation pour le fonio et l'anacarde : des outils pour ajouter de la valeur	74
3.1.3.	La commercialisation : un défi persistant	74
3.2.	Apports matériels et non matériels du programme	75
3.2.1.	Apports matériels	75
3.2.2.	Apports non matériels.....	75
3.3.	Portée et limites des apports	80
3.3.1.	Portée.....	80
3.3.2.	Limites.....	83
3.4.1.	Viabilité économique.....	85
3.4.2.	Viabilité sociale.....	86
3.4.3.	Viabilité environnementale	88
3.5.	Améliorations pour le programme en cours	91
3.6.	Intégration des dynamiques dans la gouvernance territoriale et plus spécifiquement dans des dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale	93
3.7.	L'implication des acteurs cibles dans les espaces ou dynamiques locales.....	94
3.8.	Synthèse par initiative	96
4.	THEMATIQUE EVALUATIVE 4 : EVALUATION DES APPROCHES D'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)	103
4.1	Approches d'Economie Sociale et Solidaire des partenaires	103
4.2	Pratiques ESS qui sous-tendent la commercialisation des produits	104
4.3	Existence de mécanismes/pratiques de gouvernance participative au sein des partenaires.....	105
4.4	Portée des approches en terme social et économique	106
5.1	Efficacité et pertinence de ces approches d'ESS des partenaires	106
5.2	Synthèse par initiative	108
IV.	LES CONCLUSIONS DE L'EVALUATION	115
1.	THEME EVALUATIVE 1 : ANALYSE GLOBALE DES DYNAMIQUES POST PRODUCTIVES	115
2.	THEME EVALUATIVE 2 : ANALYSE DETAILLEE DES DYNAMIQUES POST-PRODUCTIVES ET COMMERCIALES DURABLES	115

3. THEME EVALUATIVE 3 : ANALYSE GLOBALE DU SOUTIEN DU PROGRAMME FEED GOOD A CES DYNAMIQUES	116
3.1. Contribution au renforcement des services et dynamiques de stockage, de transformation et de commercialisation des produits	116
3.2. Apports matériels et non matériels du programme	116
3.3. Portée et limites des apports	117
3.4. Perspectives de viabilité et durabilité des dynamiques économiques pour envisager leur soutien dans un prochain programme	117
3.5. Améliorations pour le programme en cours	117
3.6. Intégration des dynamiques dans la gouvernance territoriale et plus spécifiquement dans des dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale	118
3.7. L'implication des acteurs cibles dans les espaces ou dynamiques locales	118
4. THEME EVALUATIVE 4 : EVALUATION DES APPROCHES ESS	118
4.1 Approches d'Economie Sociale et Solidaire des partenaires	118
4.2 Pratiques ESS qui sous-tendent la commercialisation des produits	119
4.3 Existence de mécanismes/pratiques de gouvernance participative au sein des partenaires.....	119
4.4 Portée des approches en terme social et économique	120
4.5 Efficacité et pertinence de ces approches d'ESS des partenaires	120
V. LES RECOMMANDATIONS DE L'EVALUATION	121
1. THEME EVALUATIVE 1 ET 2 : ANALYSE GLOBALE ET DETAILLEE DES DYNAMIQUES POST PRODUCTIVES	121
2. THEME EVALUATIVE 3 : ANALYSE GLOBALE DU SOUTIEN DU PROGRAMME FEED GOOD A CES DYNAMIQUES	126
2.1. Transformation et commercialisation de l'anacarde	126
2.2. Commercialisation de produits de maraichage.....	127
2.3. Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système - Commercialisation des produits issus des espaces de maraichage dans les centres de tri	128
2.4. Commercialisation de semences de niébé.....	129
2.5. Transformation de céréales locales.....	130
2.6. Transformation et commercialisation de fonio	131
2.7. Maraichage, Valorisation des déchets, Aviculture, Transformation de déchets verts via les comités de quartiers	132
3. QUESTION EVALUATIVE 4 : EVALUATION DES APPROCHES ESS	133
3.1. Transformation et commercialisation de l'anacarde	133
3.2. Commercialisation de produits de maraichage	134
3.3. Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système - Commercialisation des produits issus des espaces de maraichage dans les centres de tri.....	135
3.4. Commercialisation de semences de niébé	136
3.5. Transformation de céréales locales	137
3.6. Transformation et commercialisation de fonio	138
3.7. Maraichage, Valorisation des déchets, Aviculture, Transformation de déchets verts via les comités de quartiers.....	139

RESUME EXECUTIF

Le programme quinquennal « Feed Good », initié par le consortium SIA au Sénégal, a visé entre autres enjeux à améliorer les dynamiques post-productives et commerciales dans plusieurs régions stratégiques du pays. Plusieurs mécanismes et dispositifs ont été mis en place. Parmi ceux-ci l'aménagement d'infrastructures, le soutien à la professionnalisation des unités de production, organisations paysannes, groupements et GIE de femmes, agro-dealers, engagés dans les SAD, le renforcement de capacités techniques, organisationnelles et stratégiques des porteurs d'initiatives de même que le renforcement du rôle des femmes et des jeunes dans les systèmes alimentaires durables ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

D'autres dispositifs telles que des infrastructures de stockage et de commercialisation de semences paysannes ou de gestion et de valorisation des déchets domestiques ont été aménagés. Ils sont accompagnés par le soutien à la mise en marché des productions agroécologiques et l'appui au plaidoyer politique en faveur de l'agroécologie et de la TAE. Tout ceci est complété par un appui financier direct ou le soutien à l'accès au financement en plus des renforcements de capacités en gestion administrative, technique, financière et comptable.

Les résultats obtenus reflètent des avancées significatives mais également des défis qui subsistent.

Sur le plan financier, certaines initiatives, comme les GIE de transformations de céréales locales à Kaolack, ont montré des résultats encourageants. Les groupements des maraichers (10 hommes) et des maraichères (5 femmes) du jardin de Ngolothie a permis à ses bénéficiaires de générer des revenus moyens annuels de 614 000 Fcfa par personne, ce qui constitue une avancée notable pour les populations locales même si on sait que la moyenne cache les disparités internes. Deux clientes des femmes du jardin maraicher de Camp Navétanes à Tamba revendeuses au marché central Tamba ont généré des revenus annuels compris entre 200 000 Fcfa et 400 000 Fcfa.

Pendant qu'un des meilleurs producteurs de mil-mais -arachide de Boulel gagne entre 1 000 000 Fcfa et 2 000 000 Fcfa, une cliente de la minoterie de Kaffrine, formatrice arrive à générer à partir de sa production de beignets des revenus annuels de plus de 2 300 000 Fcfa.

Au niveau des organisations porteuses d'initiatives, l'unité de transformation de fonio de Koussanar, la minoterie de Kaffrine ainsi que les Centres de valorisation et traitement d'ordures qui - du reste – ont reçu des appuis soutenus dans le temps - sont dans une situation de morosité économique. Leurs activités sont au ralenti ou en arrêt avec des comptes d'exploitation réels négatifs.

Malgré les contraintes de local, (beaucoup transforment à partir de chez elles si elles ne vont pas jusqu'à la chambre de commerce de Kaolack), les femmes formatrices de Kaolack produisent des résultats encourageants. Le GIE EKMAN a produit en 2023 des revenus d'un montant de 606 000 Fcfa sur les céréales et 660 000 Fcfa sur les fruits et légumes, Pendant ce temps le GIE Suxali Jiggen réalise 3 025 500 Fcfa sur les céréales et 2 405 000 Fcfa sur les fruits et légumes.

A Louga le magasin de commercialisation de semences de niébé réalise un bilan très appréciable en 2024 avec un bénéfice de plus de 31 200 000 Fcfa et ceci grâce à un marché avec l'Etat du Sénégal. Ce qui devrait être consolidé pour un partenariat durable et la constitution d'une réserve de semences paysannes.

Dans la région de Fatick, les GIE de transformation d'anacarde ont réalisé des revenus intéressants. Mbouldiame sort du lot en réalisant un revenu de plus de 5 000 000 Fcfa. C'est à NDIAPPE NDIAPPE

et Dassilame que les revenus sont plus faibles. Les unités ne vendent pas le produit transformé mais les amandes ou font les prestations de services.

Ces revenus contribuent à la fois à l'amélioration des conditions de vie des personnes qui travaillent dans ces initiatives ainsi qu'à la constitution d'épargne avec du bétail acheté pour stabulation. Ces revenus servent également à l'accroissement de la capacité d'investissement des porteurs d'initiatives

Ainsi, les porteurs d'initiatives apprécient positivement l'expertise à la fois interne et externe mobilisée pour leurs différents appuis.

Les différentes formations sur les principes et pratiques agroécologiques, la production de compost et de biopesticides, mettent la rampe sur la TAE dont le chemin reste encore long mais non accessible. Les renforcements de capacités en gestion financière et comptable, le soutien à l'accès à l'autorisation Fra, la formalisation contribuent, entre autres, à la professionnalisation des porteurs d'initiatives.

Dans la plupart des échanges, les circuits courts sont privilégiés ainsi que la construction de relation de confiance avec des paiements différés. Même si le chemin est encore long des efforts sont en train d'être faits en matière de réflexion sur l'environnement. Par exemple le conditionnement en sachet papier est devenu la mode.

D'autres dynamiques, notamment les Centres de Valorisation et de Traitement des Déchets (CVET), peinent à trouver un modèle économique viable. Les interruptions d'activité, et le jeu d'acteurs en sont souvent les causes principales. Cette situation met en lumière le besoin d'une assistance technique plus ciblée.

En termes de portée, le programme a permis de renforcer les capacités techniques et organisationnelles des bénéficiaires, facilitant ainsi l'adoption de pratiques agricoles modernes et respectueuses de l'environnement. Ces efforts ont également permis une meilleure valorisation des produits locaux, répondant aux exigences des marchés locaux et régionaux. Les actions sont alignées sur les politiques publiques, notamment la transition agroécologique, la souveraineté semencière et le consommateur local renforçant leur pertinence dans le contexte national. Cette approche cohérente a contribué à créer des synergies entre acteurs locaux et institutions publiques.

Cependant, l'efficacité globale reste mitigée. Les retards dans la mise en place des infrastructures, le manque de coordination entre les parties prenantes, et l'insuffisance du soutien des collectivités locales ont limité l'impact de plusieurs initiatives.

Les jeunes, quant à eux, sont sous-représentés dans les initiatives, limitant leur contribution au développement économique local.

Ces résultats soulignent l'importance de renforcer les modèles économiques et d'accroître les appuis techniques pour garantir une autonomisation économique durable et inclusive. En outre, la mise en place de cadres de suivi adaptés pourrait être un levier essentiel pour améliorer la performance des initiatives.

L'évaluation des dynamiques économiques et commerciales du programme « Feed Good » a permis de mettre en lumière des succès importants ainsi que des limites structurelles qui entravent l'efficacité globale des initiatives. Ces conclusions offrent une perspective claire sur les points forts et les améliorations nécessaires pour assurer une transformation durable.

Les unités de transformation, quant à elles, ont ajouté de la valeur aux produits locaux, renforçant leur compétitivité sur le marché. Ces résultats positifs montrent que des interventions ciblées et bien soutenues peuvent avoir un impact significatif, non seulement sur les porteurs d'initiatives, mais aussi sur les communautés environnantes.

Toutefois, la durabilité de ces initiatives reste fragile. L'absence de modèles économiques autonomes qui limite leur pérennité. Les CVET illustrent ces problèmes : malgré leur potentiel, ils rencontrent des difficultés majeures en raison d'un faible soutien des collectivités locales et d'une gestion souvent inadéquate. De plus, la capacité des bénéficiaires à mobiliser des ressources additionnelles reste limitée. L'économie sociale et solidaire, bien que présente, n'est pas suffisamment intégrée pour garantir des impacts durables, ce qui constitue un obstacle majeur pour certaines initiatives.

Les questions de genre et d'inclusion des jeunes restent également préoccupantes. Si les femmes ont bénéficié d'une meilleure reconnaissance dans certains secteurs, elles sont encore sous-représentées dans les rôles de décision. De plus, la participation des jeunes demeure limitée, ce qui souligne un besoin urgent d'approches plus inclusives pour garantir une équité intergénérationnelle. Élargir les opportunités de formation et d'accès à des ressources pour ces groupes pourrait stimuler leur contribution au développement économique local.

Pour consolider les acquis et surmonter les obstacles identifiés, l'évaluation propose plusieurs recommandations stratégiques. Ces orientations visent à garantir une durabilité économique, sociale et environnementale des initiatives tout en maximisant leur impact.

Premièrement, il est essentiel de renforcer ou de réinventer les modèles économiques des initiatives, notamment les CVET. Cela inclut l'élaboration de systèmes de financement autonomes basés sur des partenariats public-privé et la mobilisation des ressources locales. Une révision des modèles de gestion est également nécessaire pour accroître leur efficacité et leur pérennité. Ces efforts doivent s'accompagner d'investissements dans les infrastructures pour moderniser les unités de production et de transformation, en vue de respecter les normes de qualité et d'accroître leur compétitivité sur le marché.

Deuxièmement, le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des unités économiques doit être poursuivi. Des formations spécifiques en gestion, en techniques agroécologiques et en commercialisation sont indispensables pour améliorer la productivité et les revenus. Ces actions devraient s'accompagner d'une approche participative pour garantir une appropriation locale et encourager la responsabilisation des parties prenantes. Par ailleurs, l'utilisation d'outils numériques par à la fois les UT/GIE/OP et Humundi et Autre Terre pour un suivi des performances en temps réel pourrait améliorer la gestion et l'évaluation des projets.

Enfin, une attention particulière doit être accordée à l'égalité de genre et à l'inclusion des jeunes. Des initiatives ciblées pour autonomiser les femmes et intégrer les jeunes dans des rôles stratégiques sont cruciales pour assurer un développement équilibré et durable. La création de plateformes d'échange et de mentorat pourrait également renforcer l'impact social des initiatives.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le consortium SIA composé d'Autre Terre, Iles de Paix et HUMUNDI a mis en commun l'expertise et les efforts de ses 3 ONG membres, pour élaborer un programme quinquennal (2017- 2021) puis (2022-2026) appelé «Feed Good ». Subventionné par la coopération belge DGD, ce nouveau programme conjoint propose de soutenir les paysans et autres acteurs de l'économie sociale et solidaire en les aidant à coconstruire, avec les citoyens du nord et du sud ainsi qu'avec les décideurs, des systèmes alimentaires durables et un environnement sain. Ainsi il soutient

- (i) la transition agroécologique des modes de production et de commercialisation des producteurs et autres acteurs de l'économie sociale et solidaire
- (ii) l'émergence d'un cadre institutionnel et politique favorables aux systèmes alimentaires durables et à une gestion durable de l'environnement et,
- (iii) la mobilisation des citoyens en faveur d'une consommation saine et responsable ainsi qu'une implication accrue des femmes à tous les niveaux de gestion des systèmes alimentaires

Ce programme mis en œuvre dans 12 pays¹ d'Afrique (dont le Sénégal), d'Europe et d'Amérique Latine se concentre sur 6 domaines de changement

1. Domaine évalué

Pour le programme au Sénégal, seul le domaine de changement 2 est visé par cette évaluation, à savoir, « les paysans et autres acteurs de l'ESS appuyés par le programme ont mis en place et/ou consolidé des systèmes de collecte, de stockage, de transformation et de commercialisation équitables et durables »

2. Couverture géographique

Le programme couvre 5 régions du Sénégal ; Kaolack, Fatick, Tambacounda, Kaffrine, Louga. Autre Terre et Humundi y travaillent avec 11 partenaires locaux : 3 pour Autre Terre (ASDES, ONG Caritas-Kaolack, Commune de Tambacounda, via son Bureau 3P) et 8 pour Humundi (CNCR, FONGS, FAPAL de Louga, UJAK dans la moyenne vallée du Fleuve Sénégal, EGAB du Ferlo, FYNW de la région de Tambacounda. 2 ONG avec ANPDI active dans les régions de Fatick et de Kaolack, CICODEV présente au niveau national. Chaque partenaire intègre l'appui du programme SIA dans son plan d'action global selon le principe de partenariat et d'autonomie des parties prenantes.

II. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION

1. Les Objectifs de l'Évaluation

L'objectif principal de cette mission consiste à évaluer (i) *la durabilité économique, sociale et environnementale des dynamiques post-productives et commerciales* ; (ii) *l'apport du programme Feed Good 22-26 pour soutenir ces dynamiques post-productives et commerciales*

Pour le Consortium SIA la finalité de cette évaluation est de pouvoir ajuster son appui, identifier les bonnes pratiques, tirer les leçons de l'intervention et envisager des perspectives, tant du point de vue des organisations Humundi et Autre Terre que pour les organisations partenaires qui les mettent en œuvre.

¹ Sénégal, Mali, Burkina Faso, Bénin, RDC, Ethiopie, Ouganda, Tanzanie, Bolivie, Pérou et Belgique (ECMS).

2. Le cadre de l'évaluation a mis parcours

Cette évaluation couvre la durée d'exécution du programme allant de 2022 à 2024. (Pour certaines organisations comme la FONGS par exemple le partenariat date de plus de 30 ans). Elle cible les 7 partenaires qui développent des dynamiques/initiatives économiques parmi les 11 du programme.

Régions d'intervention	Partenaires	Organisations
Kaolack	ASDES – CARITAS	Autre Terre
Tambacounda	Mairie Tambacounda	Autre Terre
	FYNW	Humundi
Fatick	ANPDI	Humundi
Louga	FAPAL	Humundi
Kaffrine	FONGS	Humundi

3. Dynamiques économiques évaluées -régions et partenaires

L'évaluation à mi-parcours se concentre principalement sur 6 dynamiques économiques post-productives

- Productions maraichères
- Aviculture
- Valorisation des déchets
- Transformation anacarde
- Transformation et commercialisation du fonio et autres céréales locales
- Commercialisation de semences de niébé

CONSORTIUM SIA-PRESENTATION DES PARTENAIRES ET LES DYNAMIQUES EVALUEES				
Partenaires	Zones d'intervention	Thématiques /intervention/dynamiques post-productives évaluées	Marches/Clients	Porteurs
ASDES (AT)	KAOLACK	Transformation de produits locaux Commercialisation de produits de maraichage	Marche local (GIE de femmes, associations locales, populations riveraines)	Groupements de femmes et productrices
CARITAS (AT)	KAOLACK	Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système Commercialisation des produits issus des espaces de maraichage dans les centres de tri	Marche local (GIE de femmes, associations locales, populations riveraines)	Groupements de femmes et producteurs-trices, Groupements de collecteurs via les coopératives
MAIRIE TAMBA (AT)	TAMBACOUNDA	Maraichage Valorisation des déchets Aviculture Transformation de déchets verts via les comités de quartiers	Marche local (GIE de femmes, associations locales, populations riveraines)	Groupements de femmes et producteurs-trices – Groupements de collecteurs via les coopératives
ANPDI (Hunundi)	FATICK	Transformation de l'anacarde (4 unités)	Marche locale pour les noix d'anacarde salées/nature	GPF
FAPAL (Hunundi)	LOUGA	Commercialisation de semences de niébé (hangars de stockage de l'OP)	Contrats étatiques marche local, membres et autres OP	OP
FYNW (Hunundi)	Tambacounda	Transformation et commercialisation du fonio (Unité de transformation de l'OP)	Marche local (environ et Dakar)	OP
FONGS (Hunundi)	Kaffrine	Transformation des céréales locales - farines (Kaffrine)		OP

4. Les principaux groupes cibles

- ✓ GIE et Groupement de femmes, transformatrices de produits et/ ou bénéficiaires des services de l'OP
- ✓ Associations locales – Groupement de producteurs-trices - Collecteurs
- ✓ Populations riveraines, bénéficiaires ou non des services
- ✓ Clients du marché de l'anacarde et producteurs d'anacarde fournisseurs ou non des unités de transformation
- ✓ Organisations paysannes promotrices des unités/ services économiques
- ✓ Services techniques
- ✓ Collectivités territoriales
- ✓ Services administratifs locaux
- ✓ Partenaires du programme
- ✓ COGES

5. Principes directeurs de l'évaluation

Une démarche opérationnelle privilégiant le recueil des données/informations relatives à la revue documentaire, à la collecte de données auprès des cibles, de toutes les parties prenantes et procéder enfin à leur analyse critique et interprétation objective.

Une approche participative et inclusive dans un exercice qui met à contribution l'intelligence collective de l'ensemble des parties prenantes pour collecter, analyser et interpréter les données. Cette démarche sera conduite avec une **combinaison de méthodes** qualitative et quantitative. Par ailleurs, le choix des participants à l'évaluation de manière à **bannir toute forme de discrimination**.

Une neutralité sans faiblesse pour une évaluation objective en toute circonstance

Ces principes nous ont permis de répondre de manière pertinente et éclairée aux attentes du commanditaire. Les retours puisés dans le fond des ressentis des partenaires et des bénéficiaires ont été déterminants. Tout au long de la mission, de la planification à l'opérationnalisation et l'exécution, un intérêt particulier a été apporté au genre afin de faire ressortir les dynamiques contextuelles et analyser les effets du projet liés au genre.

6. Approches méthodologiques

Deux approches complémentaires (**qualitative et quantitative**) ont été mises en œuvre pour collecter les données pertinentes qui fondent constations, les analyses, conclusions et recommandations de cette évaluation.

6.1 L'approche qualitative

L'approche qualitative est, en effet, essentiellement analytique. Elle se base sur les orientations de méthodes de recherches participatives inclusives pertinentes pour étudier des contextes complexes qui exigent une analyse fine et rigoureuse. Les techniques du Qualitative Protocol Impact (QulP) : tels que les **entretiens individuels semi structures, focus group**, etc. ont été utilisées pour la collecte. La combinaison de ces techniques permet, par triangulation, de renforcer le degré de confiance et d'aboutir à des constats et conclusions robustes, pertinents et contrôlables sur le terrain

6.2 L'approche quantitative

L'approche quantitative vise à fournir des résultats statistiquement représentatifs. Elle concerne les bénéficiaires et particulièrement les membres des organisations porteuses et leurs responsables pour quantifier et analyser, entre autres, les revenus générés par les initiatives économiques tels que les

Périmètres maraichers, le magasin de stockage et de commercialisation de niébé, les Unités de transformation de l'anacarde, l'Unité de transformation de fonio, les producteurs de fonio, les Coopératives de gestion et valorisation des déchets verts etc.

Un questionnaire d'entretien direct a été déployé à travers l'application KoboCollect permettant de faire des calculs et représentations directement et/ou en téléversant les données sur le tableur Excel pour leur analyse et leur interprétation.

7. Le cadre opératoire

Le cadre opératoire présenté dans le rapport d'orientation méthodologique a été validé par le GOGES. Il couvre **4 grandes phases**

1. la phase préparatoire de la mission d'évaluation; (réunion de débriefing avec le COGES, mise en relation avec les 7 partenaires des dynamiques évaluées, revue documentaire, élaboration de la matrice d'évaluation, collecte de données primaires, constitution de l'échantillon, élaboration et validation des outils et supports d'enquête recrutement et formation des enquêteurs)
2. la phase de terrain (collecte de données dans les 5 régions par les consultants et les enquêteurs)
3. la phase de traitement et d'analyse des données (nettoisement, traitement et interprétation des données)
4. la phase d'élaboration des rapports et des restitutions

7.1 Typologie et distribution géographique de la population portant les initiatives économiques évaluées

En compilant les informations collectées auprès des organisations partenaires dans les 5 régions la population totale répertoriée dans les 6 initiatives économiques était de **1825** personnes. Les exploitants des déchets verts, les producteurs de fonio et dans une moindre mesure les producteurs de niébé qui approvisionnent le magasin de stockage étaient les plus représentatifs,

Les femmes représentaient plus de **85%** de cette population, c'est-à-dire **1515** actrices des initiatives économiques.

PORTEURS DES INITIATIVES EVALUEES DU PROGRAMME FEED GOOD SIA SENEGAL 2022-2026																		
Partenaires	Régions	Producteurs-trices Maraichers		Producteurs-trices de céréales et niébé		Transformateur-s-trices produits locaux		Aviculteurs		Exploitants déchets verts		Valorisateurs de déchets verts		Transformateurs-trices anacarde		Gestionnaires de la commercialisation de semences de niébé		Total
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
ANPDI	FATICK -	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	197	0	0	198
ASDES	KAOLACK	12	13	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33
MAIRIE TAMBA	TAMBA	14	190	0	0	0	0	14	190	34	190	20	3	0	0	0	0	655
CARTAS	KAOLACK	0	40	0	0	0	0	0	0	4	13	0	0	0	0	0	0	57
FYNW	TAMBA	0	0	8	514	2	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	534
FAPAL	LOUGA (Total 27 OP)	0	0	129	75	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	2	210
FONGS	KAFFRINE	0	0	48	2	20	68	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	138
	TOTAL	26	243	185	591	22	86	14	190	38	203	20	3	1	197	4	2	1825

7.2 Echantillonnage

L'échantillon a été calculé en utilisant la formule de Yamane, avec une marge d'erreur de 5 % et un niveau de confiance de 95 %. Pour une population totale **N = 1825**

$$n = \frac{N}{1 + Ne^2}$$

Où :

- **n** = Taille de l'échantillon
- **N** = Taille de la population totale
- **e** = Marge d'erreur (ici 5 % soit 0,05)

7.2.1 Étape 1. Calcul de la taille de l'échantillon global :

L'application de la formule de Yamane donne une taille d'échantillon de **328**. Parallèlement à la formule de Yamane nous introduisons la **méthode de réduction des écarts pour avoir un Échantillonnage équilibré**. Ceci consiste à répartir l'échantillon de manière plus uniforme entre les catégories. Cette méthode garantit que les catégories les plus petites ont une représentation minimale mais introduit une certaine uniformité dans l'échantillon. Le principe est de calculer une taille de base pour chaque catégorie, puis ajuster légèrement les tailles de chaque catégorie pour que les écarts soient réduits.

7.2.2 Étape 2 : Application de la méthode de réduction des écarts à notre échantillon et calcul des seuils ajustés pour une taille totale de 328

- Moyenne ajustée : $328 / 7 \approx 47$
- Seuil bas (50 % de la moyenne) : 24
- Seuil haut (150 % de la moyenne) : 71

7.2.3 Étape 3 : Répartition des 328 individus par secteur d'activité et selon les partenaires

Partenaire	Région	Catégorie	Hommes	Femmes	Total
ANPDI	Fatick	Transformateurs-trices anacarde	0	43	43
ASDES	Kaolack	Producteurs-trices Maraichers	13	11	24
		Transformateurs-trices produits locaux	0	5	5
CARITAS	Kaolack	Exploitants de déchets verts	16	12	28
MAIRIE TAMBA	Tamba	Producteurs-trices Maraichers	22	23	45
		Aviculteurs	12	15	27
		Exploitants de déchets verts	8	7	15
FYNW	Tamba	Producteurs de fonio	35	36	71
		Transformateurs-trices produits locaux (fonio)	4	4	8
FAPAL	Louga	Producteurs de niébé	18	17	35
		Responsables de la commercialisation des semences de niébé	1	0	1
FONGS	Kaffrine	Producteurs de mil et mais	10	11	21
		Transformateurs-trices produits locaux	3	2	5

7.3 Architecture globale du déploiement des outils par type d'acteurs à interroger

Ainsi de manière générale l'architecture de l'évaluation se présente comme suit

Porteurs. Bénéficiaires	Type d'enquête	Outils	Nombre d'entretien
Bénéficiaires directs/Membres OP-GIE- GPF. ETC	Quantitatif	Questionnaire	328
	Qualitatif	Focus group	12
Responsables OP-GIE-GPF Promotrices/Gérants Unités économiques	Qualitatif	Guide ESS	21
Partenaires	Qualitatif	Guide ESS	07
ONG commanditaires	Qualitatif	Guide ESS	02

8. La Mise en Œuvre de l'Évaluation

8.1 Mise en œuvre du cadre opératoire

A la suite de la réunion de débriefing qui a permis de mieux préciser les attentes du COGES, la signature du contrat qui marque le démarrage de la mission et le partage de la revue documentaire, la mise en relation avec les 7 partenaires du Consortium SIA, de la validation du rapport d'orientation méthodologique soumis par le cabinet CAPI, une équipe d'enquêteurs (composée de 3 femmes toutes niveau master II- et de 2 hommes dont 1 niveau master et 1 autre niveau bac + 2) a été recrutée puis formée à la compréhension de la mission, des guides d'entretien, du questionnaire et de l'utilisation de l'application Kobocollect avant d'être déployée sur le terrain en même temps que les consultants qui se sont repartis les régions à visiter. Si les femmes venaient de Dakar, les hommes habitaient les régions d'affectation. Les consultants ont assuré la supervision des enquêtes de terrain, le contrôle et la validation des formulaires soumis dans l'application par les enquêteurs.

Les techniques du Protocole d'impact qualitatif (entretiens semi-structurés individuels, les séances de discussions de groupes) ont été déployées auprès des partenaires et organisations. Les outils (guides d'entretiens semi structurés et guides focus group) proposés et validés par le COGES ont été administrés avec la plus grande diligence, de manière inclusive et d'une neutralité sans faiblesse auprès de tous les groupes d'acteurs ciblés.

Toutes les personnes interrogées (responsables et membres GIE-GPF-d 'unités de transformation de céréales locales (y compris le fonio), de transformation d'anacarde, responsables des organisations de producteurs, productrices de fonio, productrices de produits maraichers, productrices de niébé, les clients, responsables du partenariat, les agents chargés de suivi évaluation des programmes, au niveau des organisations partenaires, les présidents et/ou secrétaires généraux de comités de quartiers, les présidents, secrétaires généraux, trésoriers ou autres membres de bureaux des coopératives de gestion des déchets, collecteurs de déchets, charretiers, managers ou gérants des centres de tri, gérants des poulaillers, clients au niveau des marchés, populations riveraines, les maires, etc.) ont décrit leurs expériences, analysé et évalué à la fois les processus et les résultats constatés dans le cadre du Programme DGD de manière ouverte et libre. Il en est de même pour les membres des équipes Humundi et Autre Terre, notamment les Chargés de programmes au siège, les Représentants pays et le chargé d'appui partenaires au Sénégal. Une importance particulière a été accordée aux perceptions, priorités personnelles de chacun individuellement, collectivement et celles de leurs organisations ou

unités économiques. Ils ont ainsi procédé à l'auto-évaluation du domaine 2 du programme DGD du Consortium SIA au travers des questions évaluatives proposées avec comme supports les guides d'entretiens semi-structures, les guides de focus group, le questionnaire.

L'approche qualitative QuiP a permis à tous les groupes cibles de répondre en toute liberté aux questions relatives à la viabilité économique, efficacité, portée, durabilité des mécanismes et dispositifs mis en place, aux apports matériels et non matériels aux stratégies post-productives, aux principes d'agroécologie, au financement des dynamiques post-productives et commerciales, aux revenus générés à travers la collecte ou la reconstitution des comptes d'exploitation au niveau des entreprises de transformation de céréales, de transformation d'anacarde, de transformation de fonio, de la minoterie, des poulaillers, des centres de tri, des jardins maraichers, etc. Ces entretiens semi-structures et focus group ont permis aux différents acteurs d'apprécier leur significativité, l'autonomisation des femmes, le nombre de personnes touchées, l'adoption et l'application des principes de l'agroécologie, de l'intégration de l'environnement dans les dynamiques économiques post-productives, d'appréciation du partenariat et des synergies des partenaires, la relation de genre. Ils ont également permis aux personnes interrogées de donner leurs perceptions et analyses sur leur « intégration » dans les systèmes alimentaires sains et durables et gouvernance territoriale, approches Economie sociale Solidaire et impacts, etc.

L'enquête quantitative a permis d'apprécier statiquement certaines questions évaluatives telles que l'analyse globale et détaillé portant sur les revenus, le nombre de familles et personnes touchées mais également l'analyse de croisées de plusieurs paramètres tels que dynamiques revenus, dynamiques, genre, formations, etc. Par ailleurs, les entretiens auprès des unités productives ont nécessité la collecte de données secondaires ou leur reconstruction pour par exemple stabiliser les comptes d'exploitations de dynamiques post-productives et commerciales.

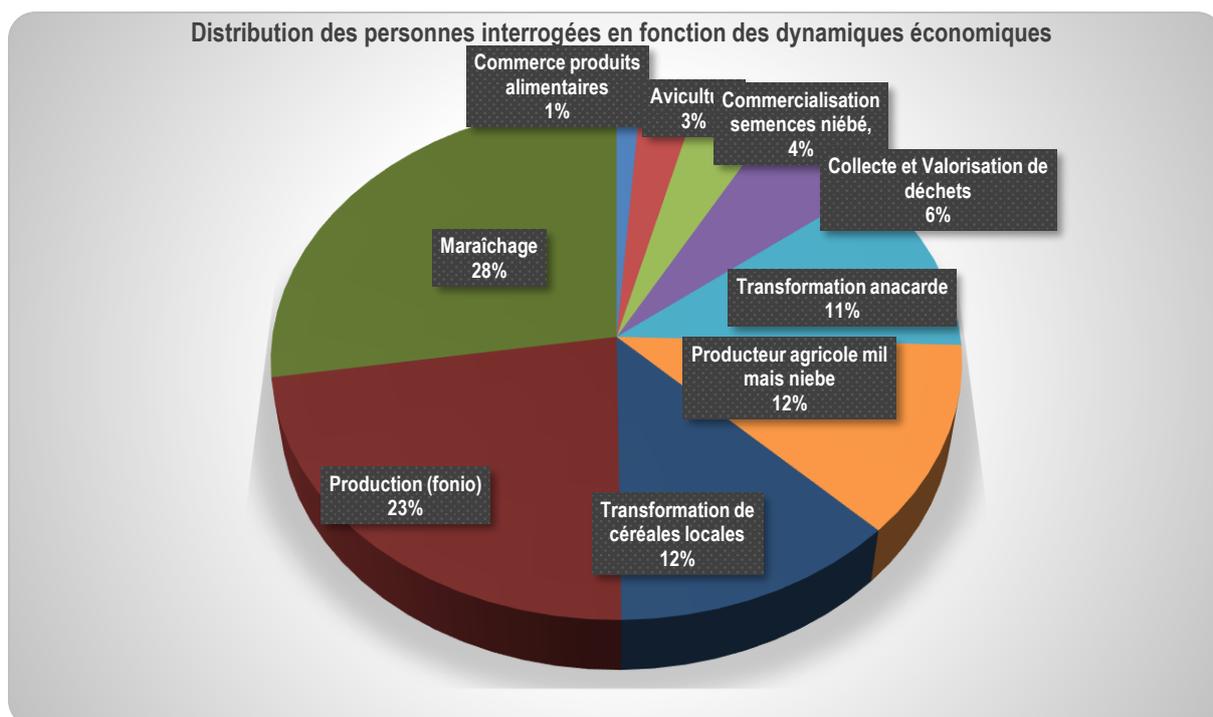
8.2 Architecture globale du déploiement sur le terrain

Porteurs. Bénéficiaires	Type d'enquête	Outils	Nombre d'entretien prévus	Nombre d'entretien réalisés	Nombre de personnes interrogées
Bénéficiaires directs/Membres OP-GIE-GPF. ETC	Quantitatif	Questionnaire	328	233	233
	Qualitatif	Focus group	12	10	65
Responsables OP-GIE-GPF Promotrices/Gérants Unités économiques	Qualitatif	Guide ESS	21	26	31
Partenaires	Qualitatif	Guide ESS	07	7	17
ONG commanditaires	Qualitatif	Guide ESS	02	2	5

Le bilan du terrain se présente comme suit

- **351 personnes** ont été interrogées au cours de cette évaluation.
- **233 sur 328** membres des groupements de promotion féminins, des unions de productrices-trices (maraichers-ères, producteurs-trices de fonio, de mil, de maïs, de niébé, etc.) des GIE - unités économiques, des entreprises individuelles ou familiales ont répondu au questionnaire quantitatif. **Les femmes** y représentent **75%**. **Les jeunes** (moins de 35 ans) ne représentent que **25%**.
- **118** personnes ont été interrogées par le biais de entretiens semi-structures (53) ou de focus group (65)

C'est la mise à contribution de l'intelligence collective de l'ensemble de ces parties prenantes qui aboutit après analyse et interprétation aux résultats présentés.



Le traitement des données qualitatives s'est fait à plusieurs niveaux avec des lectures croisées des informations collectées avec une

- i. **traduction littérale** de résultats qui ressortent des enquêtes de terrain avec un seuil de saturation éprouvé après toutes les triangulations,
- ii. **analyse de contenus** à travers une interprétation rigoureuse des noyaux sens et des codes symboliques utilisés dans le langage courant ou codifié et qui cachent des subtilités à décrypter en intégrant le contexte socio-culturel et les dynamiques socio-anthropologiques.

Cette interprétation se fera à travers un cadre d'analyse qui dresse les résultats de l'exploitation des données (Thèmes émergents et constatations) et notre analyse (conclusions et recommandations). A titre d'illustration

	EXPLOITATION		ANALYSE	
	Thèmes émergents	Constatations	Conclusions	Recommandations
Viabilité des dynamiques économiques post et commerciales				

L'exploitation de ce tableau permet de répondre à chaque question évaluative.

Les données quantitatives ont été exportées sur Excel avant leur exploitation. Les résultats sont présentés sous forme de tableaux, diagrammes barre et camemberts.

9. Contraintes et limites

- Période d'enquête difficile en raison de :
 - la disponibilité non évidente des producteurs-trices dans leurs villages respectifs (Ngolothie, Dagga, Coulibantan, etc.) du fait de la période correspondante aux récoltes, battages, vannages, petit commerce
 - la campagne électorale des législatives 2024 ne facilitant pas les rendez-vous avec les maires et les autres leaders associatifs qui sont politiques (PCA ou membres des coopératives de gestion de déchets)

- la longueur du temps que prend la reconstitution des comptes d'exploitation avec les responsables des dynamiques (GIE, OP, GPF, Coopératives, Comités de quartiers. Etc.)
- la compréhension pas évidente de certains concepts comme ESS, SAD pour les acteurs,
- Par ailleurs, des erreurs s'étaient glissées dans la collecte des informations primaires qui avait guidé la constitution de l'échantillon de l'enquête quantitative. En effet, le B3P n'avait pas précisé que les bénéficiaires des jardins maraichers étaient les mêmes que celles des poulaillers. Le nombre était multiplié par deux. La FYNW avait présenté les membres des 3 unions bénéficiant du Programme sans préciser que c'est l'union des producteurs-trices de Colibantan qui était principalement concernée par l'appui à la production de fonio. Heureusement que nous avons anticipé en utilisant la méthode de réduction des écarts pour avoir un échantillonnage équilibré. Un deuxième ajustement a été fait sur le terrain avec les consignes données aux enquêteurs-trices dans la prise en compte de ces réalités.

III. LES RESULTATS DE L'EVALUATION

I. Thématique évaluative I : Analyse globale des dynamiques post productives

I.1 Viabilité financière, portée, pertinence, efficacité et la durabilité des mécanismes et dispositifs mis en place

I.1.1 Présentation des mécanismes et dispositifs mis en place dans le cadre du Programme DGD 2022-2026

Différents mécanismes et dispositifs ont été mis en place par Autre Terre et Humundi par le biais d'ONG, Collectivités territoriales, Organisations de producteurs directement bénéficiaires ou qui appuient d'autres partenaires bénéficiaires en vue d'accompagner, booster les dynamiques post-productives et commerciales. Il s'agit, entre autres, de : mise à disposition d'expertises techniques et d'appuis méthodologiques contribuant à l'amélioration des approches et des outils visant à la co-construction des systèmes alimentaires durables et d'un environnement sain, appui à la professionnalisation des différents acteurs, le renforcement de capacités techniques, organisationnelles et stratégiques, soutien aux unités de production, organisations paysannes, groupements et GIE de femmes, agro-dealers, engagés dans les SAD, renforcement du rôle des femmes et des jeunes dans les systèmes alimentaires durables, promotion de l'entrepreneuriat féminin, appui financier ou soutien à l'accès au financement des producteurs-trices, transformatrices et agro dealers, mise en place de structures et renforcement de capacités des acteurs du traitement, de la gestion et de la valorisation des déchets domestiques, appui au plaidoyer politique en faveur de l'agroécologie et accompagnement dans le processus de la TAE, soutien à la mise en marché des productions agroécologiques, mise en place de dispositifs de gestion financière et administrative. etc.

Autre Terre accompagne Caritas et B3P de la Mairie Tamba à la construction et l'aménagement de Centres de Valorisation et de Traitement des ordures ménagères (CVET) (Kahone, Gandiaye, Keur Madiabel, Tambacounda).

Ces infrastructures ont été réalisées pour structurer, développer et booster, les initiatives de ramassage des ordures ménagères qui, jusque-là, avaient été portées par les communautés mais de manière encore informelle. Dans ce dispositif les mairies mettent à disposition du foncier et CARITAS ou B3P, à travers le partenariat avec **Autre Terre** construisent, équipent les CVET, appuient aux recrutements et aux formations des gérants et agents polyvalents. Cette étape est suivie dans les villes comme Gandiaye, Kahone et Keur Madiabel par un accompagnement de CARITAS à la / au

- mise en place de sociétés de coopératives (à partir des Cellules Environnementales de Base issues des organisations communautaires) mais aussi de leurs organes de gouvernance (Conseil d'administration, bureau, différentes commissions : commission d'organisation, commission environnement, commission santé, commission éducation, commission sport, chargée de communication, comptabilité matière). L'ambition est d'en faire de véritables leviers économiques autonomes qui allient l'assainissement urbain, la gestion du cadre vie, l'économie sociale et solidaire mais aussi une économie circulaire contribuant aux systèmes alimentaires durables à travers la production de compost et l'aménagement de jardins maraichers dans les aires des CVET pour approvisionner les marchés locaux
- Transfert des CVET aux mairies qui, à leur tour, délèguent la gestion aux Sociétés de Gestion des Ordures (SOGEO) structurées sous forme de sociétés de coopératives (créées dans les communes à cet effet) avec constitution d'un capital social et des

actions achetées par les CEB². Le rôle des SOGEO³ est d'assurer la collecte des ordures au niveau des ménages à travers des personnels dédiés et de leur motivation (charretiers, conducteurs de tricycles, agents de tri et de valorisation des déchets récupérés vendus ou compostés- gérants, agents polyvalents. etc.), l'entretien et le renouvellement des matériels de collecte, de transport, (charrettes, tricycles, ânes), et la prise en charge des intrants : carburant, produits de désinfection, EPI, reçus de paiement, nourriture et santé des ânes, etc.

A Tambacounda Autre Terre accompagne la Mairie de Tambacounda par la construction de centre de tri **en 2023**. Ici le dispositif de collecte des ordures ménagères est délégué par le Bureau Planification Projet/Programme de la Mairie de Tambacounda. (B3P) aux Comités de Développement de Quartiers (CDQ). Vingt (20) CDQ ont été mis en place dans 20 quartiers sur 30 que compte la ville. Leur installation a nécessité la mobilisation de tous les acteurs communautaires de base (délégués de quartiers, imams, directeurs d'écoles, OCB, groupements de femmes et de jeunes à l'instar des CEB). Le bureau du CDQ est élu par les communautés sous la supervision de B3P. Un cahier de charges et un manuel de procédures des CDQ ont été élaborés pour servir de base de travail et de cadrage institutionnel.

Caritas dans les 3 villes et B3P à Tamba ont également appuyé les SOGEO et les CDQ avec des moyens de collecte et de transport des déchets (ânes, charrettes, tricycles) adaptés aux plateformes de tri des CVET et matériels de nettoyage (brouettes, râteliers, poubelles, pelles, balais)

- Formation des présidents commissions environnement sur le compostage
- Dons de matériels de collecte (deux poubelles de couleurs différentes) aux ménages, leur formation en tri de déchets

CARITAS et B3P ont également facilité le processus de

- la délégation de service public de la gestion des ordures ménagères aux SOGEO et aux CDQ à travers la signature de contrats entre les Mairies et ces nouvelles structures
- l'élaboration concertée d'un modèle économique équilibré pour les SOGEO devant permettre au système (de collecte, de tri et de commercialisation des matières triées) de se stabiliser dans la durée.
- Détermination pour les SOGEO d'objectifs clairs et chiffrés pour les recettes collectées auprès des ménages avec 70% de taux de pénétration, 80% taux de recouvrement et 60% taux de tri valorisation
- Des séries de formations au profit des SOGEO et CDQ sur le stockage des matières triées, la commercialisation des produits triés notamment les plastics, les cartons, l'aluminium, le fer, le bronze, le métal, le verre, la valorisation à travers la production de compost avec les ordures ménagères biodégradables associées à la fumure organique bétail et volaille pour un compost de qualité
- Sensibilisation, recensement, mis à jour de la base de données des ménages abonnés
- Formation des gérants recrutés par les SOGEO des CVET qui assurent
 - le suivi du comptage, des chargements et déchargements des charrettes et des tricycles qui déposent les ordures quotidiennement
 - le pointage du personnel, l'organisation du travail

² Les actions sont constituées de parts sociales achetées par le CEB

³ -La gouvernance de ces SOGEO-CDQ reproduit presque les pratiques de gouvernance des CEB

- le bilan mensuel sous forme de fiches de rapports destinés à la SOGEO-coopérative
- Le gérant se charge de la commercialisation- et parfois d'aménagement de compostière (cas de Kahone)
- Mise en place d'outils d'enregistrement de toutes les données du centre = (quantité de produits collectés, quantités de produits triés- quantités de produits vendus - quantités de produits stockés) –

Contrairement au CVET de Kahone, Gandiaye et Keur Madiabel qui disposent chacune d'une plateforme qui reçoit directement les charrettes et tricycles déchargeant les ordures qui arrivent sur les tables de tri, au niveau de Tambacounda les charrettes déposent les ordures collectées dans un bac installée en dehors mais à côté du centre de tri. Un binôme (1 femme et 1 homme) est responsable du tri. Les matériaux durs (plastique, fer, aluminium, verre, etc.) sont stockés dans des box séparés tandis que les déchets biodégradables sont mis dans la compostière pour valorisation. Le compost est destiné aux jardins maraichers. A Tambacounda l'expérience est en cours et une première production utilisée dans les jardins de Dépôt et de Camp Nawetanes. A Keur Madiabel le processus a été interrompu tandis qu'à Kahone et Gandiaye les gérants tentent de prendre de relais. A Gandiaye l'aménagement d'un périmètre maraicher au profit des femmes⁴ à côté du CVET est une réelle opportunité pour écouler le compost qui ne sera pas utilisé dans l'arboriculture. A Keur Madiabel le gérant recruté par maire s'investit activement dans l'arboriculture en attendant que les activités du CVET reprennent. Le gérant du CVET de Kahone compte également commercialiser sa production de compost même si le maraichage a été interrompu en raison de problèmes techniques attribués au sol, à l'eau mais aussi à la sécurité (attaque de rats palmistes qui traversent la clôture et causent des dégâts au niveau des cultures)

Autre Terre accompagne ASDES, CARITAS à Kaolack et B3P à Tambacounda dans la transition agroécologique à travers l'aménagement et l'équipement de jardins maraichers agroécologiques (ASDES) d'au moins 1 ha au profit des femmes maraichères de Ngolothie – (Sibassor dans la région de Kaolack) de 2 périmètres maraichers d'1 ha chacun sur un ancien site et dépôt d'ordures du lit du marigot Mamacounda (B3P) au profit des femmes maraichères des quartiers Dépôt et Camp Nawetanes (région de Tambacounda)⁵, des femmes de Maka Ndiaye dans le CVET de Kahone) et des femmes maraichères du CVET de Keur Madiabel par CARITAS avec comme dispositifs

- Installation de mini-forage solaire (Jardins maraichers de Dépôt et de Camp Nawetanes à Tambacounda) ou fonçage de puits (Ngolothie-Sibassor), de bassins et pvc et dispositif d'arrosage
- Dotation en matériels agricoles : piques, râteliers arrosoirs, binettes cordes, brouettes, pulvérisateurs, pelles, fourchettes, etc.)
- Dotation en semences : tomate, navet, oignon, poivrons, gombo, salade chou, gombo, aubergine, persil, navet, piment
- Formation sur les techniques maraichères et de production agroécologique
- Formation sur des techniques culturales- étude de sols, planification des produits, rotation des cultures, production de pépinières, de compost, biopesticides repiquage,

⁴ Par Horizon3000

⁵ Autre Terre appuie une initiative de la Mairie de Tambacounda dans la production de compost au profit des jardins maraichers dans le cadre de leur programme SINVAD (Système Intègre de Nettoyement et de Valorisation de déchets 2002-2022) avec la ville de St-Nclas

arrosage par période, méthodes d'économie d'eau (avec les coques d'arachide) stockage-conservation et commercialisation des produits maraichers

- Formation sur la gestion financière
- Formation sur le leadership féminin,
- Atelier de partage sur les concepts liés au genre,
- Visite d'échanges à la ferme agricole dénommée Grenier du Saloum du village de NIANITA, commune Keur Madiabel
- Appui organisationnel (règlement intérieur)
- Appui organisationnel et appui conseil de ASDES et du B3P aux productrices maraichères
- Mise en relation avec les clients bana-bana (revendeuses dans les marchés locaux – Sibassor, Kaolack, Tambacounda)
- Formation au recyclage des déchets biodégradables avec la production de compost

Si les jardins sont des espaces communs, partagés par les membres des groupements, la production maraichère à l'intérieur de ces jardins reste individuelle. Chacune cultive et commercialise par et pour elle-même.

Dans la plupart des cas les revendeuses des produits maraichers appelées aussi bana bana, (toutes des femmes) viennent chercher les produits au sein même des jardins, ce qui leur offre l'opportunité de s'orienter vers les meilleurs produits et/ou d'éviter à supporter le coût du transport dans le prix appliqué par les maraichères. Ensuite elles exposent leurs produits au niveau des marchés et quartiers dans des kiosques, utilisent des bassines tandis que d'autres étalent leurs produits par terre. Les prix des produits maraichers varient en fonction de la saison

- ✓ Le prix de la planche de salade varie selon la taille et la période Une planche d'1 m x 6 m est vendue bord champs entre 10 000 Fcfa et 25 000 Fcfa voire 30 000 Fcfa ou plus. Celle de la tomate se vend par bassine selon la période entre 4000 - 5000-7500 Fcfa de janvier à juillet et-10 000 Fcfa -15000 Fcfa entre août et décembre) –
- ✓ Le kg de gombo (Kandia) est vendu entre 500, Fcfa 1300 Fcfa, 1500 Fcfa
- ✓ Le kg de piment est vendu à 1000 Fcfa- 3000 Fcfa - 5000 Fcfa (meilleur prix août-sept) et varie après
- ✓ Le kg de concombre est vendu entre 500 Fcfa et 1000 Fcfa pendant la saison sèche, C'est en hivernage que son prix est le plus bas ' entre 200 Fcfa et 300 Fcfa

Même si le processus de mutation de comportements alimentaires se fait dans le temps, les consommateurs-trices sont de plus en plus conscients-tes de la valeur ajoutée gustative et sanitaire des produits agroécologiques. Toutefois, le pouvoir d'achat reste le principal arbitre pour opérer ses choix.

Autre Terre accompagne ASDES à Kaolack dans le soutien des unités de transformations de céréales locales à la formalisation, renforcement de capacités, l'utilisation d'outils de gestion comptable et financier et mise en relation avec la chambre de commerce de Kaolack, l'obtention d'autorisation FRA pour plusieurs produits, la mise en relation avec le marché. Etc.

- Renforcement de capacité pour la diversification des produits transformés avec la création de nouveaux produits innovants
- Renforcement de capacités des UT en termes de gestion comptable, de calcul des coûts et de structuration du prix des produits

- Utilisation des locaux et matériels de la chambre de commerce pour la transformation
- Utilisation de comptabilité externe (chambre de commerce) pour le bilan annuel
- Appui organisationnel et appui conseil aux transformatrices à Kaolack par l'ASDES
- Elaboration d'un plan d'affaire sur la filière fonio, formation du gérant, mise à disposition d'outils de gestion
- Appui des entreprises à la participation gratuite à des foires (avec prise en charge de stands par ASDES)
- Financement des entreprises avec un prêt sans intérêt de 100 000 Fcfa remboursables sur 4 mois

Autre Terre accompagne ASDES dans la relance ou au développement de l'aviculture à Kaolack au profit d'entreprises gérées par des femmes avec un système d'appui dégressif facilitant une autonomisation dès la phase de croissance. Les poulets abattus participent à l'approvisionnement du marché local en viande de poulet avec une commercialisation assurée directement par les entreprises.

Autre Terre accompagne le B3P de la Mairie de Tambacounda au renforcement des systèmes alimentaires par le développement de **l'aviculture avec** la construction, l'équipement de poulaillers à l'intérieur des jardins maraichers et soutien au démarrage au profit des femmes maraichères des quartiers Dépôt et Camp Nawetanes à Tambacounda mais aussi à la facilitation à la commercialisation des produits. Le B3P Tambacounda assure en même temps la gestion des deux poulaillers par le biais de gérants recrutés à cet effet. Les revenus générés sont réinvestis dans l'entretien et la maintenance des équipements des jardins.

- **Humundi accompagne FONGS qui appui ADAK à la mise en place et équipement de minoteries rurales dont celle de Kaffrine.**

Appuyée par Humundi et mise en œuvre- par la FONGS à travers l'organisation de producteurs ADAK, la minoterie de Kaffrine, à l'instar des autres minoteries, a pour but - entre autres - de booster la consommation des produits locaux et par la même occasion toute la chaîne de valeur des spéculations comme le mil et le maïs aux fins de développer une économie locale forte et rémunératrice pour tous les acteurs de l'écosystème (producteurs-trices, transformatrices, boulangers, etc. Un dispositif d'appuis assez consistant a été déployé

- Construction et équipement d'un magasin durant la première phase du programme avec la mise à disposition d'une décortiqueuse d'un moulin, des palettes, 1 bascule, 1 balance, 6000 sacs de capacité de 25 et 50 kg en plus de sachets
- Financement pour l'achat de matières premières au démarrage
- Elaboration d'un plan d'affaire de la minoterie
- Recrutement et la formation d'un gérant et d'un meunier
- Recrutement et formation d'animateurs dont les indemnités sont prises en charge par le programme
- Mise en place d'outils de gestion financière
- Mise en place de plusieurs instances de gouvernance telles un conseil d'administration, un comité de suivi stratégique composé de représentants des producteurs, boulangers et femmes transformatrices et répondants des gérants et animateurs. Ces instances se réunissent à des fréquences régulières (mensuelle pour le comité de suivi stratégique, et trimestrielle pour le CA)
- Mise en lien des productrices, transformatrices et boulangers avec la minoterie : les productrices reçoivent des semences paysannes de ADAK, revendent leurs

productions à la minoterie qui transforme et approvisionne à son tour les transformatrices et les boulangers

- Formation
 - des producteurs aux itinéraires techniques, pratiques agroécologiques et autres bonnes pratiques culturelles en techniques de compostage et leur équipement en petits matériels en plus d'une subvention de 80 mille francs pour l'achat de semoirs, de petits ruminants, etc.
 - des transformatrices (avec 3 générations formées depuis) sur les techniques d'incorporation (mélange des farines, blé, mil et maïs),

« Formations yi daniouy joxe fite »
« Entretien avec la transformatrice M Diouf, Boulel »
 - fabrication de gâteaux, beignets et de pains au lait) et leur équipement en petits matériels (cf. question sur les apports bonbonne de gaz, foyers améliorés ou fourneaux jambars, tamis, balance- pots, grattoirs- poêles et cuillère + bassine, tamis, louche, tenue de travail- bassine, tamis, tenue de travail) en sus d'une subvention octroyée par transformatrice pour le démarrage
 - des boulangers à la maîtrise des taux d'incorporation et appui en matériels de transformation et l'utilisation d'outils de gestion. La 1ere génération des boulangers avait reçu un appui financier de 400 mille francs et pour construction de four- + 80 mille pour équipement en petits matériels (2015-2017) table, pelle, cale, enfourneur- bassine, pétrin, balance. Etc. ;
 - du gérant en outils de gestion, qualité, dynamique organisationnelle
 - des femmes transformatrices dans la deuxième phase (2022-2024) en fabrication de beignets dougoub, mbokh et madeleines en hygiène qualité - gestion financière - leadership – genre
- Distribution de matériels à 50 femmes transformatrices (même si ADAK continue d'encadrer les 69) en fonction de leur choix : bonbonne de gaz, fourneaux jambars, bols, cuillères, bassines, balances, grattoirs, fouets, tamis démontable, etc.
- Intégration de nouveaux boulangers (qui passent à 16 jusqu'à maintenant) qui reçoivent des cales, pelles, couches, crochet (instrument pour sortir le charbon ardent), moules a madeleine, balance et sont formés à la transformation-incorporation, en entrepreneuriat et en hygiène qualité
- Les producteurs reçoivent un appui de 50 mille francs et 13 nouveaux producteurs intègrent le programme.

Humundi accompagne ANPDI à la professionnalisation des unités de transformation d'anacarde dans une économie solidaire (région de Fatick)

A travers le Programme DGD, ANPDI partenaire de Humundi appuie les unités de transformation d'anacarde de la région de Fatick par un dispositif couvrant

- Construction bâtiment,
- Equipement en machine, motoculteurs, tables
Dotation en matériels fours à gaz, tables, seaux et balances, séchoirs, décortiqueuses de noix ; bouilleuses ; machines de torréfaction ; tricycles ; tables de tri et de séchage, extincteurs ; petits matériels (seaux, bassines, râteaux, etc.)
- Formation sur la transformation de l'anacarde,
- Financements remboursables, ADIF,

- Renforcement des capacités techniques et de la mobilité des OP et UT (*formations et équipements*),
- Sensibilisation des acteurs pour une meilleure reconnaissance des produits locaux transformés dans les marchés hebdomadaires
- Dotation en emballages biodégradables ;
- Appui financier (fonds de roulement)
- Renforcement de capacités : appui au développement organisationnel, confection d'emballages biodégradables, etc.
- Conseils (plantation d'arbre, orientations techniques pour l'accès au financement)
- Mise en relation avec d'autres partenaires

Humundi accompagne FAPAL à la construction d'un système de commercialisation de semences paysannes de niébé

Appuyé par Humundi la FAPAL s'est investie dans la

- Mise en place d'un magasin de stockage de semences de niébé contribuant à la fois à la constitution du capital semencier national et à la valorisation des semences paysannes avec plusieurs variétés (niébé fourrager, niébé melakh, niébé yassine) :
- Formation du gérant du magasin de stockage et de commercialisation de semences de niébé, en gestion de stock et appui en matériels pour optimiser les installations de stockage. Ces dispositifs permettent de réduire les pertes de produits et de mieux répondre à la demande locale.
- Ligne de garantie au niveau de LBA,
- Facilitation tiers détention au niveau de LBA,
- Mise en place d'outils financiers sur Excel

Les activités de stockage et de commercialisation génèrent des revenus réguliers, et bien que le marché soit saisonnier, les revenus couvrent généralement les coûts d'opération et permettent des marges bénéficiaires encourageants au-delà de sa fonction de contribution à la souveraineté du capital semencier.

Humundi accompagne la FYNW à la restructuration et à la reprise des activités de l'unité de transformation de fonio à Koussanar (Tambacounda)

Grace au soutien de Humundi, la FYNW tente de relancer à la fois la production que la transformation de fonio avec

- L'appui à la production de semences fonio avec l'union des producteurs-trices de Colibantan par un mécanisme de multiplication de semences paysannes suivi par des animateurs formés et équipés de tablettes pour relever toutes les données techniques
- La dotation en matériels agricoles (semoirs, houes sine) aux productrices de fonio par Humundi
- Le renforcement de capacité du bureau de la Fédération et les unions des producteurs-trices
- Le recrutement et la formation d'un gérant de l'unité de transformation de fonio payé à 66% par le Programme DGD
- Mise en place d'un outil de collecte et de traitement de données : approvisionnement-transformation-stock-commercialisation mais aussi de suivi financier

1.1.2 Synthèse par initiative

Partenaire de mise en œuvre:

ASDES

ONG :

AUTRE TERRE

Dynamiques post-productives évaluées

Transformation de produits locaux

Transformation de produits locaux	Dimension de l'évaluation				
	Mécanismes et dispositifs organisationnels et de gestion mis en place	Viabilité financière	Portée	Pertinence	Efficacité
<p>Promotion de l'entreprenariat féminin par le soutien au développement de 8 entreprises de transformation de céréales locales dirigées par des femmes (7 individuelles EKMAN, Senghane Badiane, Racine Agro, , Suxali Jigeen, Rougui Business, Diomas Agro, Saloum Agro et 1 collective, Les femmes de la fayda)</p> <p>-Appui à la professionnalisation des entreprises</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formalisation : structuration avec un bureau, déclaration avec accès au NINEA et RCCM, pour faciliter l'accès aux partenariats institutionnels (marchés, système financier, ▪ Obtention d'autorisation FRA pour des produits nouveaux ou classiques <p>-Soutien à l'innovation par la création de nouveaux produits orientés vers le consommateur local</p> <p>-Renforcement de capacités managériales et la maîtrise d'outils de gestion comptable et financier</p> <p>-Formation en leadership féminin</p> <p>-Appui financier par l'octroi de crédit au taux zéro %</p> <p>-Soutien à l'accès aux marchés (exemple participation aux foires FIDAK, FIARA)</p>	<p>A l'exception des Racines de la vie- El) qui migre vers production d'aliment de bétail (à partir de tourteaux d'arachide) et le cosmétique, toutes les autres sont sur une trajectoire financière positive avec des revenus moyens annuels qui varient de 500 000 à 9 000 000 Fcfa en 2024.</p>	<p>Régional (FIKA) national (FIARA-SIAGRO) et international avec des clients en Europe entre autres</p>	<p>-En convergence avec l'orientation stratégique des politiques publiques et enjeux territoriaux de consommer local dans le cadre la souveraineté alimentaire et soutenu par les pouvoirs locaux avec l'ouverture aux marchés sous-régionaux tel que l'offre la FIDAK ;</p>	<p>Développement d'une économie locale portée par des femmes et soutenues par les institutions financières et ou administratives et générant des comptes d'exploitation positifs</p>	<p>Avec l'accroissement de la demande, les progrès notés dans l'amélioration des produits et des emballages écologiques (du sachet plastique au papier) , l'orientation stratégique vers le « bay dunde » ou consommer local dans la politique de souveraineté alimentaire sont des signaux d'opportunités florissantes les prochaines années</p>

Partenaire de mise en œuvre:
ONG :
Dynamiques post-productives évaluées

ASDES
 AUTRE TERRE
 Commercialisation de produits de maraichage

Commercialisation de produits de maraichage	Dimension de l'évaluation				
Mécanismes et dispositifs organisationnels et de gestion mis en place	Viabilité financière	Portée	Pertinence	Efficacité	Durabilité
<p>-Accompagnement des maraichers et maraichères de Ngolothie à la transition agroécologique et l'engagement dans les SAD</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Agrandissement du périmètre maraicher avec l'aménagement d'un jardin d'1 ha clôturé au grillage et fonçage d'un 2ème puits pour faciliter l'accès à une plus grande quantité d'eau pour l'arrosage ▪ Formation en agroécologie (principes et techniques = parcellisation, planification des cultures, production pépinières, compostage, techniques de paillage pour la gestion économique de l'eau, gestion des maladies, ▪ Formation sur les techniques de conservation en fonction du produit, de transformation et de commercialisation des productions Etc.) ▪ Soutien à la diversification des spéculations cultivées avec mise à disposition semences passant de 5 (concombre, salade, navet, piment et poivron) à 9 puis à 14 (à ce jour) ▪ Soutien à la mise en marché des produits agroécologiques : vente au marché de Sibassor – Kaolack. Mais ou vente bord champs le plus souvent <p>-Appui organisationnel du groupement par l'élection d'un bureau -Mise en place d'un dispositif de suivi, de conseil, de collecte de données assuré par ASDES</p>	<p>-Le nombre de spéculations cultivées progressent, le marché existe et les revendeuses viennent acheter les produits par planche directement au niveau du périmètre maraicher et ces dernières montrent leur préférence pour les produits agroécologiques « De plus en plus, les produits agroécologiques disposent d'un marché de niche et les clients les reconnaissent » ASDES</p>	<p>-Encore réduite au niveau territorial (entre Sibassor et Kaolack) -Des consommateurs urbains et péri-urbains sont entrain et / ou veulent de changer de comportements alimentaires pour manger sain mais beaucoup se heurtent à la faiblesse de leur pouvoir d'achat</p>	<p>-En convergence avec l'orientation stratégique des politiques publiques et enjeux territoriaux de consommer local dans le cadre de la souveraineté alimentaire ;</p>	<p>Les changements sont en cours. Les revenus du jardin complètent ceux de la campagne hivernale (mil, maïs, arachide). Mais ils entrent parfois en concurrence au dépend du maraichage,</p>	<p>Les opportunités financières offertes par le maraichage avec des prix rémunérateurs (une planche de salade entre 20 000 et 25 000 Fcfa par exemple) combinée à un écoulement sans difficulté militent en faveur d'une durabilité si les puits continuent de donner assez d'eau</p>

Partenaire de mise en œuvre: ONG : Dynamiques post-productives évaluées		CARITAS AUTRE TERRE Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système			
Dimension de l'évaluation					
Mécanismes et dispositifs organisationnels et de gestion mis en place	Viabilité financière	Portée	Pertinence	Efficacité	Durabilité
<p>Accompagnement des communes à la professionnalisation de la gestion des déchets domestiques pour le développement d'une économie verte, circulaire, viable et durable au travers d'un soutien à</p> <p>-L'aménagement/fonctionnement/gestion des CVET Gandiaye, Kahone, Keur Madiabel avec la mise en place de Sociétés de Gestion des Ordures (SOGEO)-déléataires de services publics des mairies-</p> <p>-Renforcement de capacités techniques, organisationnelles et stratégiques avec le</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcement de capacités managériales des gérants des CVET sur les outils de suivi et de reporting ▪ Renforcement de capacités des acteurs du traitement et de la valorisation domestiques en tri des déchets (bureaux SOGEO et leurs différentes commissions, ménages, agents polyvalents, charretiers, conducteurs de tricycles, etc.) ▪ Dotation en outils de collecte et transformation des déchets ▪ Formation en recyclage et transformation des déchets verts en compost et initiation sur les principes et techniques agroécologiques <p>Appui méthodologique et organisationnel des collectivités territoriales avec l'élaboration concertée d'un modèle économique équilibré à 3 pieds</p> <p>Appui au plaidoyer politique en faveur de l'agroécologie au niveau des collectivités territoriales avec l'aménagement de jardins maraichers et l'arboriculture à l'intérieur des CVET</p> <p>Engagement et contribution aux actions de sensibilisation (SOGEO-CEB-ménages) et appui au processus de concertations multi acteurs (SOGEO, Mairies, autres partenaires sociaux dont des privés)</p>	<p>A ce jour les CVET ne sont pas viables financièrement. Le modèle économique est grippé principalement par ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le non versement ou le versement partiel de la subvention d'équilibre, -le non renouvellement des contrats avec les SOGEO avec les mairies de Keur Madiabel et de Gandiaye. -la faible quantité des matériaux triés, ce qui ne favorise pas le déplacement des privés pour acheter les produits. Le polyéthylène et le plastic haute densité remplissent les magasins sans preneurs- <p>Les 3 CVET sont en arrêt d'activité depuis plus d'un an.</p> <p>Kahone essaie de sortir du lot avec une reprise timide en cours (fonctionne au ralenti à ce jour) grâce à une volonté du maire et les projections de s'appuyer sur un modèle PPP pour trouver les moyens de financer la subvention d'équilibre grâce à des prestations de services de la SOGEO fournies à la Senelec, à Kahone Solaire, aux Hotels, etc.</p>	Niveau local	<p>Initiative d'une pertinence éprouvée. Elle entre dans l'orientation stratégique de la TAE et de l'économie verte et circulaire, de l'ESS animée par les communautés avec les communautés pour les communautés</p>	<p>L'efficacité reste encore limitée. Le modèle économique, est interrogé, le jeu des acteurs (Mairies, SOGEO) ne facilitent pas les solutions techniques</p>	<p>La durabilité dépendra de la capacité des acteurs à trouver les compromis/concessions nécessaires ainsi que les stratégies financières pertinentes pour la viabilité économique des CVET</p>

Partenaire de mise en œuvre:
 ONG :
 Dynamiques post-productives évaluées

CARITAS
 AUTRE TERRE
 Commercialisation des produits issus des espaces de maraichage dans les centres de tri

Dimension de l'évaluation					
Mécanismes et dispositifs organisationnels et de gestion mis en place	Viabilité financière	Portée	Pertinence	Efficacité	Durabilité
Aménagement de jardins maraichers au CVET de Kahone par les femmes de Maka Ndiaye (12) et au CVET de Keur Madiabel (40 femmes) et formation des maraichères	Les femmes de Keur Madiabel ont abandonné le jardin à cause de l'éloignement du CVET par rapport à la ville. Les femmes de Maka Ndiaye, très enthousiastes, furent contraintes d'abandonner le jardin du fait de deux problèmes majeurs : l'eau et le sol ne semblent pas être adaptés au maraichage. Caritas va lancer deux études pour disposer de fondements scientifiques	NA	NA	NA	NA

Partenaire de mise en œuvre:
ONG :
Dynamiques post-productives évaluées

MAIRIE TAMBA
 AUTRE TERRE
 Maraichage

Dimension de l'évaluation					
Mécanismes et dispositifs organisationnels et de gestion mis en place	Viabilité financière	Portée	Pertinence	Efficacité	Durabilité
<p>- Promotion de l'entrepreneuriat féminin orienté vers la transition agroécologique, le consommateur local et l'engagement dans les SAD par</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'aménagement de jardins maraichers sur le lit du fleuve Mamacounda – ancien dépôt sauvage d'ordures ménagères- au profit des groupements des femmes maraichères des quartiers Dépôt (100 femmes) et Camp Navétanes (80 femmes) de Tambacounda. Chaque jardin a une superficie d'1 ha clôturé par des barbelés des jardins et installation de mini forages, de bassins et de réseaux de pvc. A chaque femme est affectée 3 planches d'une superficie de 1m X 6m. Elle décide des spéculations à cultiver ▪ La formation des maraichères sur les techniques de productions agroécologies et pratiques culturelles : délimitation des parcelles avec des allées, planification des cultures, système de repiquage et de semi direct, système de paillage pour la gestion et la conservation de l'eau, gestion des maladies avec la production de biopesticides – (recettes et application de produits biologiques et accessibles), stockage et conservation des récoltes 	<p>Croissance des revenus (même si c'est encore faible pour la plupart des femmes). La durée de la campagne maraichère est passée de 6 à 9 mois, voire 12 mois</p>	<p>L'expérience fait tache d'huile dans la ville et la transformation de dépôt sauvages d'ordures en jardins maraichers agroécologiques avec production de compost sur place montre la portée de l'action</p>	<p>Pertinence des mécanismes et dispositifs par -la création d'emplois féminins qui doit se consolider les prochaines années. -la synergie stratégique entre le programme FEED GOOD et le partenariat Sint Niklaas/Commune Tamba dans le cadre de l'économie locale qui a permis une complémentarité d'actions ayant beaucoup contribué à la réussite des jardins maraichers</p>	<p>-Avec les revenus générés certaines femmes participent à des tontines -Economie de 75 000 à 100 000 Fcfa réalisée avec l'installation le mini forage solaire, - Adaptation des spéculations plus adaptées à l'hivernage pour produire toute l'année : menthe, basilic, citronnelle, manioc. Ce qui permet aux femmes de continuer à avoir des revenus même</p>	<p>Tant que les maraichères continuent à gagner de l'argent (la planche de salade à 20 000 ou 25 000 Fcfa, celle de la menthe entre 15 000 et 20 000 Fcfa) Les revendeurs viennent acheter les produits maraichers au niveau des jardins pour revendre dans les différents marchés : marché central, marché Corona, les tabliers des marchés, des clients directs</p>

<p>- Renforcement du rôle des femmes et des jeunes dans les systèmes alimentaires</p> <p>-Soutien à la mise en marché des produits agroécologiques</p> <p>-Renforcement institutionnel avec l'appui de chaque groupement par l'élection d'un bureau et l'élaboration d'un règlement intérieur</p> <p>-Mise en place d'un dispositif de suivi, de conseil, de collecte de données assuré par le B3P de la marie de Tambacounda</p>				<p>si ces derniers sont moins importants que les revenus de la salade.</p>	
---	--	--	--	--	--

Partenaire de mise en œuvre:
ONG :
Dynamiques post-productives évaluées

MAIRIE TAMBA
 AUTRE TERRE
 Valorisation de déchets

Valorisation de déchets	Dimension de l'évaluation				
	Viabilité financière	Portée	Pertinence	Efficacité	Durabilité
<p>Mécanismes et dispositifs organisationnels et de gestion mis en place</p> <p>- Professionnalisation de la gestion des déchets domestiques pour le développement d'une économie verte et circulaire (collecte et valorisation)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Accompagnement de la commune de Tamba à la Construction d'un centre de tri de déchets en 2023 (couvrant 4 quartiers : Camp Navétane, Dépôt, Gourel Djadji, Medina Cour), ▪ Installation de 20 Comités De Quartiers (CDQ) dans 20 quartiers sur les 30 que compte la ville de Tambacounda ainsi que des clubs environnement scolaire (CES) ▪ Mise à disposition d'un technicien en valorisation de déchets domestiques qui assure <ul style="list-style-type: none"> ✓ La formation des membres des bureaux présidents des commissions environnementales des CDQ, des charretiers des groupements des femmes au tri des déchets et au compostage ✓ Le bon fonctionnement du centre ✓ Le suivi du système de tri ✓ Le suivi de la maturité du compost (retournement, arrosage, etc.) et sa commercialisation ▪ Recrutement et accompagnement de gestionnaire à la maîtrise du système de collecte, de tri, de <i>stockage</i> et de <i>commercialisation des produits triés notamment</i> 	<p>Le système n'est encore qu'à ses débuts. La viabilité financière est à construire.</p>		<p>Après l'élimination des dépôts sauvages sur le Mamacounda au profit de jardins maraichers il était plus que nécessaire de passer à l'économie sociale et circulaire par la gestion communautaire (collecte par les CDQ) des déchets (tri et valorisation). Ce qui justifie toute la pertinence du centre de tri. Les populations y adhèrent et d'autres quartiers réclament leurs centres de tri</p>	<p>Le travail de sensibilisation des ménages mené par les CDQ, la mobilisation des structures étatiques en charge du ramassage des ordures (UCG et SONAGED) aux cotés des CDQ lors des opérations « coup de poing » à l'occasion de journées de salubrité et de sensibilisation des ménages sont signes d'un engagement des communautés et des élus. Mais les volumes d'ordures déposées dans les bacs durant</p>	<p>Elle dépendra de la capacité des acteurs à la proposition d'un modèle économique viable</p>

<p><i>les plastiques, les cartons, l'aluminium, le fer, le bronze, etc.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place de dispositifs de suivi-évaluation du système de gestion des déchets, le recrutement et la prise en charge d'un agent dédié. 				<p>cette première année restent faibles. S'y ajoutent que les pré- tris réalisés par les charretiers avant d'arriver au centre réduisent les quantités de matériaux triés du centre</p>	
--	--	--	--	---	--

Partenaire de mise en œuvre:
ONG :
Dynamiques post-productives évaluées

MAIRIE TAMBA
AUTRE TERRE
Aviculture

Aviculture	Dimension de l'évaluation				
	Viabilité financière	Portée	Pertinence	Efficacité	Durabilité
Mécanismes et dispositifs organisationnels et de gestion mis en place Renforcement du rôle des femmes et des jeunes dans les systèmes alimentaires à travers <ul style="list-style-type: none"> ▪ la construction de 2 poulaillers d'une capacité de 300 sujets dans les jardins Dépôt et Camp Navétane (ou Medina Coura) et au profit des femmes maraichères ▪ la dotation en équipements : 5 mangeoires et 5 abreuvoirs grands modèles -- cire de bois pour le sol- une bâche, électrification ▪ le recrutement et la formation d'un gérant du poulailler (ancien gardien et ouvrier agricole qui aidait les femmes maraichères) - 	Le poulailler du quartier dépôt a démarré avec une première cohorte de 150 sujets qui a produit un résultat positif mais qui n'a pas été renouvelée du fait de la démission du gérant qui a trouvé un travail ailleurs. Les principaux étaient les femmes maraichères elles-mêmes, des restauratrices et autres particuliers L'expérience du 2eme poulailler a été plus ou moins un échec pour la première cohorte du fait d'un taux de mortalité élevé	Les revenus ont été réinvestis dans les jardins des femmes A cette étape la portée est plus ou moins limitée. Les femmes ne sont pas impliquées dans le fonctionnement des poulaillers	L'utilisation de la fiente directement sur le maraichage ou dans la production du compost, les réinvestissements des revenus dans la réparation des bassins et des manches témoignent de l'intérêt d'une activité complémentaire pour les femmes	Efficacité relative du fait de la discontinuité de l'activité. Penser laisser la gestion à un noyau de femmes des jardins	Même si elles sont bénéficiaires finales, la non implication des femmes dans la gestion des poulaillers pourrait être un blocage qui freine la durabilité

Partenaire de mise en œuvre:
ONG :
Dynamiques post-productives évaluées

ANPDI
HUMUNDI
Transformation anacarde

Transformation anacarde	Dimension de l'évaluation]				
Mécanismes et dispositifs organisationnels et de gestion mis en place	Viabilité financière	Portée	Pertinence	Efficacité	Durabilité
<p>-Promotion de l'entreprenariat féminin par la facilitation de la mise en place d'unités de transformation de produits à haute valeur ajoutée tel que d'anacarde dans la région de Fatick avec</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction bâtiment, ▪ Equipement en machine, motoculteurs, tables ▪ Dotation en petits matériels et ▪ Renforcement capacité en confection d'emballages biodégradables ▪ Appui financier remboursable <p>-Appui conseil -Mise en relation avec d'autres partenaires</p>	<p>De manière générale le secteur de l'anacarde est financièrement viable que soit dans la commercialisation de produits finis, d'amandes, de noix d'acajou ou de prestation de services</p>	<p>Opportunités locales en, croissance</p>	<p>Le département de Toubacouta dispose d'un fort potentiel pour la production, la transformation et la commercialisation de l'anacarde. Si on y associe l'expérience de l'ANPDI, les unités de transformation bénéficient d'un important terrain pour se développer dans une filière dont la demande est de plus en plus importante aussi bien au niveau national qu'international</p>	<p>Malgré les soubresauts les GIE essaient de capter la plus-value à différents niveaux de la chaîne de valeur du produit</p>	<p>Elle est assujettie à une meilleure professionnalisation des GIE pour exploiter toutes les opportunités (tous les types de produits et marchés) qu'offre le produit</p>

Partenaire de mise en œuvre:

ONG :

Dynamiques post-productives évaluées

FAPAL
HUMUNDI

Commercialisation de semences de niébé (hangars de stockage de l'OP)

Commercialisation de semences de niébé (hangars de stockage de l'OP)	Dimension de l'évaluation				
Mécanismes et dispositifs organisationnels et de gestion mis en place	Viabilité financière	Portée	Pertinence	Efficacité	Durabilité
<p>-Soutien aux agro-dealers engagés dans les SAD avec</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ la mise en place d'un magasin de stockage de semences de niébé contribuant à la fois à la constitution du capital semencier national et à la valorisation des semences paysannes avec plusieurs variétés (niébé fourrager, niébé melakh, niébé yassine) ▪ Formation du gérant du magasin de stockage et de commercialisation de semences de niébé, en gestion de stock ▪ Appui en matériels pour optimiser les installations de stockage. Ces dispositifs permettent de réduire les pertes de produits et de mieux répondre à la demande locale. ▪ Appui financier (ligne de garantie, facilitation tiers détenteur LBA) ▪ Formation et mise en place d'outils de gestion <p>- gestion financière pour la commercialisation du Niébé</p>	<p>Les agro-dealers peuvent compter sur la nécessité pour le pays de produire à suffisance ses besoins en semences et particulièrement pour le niébé en exploitant ce créneau. Les producteurs approvisionnement le magasin mais sont en même temps clients. La possibilité d'approvisionner le marché national à travers la contractualisation avec l'Etat dans le temps avec des commandes avant production constitue une véritable opportunité d'affaire</p>	<p>Local, régional et national</p>	<p>Eprouvée par la demande croissante</p>	<p>Les résultats positifs et croissants montrent l'efficacité du mécanisme</p>	<p>Le risque de la durabilité est surtout lié I. aux aléas climatiques. Le niébé étant culture pluviale, il est vulnérable aux changements climatiques avec ses conséquences sur la production. II. aux contrats institutionnels qui permettent d'écouler de grosses quantités</p>

Partenaire de mise en œuvre:

ONG :

Dynamiques post-productives évaluées

FYNW

HUMUNDI

Transformation et commercialisation du fonio (Unité de transformation de l'OP)

Transformation et commercialisation du fonio (Unité de transformation de l'OP)	Dimension de l'évaluation				
Mécanismes et dispositifs organisationnels et de gestion mis en place	Viabilité financière	Portée	Pertinence	Efficacité	Durabilité
<p>-Soutien à la restructuration et la relance des activités de l'Unité de transformation de fonio</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien à la stratégie du financement au redémarrage ▪ Formation du gérant de l'UT en gestion (fiche de dépenses, registre des actifs, compte de résultat, registre des stocks matières premières, consommables et produits finis, fiches inventaire, salaire, créance, etc.) ▪ Renforcement de capacités de la RAF et la chargée SE et du bureau de FYNW <p>-Renforcement du rôle des femmes dans les systèmes alimentaires par le soutien aux productrices de fonio de Colibantan (de la FYNW) dans la production durable de semences paysannes</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Distribution de semences, engrais et petits matériels ▪ Mise en place d'un dispositif de suivi et de collecte de données ▪ 	<p>Rattachée à la FYNW dans le cadre du Programme DGD, l'UT a redémarré grâce à un don de 500 000 Fcfa.</p> <p>Mais malgré les efforts soutenus du programme (y compris la prise en charge de 66% du salaire du gérant), la motivation des employés est faible, les rotations de stocks sont faibles. Le prix aussi bien à l'approvisionnement qu'au produit fini semble être un frein. Par ailleurs, on note une non maîtrise du marché et une absence ou défaillance de la stratégie marketing malgré les atouts qu'elle capitalise avec la FYNW</p> <p>L'activité est arrêt de près d'un an</p> <p>Le compte d'exploitation réel est négatif</p>	<p>Limitée même si l'UT de fonio de Koussanar a bénéficié, dans le temps, de nombreux appuis qu'elle n'a pas su capitaliser pour sortir de la léthargie à laquelle elle est plongée depuis plusieurs décennies</p>	<p>Au moins 3 facteurs majeurs justifient la pertinence de l'action</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'importance du fonio dans l'alimentation au point qu'il est classé parmi les alicaments à cause de ses nombreuses vertus, -le soutien aux femmes rurales et surtout celles des groupes ethniques minoritaires pauvres qui sont les principales productrices traditionnelles du fonio à la production de semences pour leur autonomie - Le lien entre appui à la relance de l'UT et le soutien à la production agroécologique du fonio et le renforcement de capacités des acteurs 	<p>Pour le moment l'efficacité des mécanismes et dispositifs reste très relative aux vu des résultats faibles</p>	<p>Elle dépendra de l'ambition de la Fédération et des productrices de fonio à « générer » des championnes dans la production. Pour cela, d'une part, la superficie moyenne cultivée par femme (0,25 ha) doit fortement évoluer pour dépasser 2 ha, et d'autre part les rendements moyens doivent être au moins multiplier par 2.</p>

Partenaire de mise en œuvre:
ONG :
Dynamiques post-productives évaluées

FONGS
HUMUNDI
Transformation des céréales locales - farines (minoterie Kaffrine)

Minoterie de Kaffrine	Dimension de l'évaluation				
Mécanismes et dispositifs organisationnels et de gestion mis en place	Viabilité financière	Portée	Pertinence	Efficacité	Durabilité
<p>Soutien en aval au développement de chaîne de valeur de produits cultivés par des exploitations familiales à travers la mise en place d'unités de production de farines (maïs, mil)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Financement de la construction, l'équipement et la dotation en petits matériels d'une minoterie à Kaffrine ▪ Elaboration d'un plan d'affaire de la minoterie ▪ Mise en place de plusieurs instances de gouvernance ▪ Recrutement et la formation d'un gérant et d'un meunier ▪ Renforcement de capacités technique, financière, appui financier et dotation en équipements et petits matériels au profit de producteurs-trices, transformatrices, boulangers <p>plusieurs formations en technique de transformation, hygiène et qualité des produits, gestion de l'activité de transformation/ commercialisation</p>	<p>Minoterie en arrêt. Les charges réelles ne sont pas couvertes. La viabilité financière se pose alors.</p>	<p>Local ; régional sur la chaîne de valeur</p>	<p>Le mécanisme et dispositifs sont pertinents. Le développement de l'aval (production de farines, femmes transformatrices proposant beignets, galettes, madeleines, boulangeries fabricant de pain de terroir,) tire la production en amont par la création d'un marché</p>	<p>L'efficacité est remise en cause par le non fonctionnement du système. Les transformatrices et les boulangers ruraux ne s'approvisionnent que rarement auprès de la minoterie, ce qui réduit sa production et l'oblige à revendre ses stocks de matières premières pendant la soudure</p>	<p>Elle dépend de la stratégie de la FONGS et de l'ADAK pour trouver un marché viable.</p> <p>A ce jour le business n'est pas durable</p>

1.1.3 Viabilité financière

Les mécanismes et dispositifs mis en place \ contribuent à la création de la valeur et des ressources financières au profit des bénéficiaires. C'est le cas des Unités de transformation de céréales locales à Kaolack, des jardins maraichers de Ngolothie, du Jardin du quartier Dépôt à Tamba et du secteur l'aviculture à Kaolack. Cette viabilité apparait moins nettement avec les dynamiques productives telles que les Centres de Valorisation et de Traitement des ordures ménagères, la minoterie de Kaffrine ou l'unité de transformation de fonio qui sont plus ou moins en arrêt ou fonctionnent au ralenti. .

1.1.4 Portée

Le renforcement organisationnel et technique des bénéficiaires, la valorisation et la mutualisation des connaissances et savoir faire des organisations portant les dynamiques post-productives et commerciales, l'amélioration des mécanismes de gouvernance et de gestion ; la plus grande prise de conscience des acteurs sur la préservation et la gestion durables des ressources productives, l'ancrage territorial et communautaire des initiatives sont révélateurs de la portée des mécanismes et dispositifs mis en œuvre,

1.1.5 Pertinence

Tous les mécanismes et dispositifs présentés plus haut sont pertinents car ils contribuent à consolider les dynamiques post-productives et ces dernières répondent, non seulement aux besoins des cibles et de leurs communautés mais sont en adéquation aux politiques publiques. Ils contribuent à la réalisation de la mission des collectivités territoriales de collecte et de gestion des déchets, d'assurer un cadre vie sain aux communautés et de création de revenus parfois réinjectés dans les actions d'utilité publique et sociale. C'est le cas des CVET, des CDQ, des jardins maraichers tenues par des femmes, de la minoterie, des unités de transformations de céréales locales y compris le fonio. Cette pertinence se confirme avec le magasin de commercialisation de semences de niébé qui contractualise avec l'Etat du Sénégal et d'autres opérateurs privés et participe au développement de la filière niébé contribuant ainsi à la concrétisation de la politique de souveraineté en besoins semenciers prônée par les autorités étatiques de la transformation de l'anacarde devenu produit stratégique dans la politique économique du Sénégal.

1.1.6 Efficacité

L'efficacité des mécanismes et dispositifs reste mitigée compte tenu de certains défis non encore relevés. L'unité de transformation de fonio ne fonctionne que 6 mois dans l'année. L'unité de fonio est présentement en arrêt d'activité. Le gérant recruté dans le cadre du programme et paye à 75% de son salaire par Humundi a démissionné. Les femmes productrices de fonio n'arrivent pas à dépasser des superficies moyennes cultivées de 0,25 ha avec des rendements de moins de 100 kg et ne parviennent pas ainsi à rembourser les semences prêtées comme prévue au début du programme (20 kgs). Des ajustements à la baisse ont dû être opérés. Au niveau des CVET, deux parmi les 3 piliers du modèle économique ne fonctionnent pas: i. la faiblesse des quantités des matières triées n'encourage pas le déplacement les privés pour l'achat sans compter la concurrence des « trieurs clandestins ». ii. la subvention d'équilibre due contractuellement par les collectivités territoriales aux Coopératives-SOGEO n'est pas versée ou ne l'est que partiellement. En dehors de celui de Tamba qui est encore en phase de démarrage et celui de Kahone qui redémarre timidement après un arrêt d'un an les autres CVET (Keur Madiabel et Gandiaye) sont en arrêt d'activités.

Au-delà, la délégation de service public aux coopératives est entrain d'être remise en cause par les communes Gandiaye et Keur Madiabel et de nouveaux modèles économiques sont entrain d'être réinventés. Ils tendent vers la gestion en régie. Au même moment, la minoterie de Kaffrine est aussi en

arrêt d'activité. Les femmes transformatrices et les boulangers ne s'approvisionnent pas régulièrement auprès de la minoterie et cette dernière ne trouve pas d'autres marchés.

1.1.7 Durabilité.

« Nous avons versé à la coopérative 400 mille en aout 2023 et 4 millions en 2024. Nous avons repris. Cette somme provient d'une RSE-SENELEC ET KAHONE SOLAIRE»

Entretien avec le maire de Kahone

« La collecte a repris dans tous les quartiers»

Entretien avec Antou Thioye l'actuel président de la coopérative et trésorier

« Ce que nous produisons et commercialisons est très faible. Nous sommes très loin de notre seuil de rentabilité qui est de 32 Tonnes par an»

« Entretien avec IKF, gérant de la minoterie Kaffrine »

« A Keur Madiabel Le tri a connu un arrêt de janvier à Décembre 2023 dû au non versement de la subvention d'équilibre par la Municipalité»

Entretien avec Caritas,

« J'ai besoin de voir plus clair, mais nous devons aller vers nouveau »

Entretien le Maire de Keur Madiabel

L'accompagnement apporté aux unités de transformation de céréales locales et aux femmes maraîchères, au magasin de semences de niébé et aux unités de transformations d'anacarde augmente la valeur ajoutée des produits locaux. Toutefois la dépendance aux appuis externes peut conduire à une

remise en question de la durabilité. Mais le partenariat public-privé enclenché par le maire Kahone (contrats avec hôtels et sociétés nationales comme la Senelec et Kahone solaire) et avec la société civile locale dans le cadre de lien contractuel avec SOGEO-coopérative offre une opportunité d'autonomie du fonctionnement du système. Mais cette autonomie se construit que le respect des engagements de chaque entité et la capacité d'innovation des acteurs dans la recherche de solutions économique-sociales équilibrées et soutenues.

« Elu en 2022 j'ai trouvé que le centre de valorisation et traitement de déchets était ferme (...). J'ai décidé de rompre le Contrat avec la coopérative l'année dernière. Je voulais voir plus clair, avoir une maîtrise de la situation.(...) Ambition de la commune : rendre le système autonome. Ce qui est nouveau est que j'ai pris des dispositions personnelles pour faire fonctionner le CVET avec les ressources de la mairie. J'ai établi une situation de référence de ma ville. Le nouveau système va démarrer incessamment avec beaucoup de changements dans l'approche.

Collecte des déchets assurée par les tricycles et le camion SONAGED

Collecte contribution des ménages avec un dispositif de tiketing qui passe du système manuel à un système électronique. Les agents de la mairie qui vont prendre à bras le corps le système de collecte des contributions des ménages.

La mairie va prendre en charge leur rémunération. Désormais ce sera une gestion en régie, La mairie va payer tous les agents.

Tous ceux qui seront recrutés seront formés et repartis en groupes et les paiements seront assurés par mairie Sensibiliser et former les femmes et leur confier l'ingénierie sociale

Si les 1600 ménages respectent leurs engagements à hauteur de 60 à 70% (X 1000 Fcfa), la commune pourrait supporter entre 40 et 30% des charges. – **« Entretien avec le maire de Keur Madiabel 14 novembre 2024 »**

De plus, l'implication des coopératives communautaires dans la gestion des services publics délégués illustre un ancrage territorial solide, garantissant la durabilité sociale des initiatives. Par ailleurs, la collaboration entre la gouvernance locale, la responsabilisation des communautés sensibilisées à ces

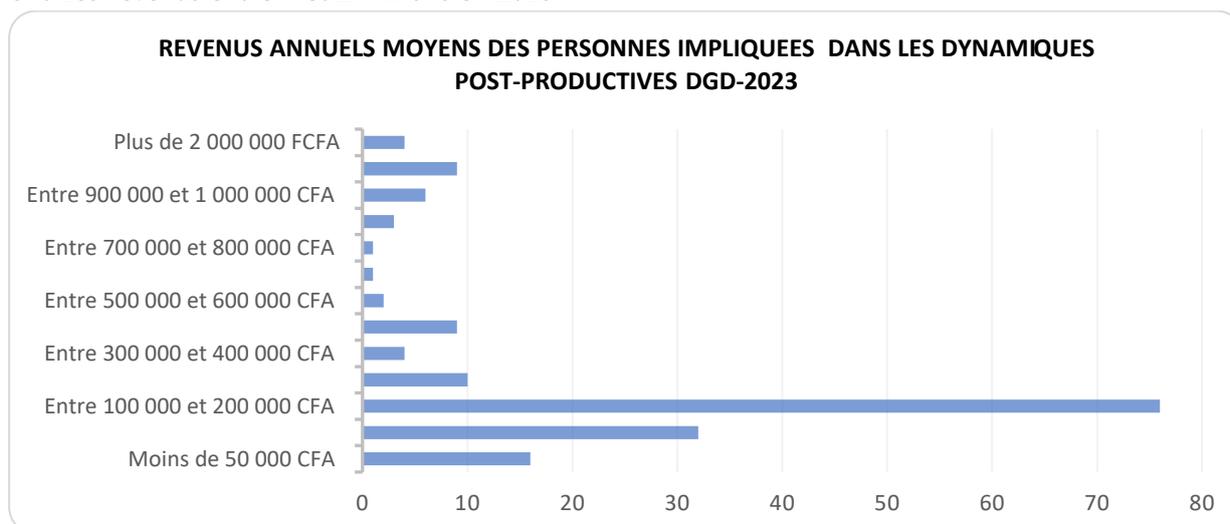
thématiques, et l'approche territoriale adoptée par des partenaires tels que Caritas, ANPDI, FAPAL, FONGS et FYNW, joue un rôle déterminant dans la pérennisation du programme

Certaines entreprises telle que EKMAN à Kaolack ont comme ambition de devenir aussi des centres d'incubation pour des étudiants en stage qui sortent des écoles de formation et qui ont besoin de séjour en entreprise. Pour cela il sera nécessaire de les accompagner pour leur certification « formation pour modules spécifiques » (entretien de Medina MIANG).

I.2 Analyse globale des revenus moyens générés par les initiatives économiques pour les personnes impliqués

Une situation morose, des résultats contrastés : Les personnes impliquées dans les dynamiques économiques post-productives et commerciales ont des revenus faibles à moyens

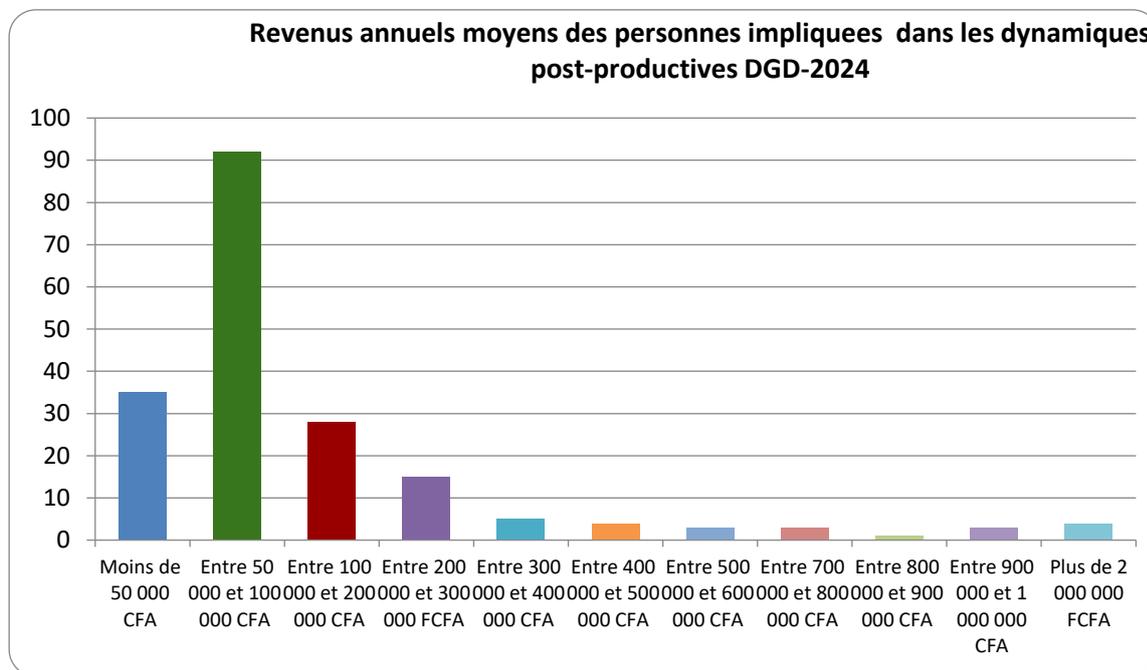
173 personnes ont répondu à cette question avec un contraste saisissant. Plus des 2/3 membres des organisations porteuses de dynamiques économiques post-productives et commerciales ont des revenus moyens annuels faibles en 2023. En effet plus de 71% des répondants ont des revenus compris entre 50 000 et 200 000 Fcfa. Parmi eux un peu plus 9% gagnent moins de 50 000 Fcfa, 18,50% ont un revenu moyen annuel compris entre 50 000 et 100 000 Fcfa et 43.93% déclarent avoir un revenu moyen annuel entre 100 000 et 200 000 Fcfa, et 5% gagnent entre 400 000 et 500 000 Fcfa par an en 2023. Ceux qui gagnent entre 500 000 et 900 000 Fcfa par an sont de 4,05%. Seuls 7.52% soit 13 personnes ont des revenus entre 1 et 2 millions en 2023



L'analyse des revenus déclarés en 2024 montre que la situation s'est dégradée entre 2023 et 2024. On observe une paupérisation des membres organisations OP-GFP-GIE, etc. Les personnes ayant des revenus compris entre 100 000 et 200 000 Fcfa est passé de 43,93% en 2023, à 14,50% en 2024 d'où une perte 29,43 points. Ces derniers ont basculé dans la strate inférieure. Par conséquent ceux qui gagnent entre 50 000 et 100 000 Fcfa ont plus que doublé. Ils atteignent 47,67% en 2024 alors qu'ils ne représentaient que 18,50% en 2023. Même ceux qui avaient des revenus inférieurs à 50 000 Fcfa représentent 18,3% en 2024 contre 9% en 2023.

On note ainsi un déclassement d'une importante partie des membres des organisations conduisant des dynamiques post-récoltes. Plus de la moitié du groupe qui avait un revenu entre 100 000 et 200 000 Fcfa a basculé vers une plus forte précarité en rejoignant le groupe ayant un revenu compris entre 50.000 et 100 000 Fcfa. Même le groupe qui gagnait entre 400 000 et 500 000 Fcfa et qui était de 5% en 2023 est passé à 2% 2024. La même tendance se poursuit chez ceux qui sortaient du lot avec des revenus annuels compris entre 1 et 2 millions. Ils passent de 7,52% en 2023 à 2.07% en 2024.

Ceci peut être expliqué par la situation difficile chez les productrices de fonio, la fermeture des CVET, les baisses de performances chez les boulangers, les contreperformances annoncées par les producteurs de mil-mais, le fonctionnement discontinu de la minoterie, les inondations qu’ont connu les 2 jardins maraichers à Tamba mais surtout à l’abandon des activités du jardin Camp Navétanes gagnée par les eaux en une partie de l’année.



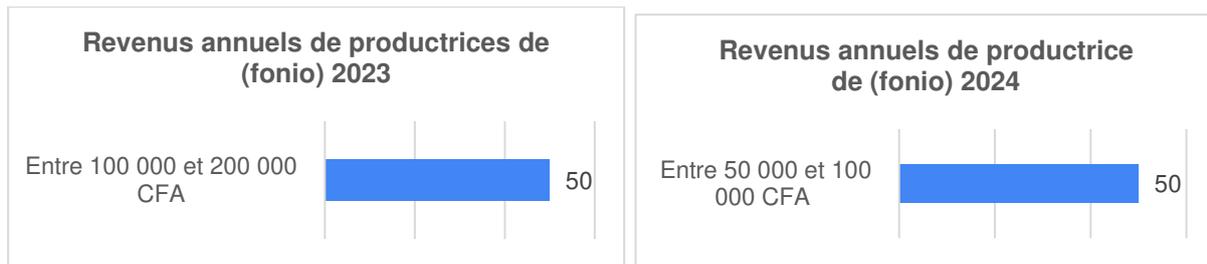
Cette tendance s’aligne à la situation nationale. L’économie bat de l’aile. Les ménages aussi bien en milieu que rural subit les effets des crises nationales et internationales. Toutefois, il faut noter que les moyennes cachent beaucoup les disparités sur les revenus d’une initiative à l’autre et entre les personnes d’une même initiative

1.2.1 Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans la filière fonio (FYNW-Koussanar-Tambacounda)

Des revenus faibles pour les personnes impliquées dans la filière fonio à Koussanar - FYNW)

Revenus des productrices fonio : Les revenus annuels moyens (tous les revenus confondus) **d’une productrice de fonio** -appartenant à l’union des producteurs-trices de Colibantan (FYNW)-ont baissé entre 2023 (110 femmes) et 2024 (132 femmes). Gagnant 100 000 et 200 000 Fcfa en 2023 elles passent en 2024 dans la catégorie dont les revenus moyens se situent entre 50 000 Fcfa et 100 000 Fcfa⁶. La contribution du fonio sur les revenus annuels moyens générés (sur 3 mois travaillés) étaient de 29 750 Fcfa par productrice en 2023. Ils passent à 26 000 Fcfa par productrice en 2024.

⁶ Ici les femmes ont intégré les autres revenus tels que l’arachide par exemple



Même si le bilan n'est pas négatif, les résultats sont très faibles pour le fonio au regard des investissements en matériels, formations et dispositifs de gestion et d'appui à la production de semences. En plus, non seulement les rendements à l'hectare sont faibles (environ 400 kg) mais les femmes cultivent de petites superficies dont la moyenne ne dépasse pas 0,25 ha et ceci depuis plus de 30 ans. Et en dehors des nombreux défis post-récoltes auxquels la céréale faisait face et dont certains comme le fauchage, le décorticage entre autres trouvent des solutions mécaniques (mais problème d'accès se pose) le fonio est également une céréale très sensible aux changements climatiques. Le glissement des isohyètes entraîne des pluies au moment du murissement du fonio le soumettant à une forte humidité qui fait tomber les graines générant des pertes et dégradant la qualité. Ceci impacte négativement sur sa qualité et conduit à des pertes de l'UT de près 20 à 30% du fonio après toutes les étapes de la transformation. Humundi appuie la production de semences aux fins de garantir la couverture des besoins de la Fédération. L'expérience avec les femmes a été plus positive que celle avec les hommes. Aussi bien en 2022 qu'en 2023, les femmes ont remboursé les quantités de semences prêtées (13 kg sur les 10 kg prêtés en 2022 et 12 kg sur les 10 kg prêtés en 2023).

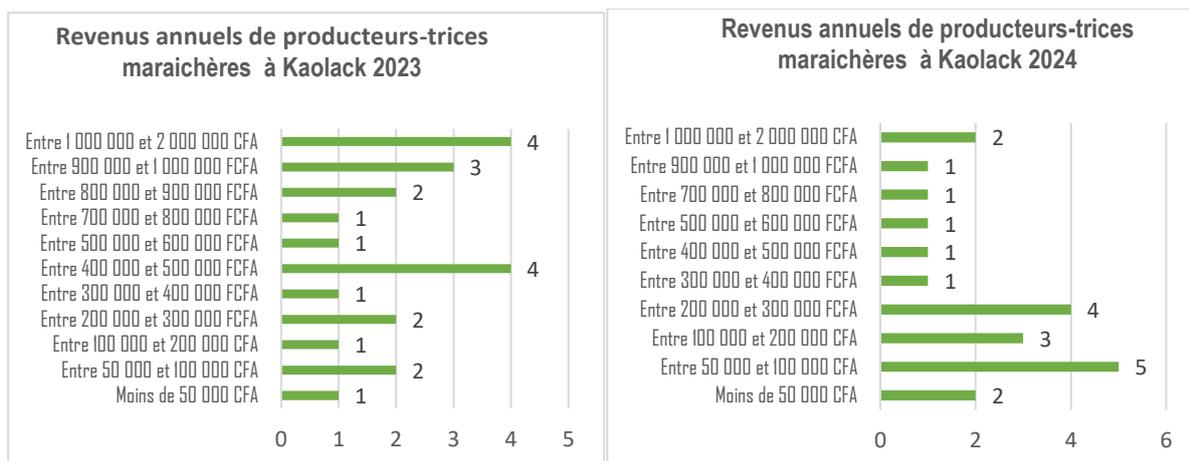
Revenus du gérant de l'unité de transformation fonio : Les revenus annuels moyens du gérant de l'unité de transformation de fonio calculés sur 6 mois d'activités sont de 450 000 Fcfa dont seuls 150 000 Fcfa factures à l'UT.

Revenus du meunier de l'UT fonio. Le meunier de l'UT est payé à hauteur de 100 Fcfa le kilogramme décortiqué. Ses revenus dépendent donc de la quantité de fonio transformée. Ainsi il gagne un revenu annuel (6 mois d'activités) de 216 000. Fcfa

Revenus des femmes temporaires de l'UT de fonio. Ce sont ces femmes temporaires qui lavent et transforment le fonio au niveau l'unité de Koussanar. Leurs revenus sont calculés à hauteur de 125 Fcfa le kilo transformé. Pour 6 mois de production et 2160 kg transformés les femmes gagnent individuellement environs 54 000 Fcfa.

1.2.2 Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans le maraichage (Kaolack – ASDES - et Tambacounda – B3P)

Des revenus encourageants pour les groupements maraichers-ères de Ngolothie : Sur 22 personnes ayant répondu aux questions 3 ont des revenus annuels déclarés entre 900 000 Fcfa et 1 000 000 Fcfa, 4 parmi eux gagnent entre 1 000 000 et 2 000 000 Fcfa. 4 autres gagnent entre 500 000 Fcfa et 800 000.Fcfa, 5 ont des revenus situés entre 50 000 Fcfa et 300 000 Fcfa et 1 seule personne gagne moins de 50 000 Fcfa.



Par contre les producteurs-trices estiment que leurs revenus ont généralement baissé en 2024. Le groupe aux revenus compris entre 1 000 000 Fcfa et 2 000 000 Fcfa est passé de 4 en 2023 à 2 producteurs en 2024, celui de 900 000 Fcfa à 1 000 000 Fcfa passe de 3 à 1 seule personne en 2024. De même le groupe aux revenus compris entre 400 000 Fcfa et 500 000 Fcfa (4 personnes) se rétrécit à 1 seule personne. Toutes ces personnes ont basculé dans les catégories de personnes dont les revenus sont compris entre 200 000 Fcfa et 300 000 Fcfa (4), entre 100 000 Fcfa et 200 000 Fcfa (3) et surtout parmi ceux qui gagnent entre 50 000 et 100 000 Fcfa (5) et deux autres gagnent moins de 50 000 Fcfa.

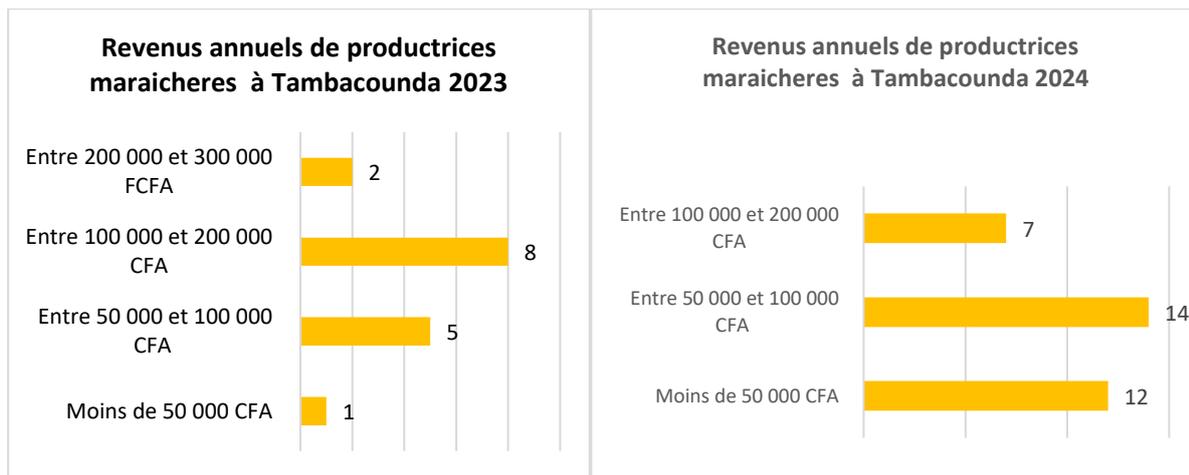
Les données collectées auprès de ASDES confirment la bonne campagne de 2023 meilleure que celle de 2022. Quinze producteurs (10 hommes et 5 femmes) gagnent en moyenne un revenu annuel (trois trimestres) de 553 642 Fcfa en 2022 et 614 540 Fcfa en 2023, soit un revenu moyen mensuel 68 282 Fcfa supérieur au salaire minimum garanti. Ayant débuté avec 4 spéculations les maraichères de Ngolothie exploitent aujourd'hui 14 spéculations. L'analyse précédente montre comment les disparités qui existent entre les différents producteurs et productrices.

1.2.3 Des revenus nuls pour les maraichères du jardin du CVET de Kahone (Maka Ndiaye) et de celles du CVET de Keur Madiabel

Malgré l'enthousiasme du groupement des femmes le jardin a été abandonné. L'eau et/ou le sol sont désignés comme facteurs défavorables aux cultures maraichères sans pour autant pour déterminer de manière nette et claire les causes. Caritas envisage de réaliser deux études pour se déterminer, une sur le sol et une autre sur l'eau. A Keur Madiabel l'activité maraichère est en arrêt. La distance du CVET par rapport à la ville est une des causes avancées.

1.2.4 Les jardins maraichers agroécologiques à Tamba démarrent timidement mais bénéficient de réelles opportunités

Revenus annuels des productrices : 14 femmes maraichères sur les 33 interrogées à Tambacounda, soit 42,42% déclarent gagner un revenu compris entre 50 000 et 100 000 Fcfa sur 9 mois de production. 7 femmes soit 21,21% ont des revenus situés entre 100 000 Fcfa et 200 000 Fcfa. Plus du tiers, soit 38,36% gagnent moins de 50 000 Fcfa.



Les revenus annuels générés (sur 9 mois d'activités) par les groupements des femmes maraichères du jardin du quartier Dépôt qui compte 100 femmes⁷ est de : 1 800 000 Fcfa et 830 000 Fcfa pour le jardin de Camp Navétanes qui compte 80 femmes. Selon l'agent de suivi au niveau de 3BP ces données ne couvrent les revenus que d'environ 60% des productrices qui renseignent les fiches de suivi. Ainsi les revenus par productrice seraient en moyenne 30 000 Fcfa au jardin Dépôt et de 17 300 Fcfa pour les maraichères du jardin Camp Nawetanes. Ces moyennes cachent beaucoup de différences entre les acteurs d'un même jardin ou d'un profil à l'autre.

En relevant les données de quelques productrices du jardin de Dépôt on constate que les femmes réalisent en 5 mois plus que cette moyenne sur 9 mois. Adama Diallo (65 000 Fcfa) et Amy Minthe (85 000 Fcfa) réalisent plus de deux fois la moyenne. Elles pourraient rejoindre le groupe de celles qui gagnent entre 100 000 Fcfa à 200 000, Fcfa voire 300 000 Fcfa sur le 9 mois

Exemples de revenus de quelques femmes maraichères du jardin Depot de Tambacounda de mars à Juillet 2023 (5 mois)

Prenon et Non	Produits commercialisés	Nombre de transactions	Prix produits	Montant Fcfa
Adama DIALLO	Salade	1	12000	12000
	Menthe	4	7500	30000
	Menthe	2	10000	20000
	Oseille de Guinee ou Bissap	3	500	1500
	TOTAL			63500
Aicha LY	Menthe	1	3000	3000
	Menthe	1	5500	5500
	Menthe	1	8000	8000
	Menthe	1	10000	10000
	Gombo	1	1800	1800
TOTAL			26500	
Awa DIABY	Salade	2	15000	30000
	Oseille de Guinee ou Bissap	5.00	1000	5000
	Menthe	3	6000	18000
	TOTAL			53000
Amy MINTHE	Salade	1	13000	13000
	Salade	1	14000	14000
	Salade	1	17000	17000
	Salade	1	10000	10000
	Salade	1	20000	20000
	Nebeday	3	1000	3000
	Nebeday	3	2000	6000
	Oseille de Guinee ou Bissap	1	2000	2000
TOTAL			85000	

⁷ Le B3P précise que toutes les femmes ne remplissent pas les fiches de suivi. Il y a une déperdition d'information à couvrir. Ces revenus ne concerneraient qu'environ 60% des femmes maraichères des 2 Jardins.

Revenus annuels des femmes revendeuses : Les clients de productrices maraichères vendent leurs produits au niveau du marché central, aux devantures des maisons, etc. AG. une spécialiste de la vente de menthe avec 20 ans d'expérience s'approvisionne auprès des femmes maraichères du jardins de Camps Nawetanes gagne entre 200 000 Fcfa et 350 000 Fcfa l'année (10 mois d'activités). Elle achète à crédit les planches de menthe dans différents jardins de la ville pour revendre au marché central. Une autre revendeuse F. spécialiste de la salade mais qui fait aussi de la tomate et du concombre réalise des revenus variant entre 250 000 et 400 000 Fcfa sur 10 mois d'activités.

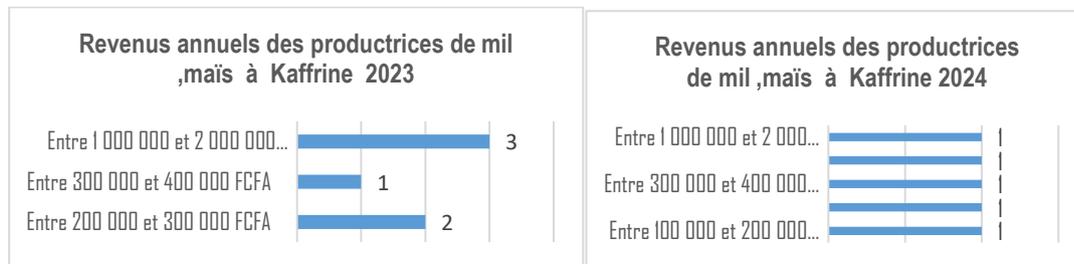
Revenus annuels du fournisseur de pépinières. MN cultive produit ses pépinières dans le jardin (salade, persil, gombo, aubergine entre autres) qu'il revend aux maraichères de Camp Nawetanes. Cette activité lui rapporte entre 150 000 à 200 000 Fcfa par an.

1.2.5 Revenus générés par les personnes impliquées dans l'aviculture

En dehors des poulaillers appartenant aux femmes maraichères et supervisés par le B3P à Tambacounda et dont la gérance est confiée à des tiers tous les autres poulaillers sont gérés directement par les responsables des entreprises ou groupements (confère à l'analyse des revenus générés par les initiatives)

1.2.6 Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans la production de mil (ADAK, Kaffrine)

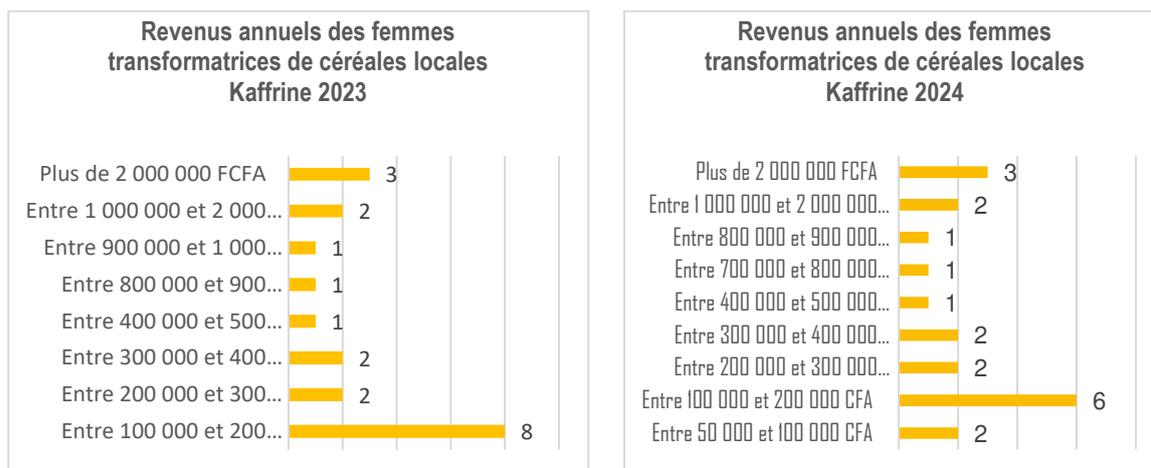
Revenus annuels des producteurs. Trois producteurs sur les 6 interrogés ont généré des revenus compris entre 1 000 000 Fcfa et 2 000 000 Fcfa (Boulel) et deux n'avaient produit qu'entre 200 000 Fcfa et 300 000 Fcfa en 2023. Il ne reste plus qu'un seul producteur dans le groupe de tête, les 2 autres sont descendus dans la catégorie à moins d'1 million de revenus en 2024. Même la catégorie à revenu compris entre 200 000 à 300 000 Fcfa, est descendue pour rejoindre celle qui gagne entre 100 000 et 200 000 Fcfa, La campagne agricole 2024 est réputée généralement pas bonne pour les cultures pluviales, notamment le mil, le maïs et l'arachide.



Revenus annuels moyens des boulangers. Ceux-ci n'utilisent toujours pas toujours la farine vendue par la minoterie. M. Badiane (Boulel) transforme 4 sacs de farines (farine de blé le plus souvent) par semaine. Il obtient 350 baguettes par sac. Il cède la baguette à 80 Fcfa à ses distributeurs. Ses revenus annuels sont de 2 094 000 Fcfa. Quant à E .Badiane (Boulel) qui transforme 1 sac de farine et demi, ses revenus annuels sont de 3 056 220 Fcfa.

Revenus annuels des redistributeurs des boulangers est de 1 456 000 Fcfa pour ceux M. Badiane et 2 920 000 Fcfa pour les redistributeurs de E. Badiane,

Revenus annuels moyens des femmes transformatrices de farines



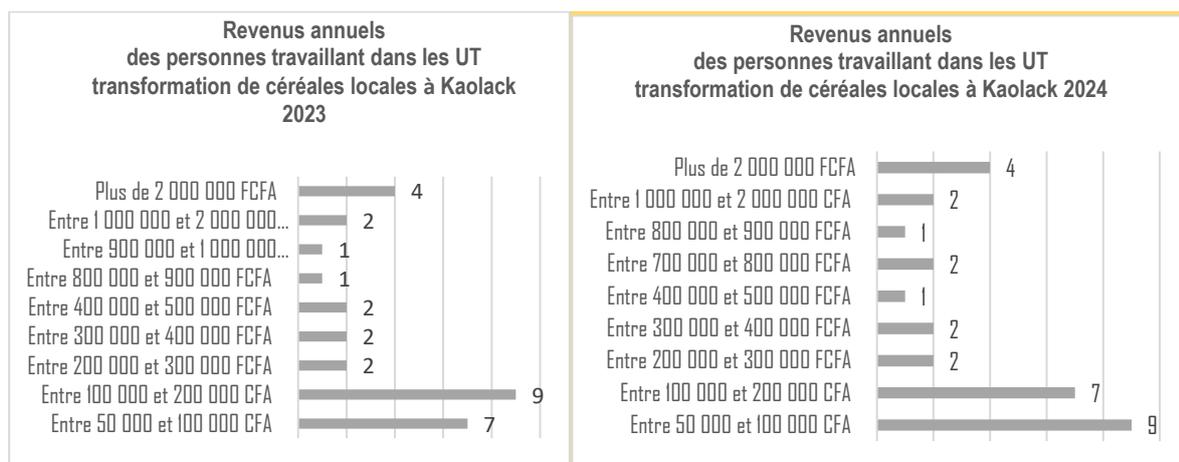
Sur les 20 femmes transformatrices qui vendent des beignets, galettes, madeleines, interrogées, 60%, c'est-à-dire 12 femmes ont des revenus variant entre 400 000 Fcfa et 50 000 Fcfa dont 6 femmes aux revenus situés entre 100 000 Fcfa et 200 000 Fcfa et 2 autres dont les revenus entre 50 000 Fcfa et 100 000 Fcfa. Par ailleurs 5 transformatrices ont des revenus de plus d'1 000 000 Fcfa dont 3 aux revenus de plus 2 000 000 Fcfa.

L'exemple de M. Diouf offre un bel exemple. Elle produit des beignets qu'elle vend au Lycée du lundi au vendredi avec 4 kg par jour mais transforme 6 kg le dimanche vendu au marché hebdomadaire en plus de la soupe qu'elle propose plus le petit déjeuner et ses jus locaux. Les beignets lui rapportent annuellement 2 319 200 Fcfa et la soupe 1 580 800 Fcfa. Ses revenus annuels pour ces deux produits seraient de 3 900 000 Fcfa compte non tenu de qu'elle prélève pour le petit déjeuner de ses enfants, son beau-père et son époux.

Revenus annuels moyens du gérant de la minoterie de Kaffrine : Le salaire du gérant de la minoterie s'élève à 50 000 Fcfa par mois, soit 600 000 Fcfa l'année (même si par ailleurs il a des revenus complémentaires à travers d'autres activités). La minoterie ne supporte que 50% de ses charges et les 50% sont payés par DGD.

Revenus annuels moyens du meunier de la minoterie de Kaffrine : Le meunier reçoit un salaire de 35 000 Fcfa, soit un revenu annuel de 420 000 Fcfa dont 57,1% pris en charge par le programme DGD.

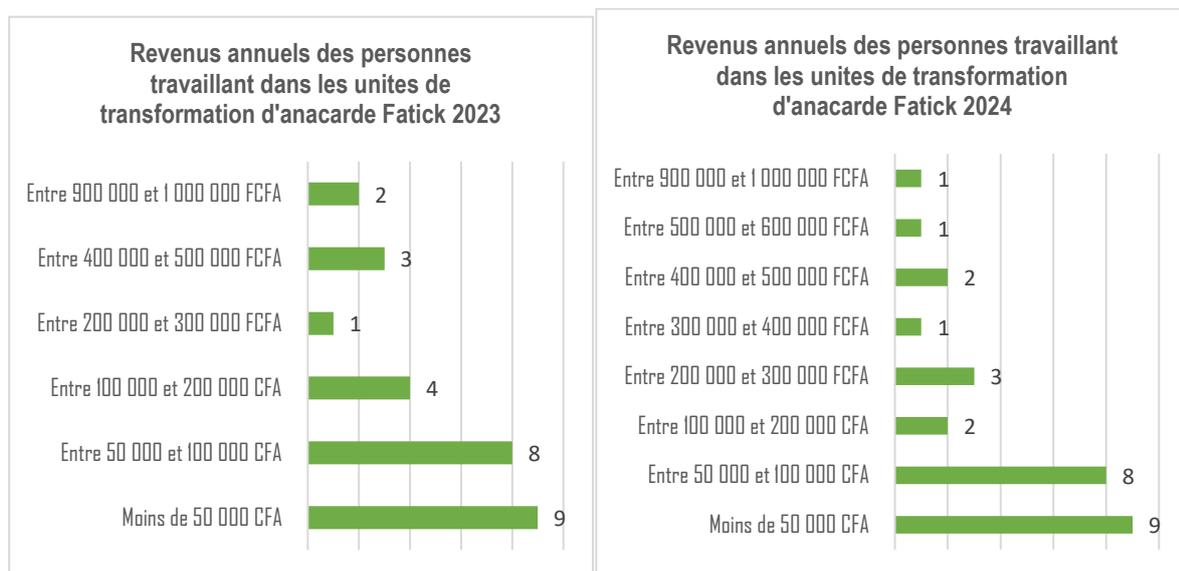
1.2.7 Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans la transformation de céréales locales (ASDES, - Kaolack)



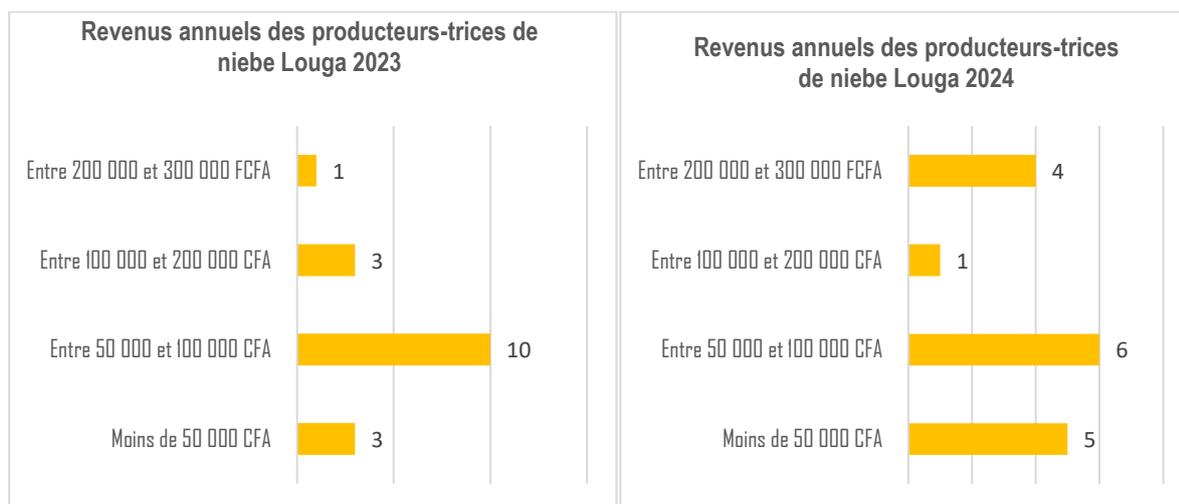
A Kaolack, en dehors du GIE de Fayda où on trouve des femmes qui ont des revenus d'un peu plus de 2 000 000 Fcfa les travailleurs des autres entreprises (16/30) des personnes ont des revenus entre 50 000 Fcfa et 200 000 Fcfa.

1.2.8 Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans la transformation d'anacarde (ANPDI- Fatick)

17 sur 27 femmes interrogées gagnent 50 000 Fcfa et 100 000 Fcfa, 8/27 gagnent entre 100 000 Fcfa et 500 000 Fcfa.



1.2.9 Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans la production de niébé (FAPAL- Louga)



On note une nette amélioration des revenus entre 2023 et 2024. Si 1 seule personne travaillant dans les unités de transformation d’anacarde gagnait entre 200 000 Fcfa et 300 000 Fcfa, ils deviennent 4 en 2024. La majeure partie se situe dans la catégorie qui gagne annuellement entre 50 000 Fcfa et 100 000 Fcfa aussi bien en 2023 et 2024.

1.2.10 Revenus annuels générés par les personnes impliquées dans les CVET en 2023

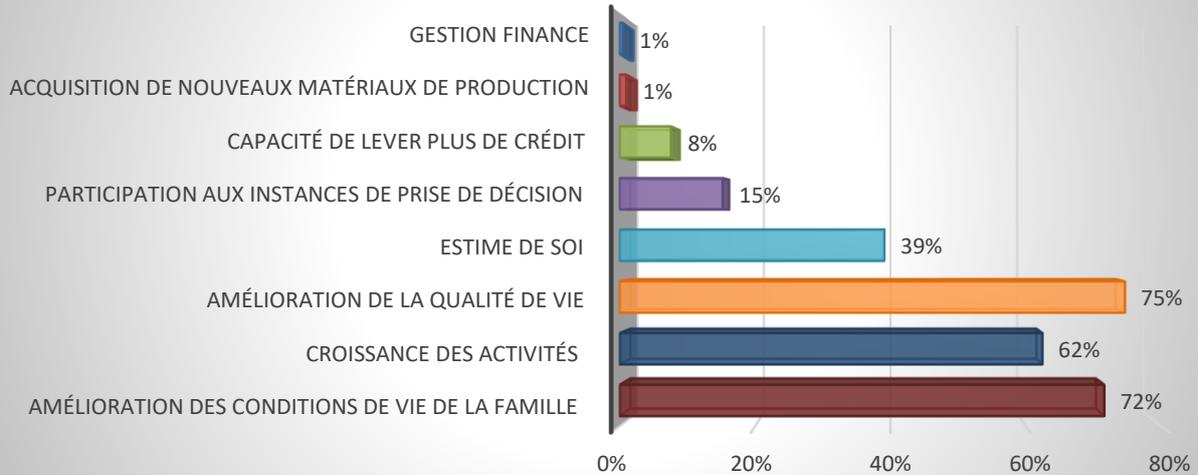
Les principaux agents recevant une motivation dans la gestion des ordures ménagères sont les gérants, les agents polyvalents les trieurs, les charretiers, les conducteurs de tricycles. En dehors du centre de tri de Tambacounda qui démarrait, l’année a été morose pour tous les autres agents des autres CVET à cause de l’arrêt des activités.

Le gardien du centre de tri MN déclare un revenu mensuel de 70 000 Fcfa, soit 840 000 Fcfa l’année. Il est en même temps producteur de pépinières (salade, persil, gombo, aubergine entre autres) qu’il revend aux maraîchères de Camp Nawetanes. Cette activité lui rapporte entre 150 000 à 200 000 Fcfa par an.

Appréciation de l’Importance des revenus pour les personnes impliquées dans les dynamiques post-productives

Plus 190 personnes ont répondu à cette question. L’importance des revenus est appréciée selon une approche fonctionnelle. Ils améliorent les conditions de vie de la famille (72%) et de la qualité de la vie (75%) tandis qu’ils participent à la croissance de leurs activités (62%).

Importance des Revenus pour les personnes impliquées dans les dynamiques post-productives DGD



I.3 Revenus moyens générés par les initiatives économiques pour les organisations porteuses

Le groupement des maraichers-eres de Ngolothie augmente ses revenus d'une année à l'autre

En 2022 le groupement des maraichères et maraichers de Ngolothie (13 personnes) ont généré pour les 3 trimestres un revenu moyen de **6 601 000 Fcfa** correspondant à 34 120 kg de 9 produits maraichers commercialisés. La laitue, la tomate, le gombo et le concombre génèrent 92% des revenus.



Source Cabinet CAPI : Périmètre maraicher du groupement de Ngolothie

En 2023, leurs (15 personnes) revenus s'établissent à **7 277 600 Fcfa** pour 15 382 kg de 11 produits maraichers commercialisés. La laitue, la tomate, le gombo, bissap et oignon représentent plus de 93% de ces revenus.

L'unité de transformation de fonio avec ses contre-performances n'arrive pas à se stabiliser

UNITE DE TRANSFORMATION DE FONIO - KOUSSANAR								
QUANTITES								
ANNEE	APPROVISIONNEMENT (Kg)	TRANSFORMEES (Kg)	TOTAL COMMERCIALISEES (Kg)	RECETTES (FCFA)	TOTAL DEPENSES (FCFA)	DEPENSES SUPPORTEES PAR L'UT (FCFA)	SOLDE DISPONIBLE (FCFA)	SOLDE REEL (FCFA)
2023-	2160	2160	1512	2,230,650	2,785,075	1,818,375	412,275	- 554,425

Après plus de 20 ans d'existence l'unité de transformation de fonio continue de vivre aux dépens des appuis externes qui lui sont apportés via la fédération et non à générer une économie stable. Sa plus-value sociale attire beaucoup de partenaires qui s'investissent pour qu'elle décolle enfin mais de nombreux goulots d'étranglement le tirent par le bas. Créée pour servir de bras économique de la Fédération l'unité ne s'autonomise pas. Au contraire elle survit grâce aux appuis apportées à la FYNW subvention, dons. Etc.). La production fonio ne décolle pas, l'unité marche sur place. Son compte d'exploitation reste négatif. de moins de 555 000 Fcfa si nous reportons toutes les charges de l'activité entre février 2023 et février 2024, période de reporting de données partagées avec Humundi.

Minoterie de Kaffrine, une évolution des revenus faibles et en dents de scie

MINOTERIE DE KAFFRINE- PROGRAMME FEED GOOD SIA - DGD - FONGS - ADAK							
		2022		2023		2024	
APPROVISIONNEMENT BRUT	PRODUITS	KGS	FCFA	KGS	FCFA	KGS	FCFA
	MIL	8865	1551375	5275	923125	7110	1244250
	MAIS	9994	1998800	10717	2143400	16600	3320000
	TOTAL		3550175		3066525		4564250
QUANTITE DE FARINE PRODUITE KG	MIL	3010		2483		3740	
	MAIS	9008		4114		7376	
	SON DE MIL	421		477		614	
	TOTAL						
CHIFFRE D'AFFAIRE	MIL	1053500	1053500	993200	993200	1402500	1402500
	MAIS	2752400	2752400	1439900	1439900	2581600	2581600
	SON DE MIL	52625	52625	59625	59625	76750	76750
	PRESTATIONS DE SERVICES		100000		110000		125000
	REVENTE DE STOCKS BRUTS						
	MIL					2505	1002000
	MAIS					1922	672700
	TOTAL CA		3958525		2602725		5860550
CHARGES	Salaires gerant et meunier		1020000		1020000		1020000
	Transport comite de pilotage		60000		60000		60000
	Electricite eau-vannage-manutention-entretien)		408000		408000		408000
	TOTAL CHARGES HORS AMORTISSEMENT		5038175		4554525		6052250
REVENUS GENERES PAR LA MINOTERIE	MIL						
	MAIS		-1079650		-1951800		-191700
	SON DE MIL						

Les revenus générés par la minoterie de Kaffrine sont très faibles par rapport à ses capacités. Sa production annuelle tourne autour de 11 tonnes alors que son seuil de rentabilité est de 32 tonnes. Même sans les amortissements son solde est négatif. Toutefois, la revente des stocks bruts pendant la période de soudure génère des bénéfices supplémentaires contribuant à réduire le déficit. Ainsi en 2024 le déficit s'établit à **moins 191 700 Fcfa**.

Les revenus annuels générés par les 2 jardins maraichers de femmes de Tamba sont encore faibles mais suscitent l'espoir : 800 000 Fcfa pour le jardin de Dépôt (théoriquement pour 100 femmes mais les données collectées par 3BP ne concernent qu'environ 60% des femmes qui remplissent les fiches de suivi) et 830 000 pour le jardin de Camp Navétanes (théoriquement pour 80 femmes mais réellement pour 60% des femmes). Ce qui est encore faible mais l'engagement des femmes et l'appui institutionnel de B3P suscitent de l'espoir. Si au quartier Dépôt le compost commence à être utilisé par les femmes ce n'est [as encore le cas pour la plupart des femmes du jardin Camp Nawetanes. Toutefois la gérante du Centre de tri qui est en même temps maraichère profite du compost. En dehors d'être des espaces de production ; les jardins sont aussi des lieux de construction

de liens de de réseaux et de socialisation avec ses pairs. Les femmes y trouvent un espace pour « purger » du stress. Cette occasion que leur offre le jardin de se retrouver seules en dehors des pressions familiales pour échanger, partager des douleurs ou joies, inquiétudes ou espoirs, se faire des confidences ou partager des informations est une autre plus-value souvent non évaluée. En dehors des revenus monétaires les femmes consomment avec leurs familles une partie de leurs récoltes.



Source : Cabinet CAPI : Périmètre maraîcher du quartier Dépôt à Tambacounda

Les GIE de transformation de céréales locales génèrent les revenus satisfaisants



Source Cabinet CAPI Atelier de stockage et d'exposition du GIE des femmes de la Fayda

Revenus générés en 2023 par le GIE KEUR MAME ABDOU NIAMG -EKMAN(Kaolack)			
	Chiffre d'affaires (FCFA)	Charges (FCFA)	Résultat net (FCFA)
Céréales locales	1380000	774000	606000
Aviculture	3270000	2440000	830000
Fruits et légumes	3100000	2440000	660000
Total	7750000	5654000	2096000
Revenus générés en 2023 par le GIE DES FEMMES DE LA FAYDA (Kaolack) = 62			
	Chiffre d'affaires (FCFA)	Charges (FCFA)	Résultat net (FCFA)
Céréales locales	4607000	1582000	3025000
Fruits et légumes	3102000	697000	2405000
Total	7709000	2279000	5430000
Revenus générés en 2023 par GIE SUXALI JIGEEN (Kaolack)			
	Chiffre d'affaires (FCFA)	Charges (FCFA)	Résultat net (FCFA)
Céréales locales	4607000	1582000	3025000
Fruits et légumes	3102000	697000	2405000
Revenus générés en 2024 par GIE SUXALI JIGEEN (Kaolack)			
Céréales locales	5025000	825000	4200000
Fruits et légumes	3005000	205000	2800000

Les GIE EKMAN les femmes de la Fayda et Suxali Jigeen sont sur des tendances progressives qui augurent de bonnes perspectives. D'ailleurs le GIE EKMAN a acquis un terrain pour la construction du local de l'unité de transformation de céréales locales, fruits et légumes et du poulailler

Les semences de niébé, un business rentable

Le magasin de commercialisation de semences de niébé est en pleine vitalité économique. Ainsi les revenus générés en 2024 (31 225 000 Fcfa) multiplient par 2 ceux générés (15 194 400 Fcfa) lors des deux dernières années et près de 5 fois ceux de 2023

REVENUS GENERES PAR LE MAGASIN DE STOCKAGE ET DE COMMERCIALISATION DE SEMENCES DE NIEBE -LOUGA- FAPAL PROGRAMME FEED GOOD SIA								
ANNEE	APPROVISIONNEMENT MAGASIN SEMENCES NIEBE (T)	QUANTITES STOCKEES (T)	QUANTITES COMMERCIALISEES PAR LE MAGASIN (T)	RECETTES ISSUES DE LA COMMERCIALISATION FCFA	TOTAL CHARGES FIXES	TOTAL CHARGES VARIABLES	TOTAL CHARGES (FCFA)	SOLDE (FCFA)
2022	28.979	28.979	28.979	21852000	724575	12933025	13657600	8194400
2023-	41.736	41.194	32	29166400	1043400	21123000	22166400	7000000
2024-	93	93	93	96433250	3548050	61660200	65208250	31225000
TOTAL	163.715	163.173	153.979	147451650	5316025	95716225	101032250	46419400

Les producteurs-trices sont à la fois les principaux fournisseurs et clients du magasin. En 2022 ils ont acheté 28, 979 tonnes et 41,736 tonnes en 2023. Mais en 2024, 93 tonnes de semences de niébé ont pu être vendues grâce l'arrivée d'un nouveau client COOPAKEL

Les unités de transformation de l'anacarde entre potentialités /opportunités et incertitudes

REVENUS GENERES PAR LES UNITES DE TRANSFORMATION D'ANACARDE -ANPDI-FATICK-Programme FEED GOOD-SIA-DGD			
	2022 (FCFA)	2023	2024
MBOULDIAME		10493060	5048450
DIALABA		3624500	2943750
NDIAFFE NDIAFFE		505550	605900
DASSILAME		901800	1669500
TOTAL		15524910	10267600

Les revenus globaux des 4 unités ont baissé du 1/3 entre 2023 et 2024 passant de plus de 15 500 000 Fcfa à 10 267 000 Fcfa. En dehors de l'unité de Dassilame qui a connu une légère progression toutes les autres ont vu leurs recettes en baisse. Ceci est dû principalement à un approvisionnement difficile en matières premières du fait de sa cherté et un retard dans la mise en place du financement qui est en plus insuffisant.

En 2023, les recettes à Dassilame proviennent de la vente d'amandes pendant Ndiaffe n'a fait que de la prestation de services au moment où Dalaba 2 vend à la fois des amandes et des produits finis transformés pendant que Mbouldiame se concentre sur produits finis transformés. En 2024, ce dernier multiplie ses produits et commercialise à la fois aussi bien des produits finis que des brisures, des déchets, des emballages en plus de la prestation de services. Dalaba2 reste sur deux produits, Ndiaffe Ndiaffe reste sur les prestations de services et Dassilame sur la vente d'amandes.

La valorisation des déchets, une opportunité d'entreprises sociales et solidaires à fort potentiel en sursis

Le modèle économique des centres de valorisation et de traitement des déchets repose sur 3 piliers

- La contribution des ménages de 1000 Fcfa par mois pour le service de 2 enlèvements d'ordures par semaine (dépend du nombre de ménages abonnées) -Taux de pénétration requis 75% avec un taux de recouvrement de 80%
- Les produits de vente des matériels triés (fer, aluminium, métal, bronze, verre, plastic -PHD-et déchets organiques transformés en compost)
- Les subventions d'équilibre versées aux coopératives par les communes



Source: Cabinet CAPI Centre de Valorisation et de Traitement des ordures de Gandiaye

Les revenus générés par les CVET sont encore faibles. Le taux de recouvrement n'atteint pas le seuil attendu, les recettes de matières triées sont faibles, les subventions ne sont versées que partiellement. Cette situation morose a entraîné la fermeture des CVET pendant plus d'un an, Kahone a été le premier

à reprendre grâce à des montages financiers invitant des sociétés nationales et privées à contribuer en échanges de prestations de services de ramassage assurés par la coopérative. Ces nouvelles ressources permettent à la mairie de payer la redevance même si c'est encore partiellement. Pour 2024, 4 millions ont été libérés par la commune, un nouveau bureau de la Coopérative a été élu, un nouveau gérant recruté et formé, des agents de FERA (10) sont mis à contribution pour le tri des matières.

PROGRAMME FEED GOOD SIA - DGD - CARITAS KAOLACK	ANNEES		
CENTRE DE VALORISATION ET DE TRAITEMENT DES DECHETS DE KAHONE	2022	2023	2024
QUANTITE DECHETS TRIÉS EN Kg	1,477	932	6,653
QUANTITES DECHETS VENDUS EN Kg	749	855	2,970
MONTANT TOTAL DES VENTES	314,800	993,505	549,680
NOMBRE DE MENAGES ENROLES DANS LA COLLECTE	1,688	1,822	1,903
MONTANT TOTAL CONTRIBUTION MENAGES (source tableau de bilan d'exploitation du ROC année 2022) SENELEC+ HOTEL	13,404,000	15,131,000	13,321,000
MONTANT SUBVENTION D'EQUILIBRE VERSE PAR LA COMMUNE	1,500,000	400,000	4,000,000
MONTANT TOTAL DES CHARGES DU CVET (source tableau de bilan d'exploitation du tri année 2022)	3,218,500	1,140,000	1,450,000

A Gandiaye et à Keur Madiabel, les subventions d'équilibre ne sont versées comme prévu dans les contrats, le système se grippe, le ramassage des ordures commençait à battre de l'aile suivi de plaintes des populations. Faute de salaires certains agents entrent en grève, les maires décident de suspendre les contrats avec les coopératives et les centres sont fermés (arrêt depuis fin 2022). Les maires travaillent sur des systèmes alternatifs. A Gandiaye les autorités municipales ont commencé à payer les arriérés de salaires, le centre est nettoyé en vue d'une reprise des activités. Des pourparlers sont entamés avec des entreprises privées sont encore pour entrer dans une phase de transformation

CENTRE DE VALORISATION ET TRAITEMENT DES DECHETS DE GANDIAYE	2022	2023	2024
CENTRE DE VALORISATION ET DE TRAITEMENT DES DECHETS DE GANDIAYE			
QUANTITE DECHETS TRIÉS EN Kg	5,198	7,295	-
QUANTITES DECHETS VENDUS EN Kg	3,605	1,672	-
MONTANT TOTAL DES VENTES	451,390	882	-
NOMBRE DE MENAGES ENROLES DANS LA COLLECTE	818	436,255	-
MONTANT TOTAL CONTRIBUTION MENAGES (source tableau de bilan d'exploitation du ROC année 2022) SENELEC+ HOTEL	5,523,000	5,523,000	-
MONTANT SUBVENTION D'EQUILIBRE VERSE PAR LA COMMUNE	-	2,000,000	1,200,000
MONTANT TOTAL DES CHARGES DU CVET (source tableau de bilan d'exploitation du tri année 2022)	3,152,500	880,000	-
COMMENTAIRES			Le système est en arrêt depuis décembre 2023 mais la Municipalité est en train de le relancer à présent.

A Keur Madiabel le maire compte changer complètement le dispositif de collecte. La rupture avec la coopérative et la gestion en régie semblent être l'option privilégiée par le maire. Il compte toutefois faire intervenir les groupes de femmes issues des CEB dans l'ingénierie sociale.

PROGRAMME FEED GOOD SIA - DGD - CARITAS KAOLACK	ANNEES		
CENTRE DE VALORISATION ET DE TRAITEMENT DES DECHETS DE KEUR MADIABEL	2022	2023	2024
QUANTITE DECHETS TRIES EN Kg	750	-	-
QUANTITES DECHETS VENDUS EN Kg	-	-	-
MONTANT TOTAL DES VENTES	-	1,029	-
NOMBRE DE MENAGES ENROLES DANS LA COLLECTE	1,001	-	-
MONTANT TOTAL CONTRIBUTION MENAGES (source tableau de bilan d'exploitation du ROC année 2022)	7,690,000	7,586,000	-
MONTANT SUBVENTION D'EQUILIBRE VERSE PAR LA COMMUNE	-	-	-
MONTANT TOTAL DES CHARGES DU CVET (source tableau de bilan d'exploitation du tri année 2022)	500,000	3,000,000	1,600,000
COMMENTAIRES		Le tri a connu un arrêt de janvier à Décembre 2023 dû au non versement de la subvention d'équilibre par la Municipalité	le système est actuellement géré par la Municipalité qui a mis a terme depuis décembre 2023 la convention de délégation de la gestion des ordures par la Coopérative. Aujourd'hui il est géré par la Municipalité et est aratuit.

Les professionnels de l'aviculture génèrent des revenus satisfaisants mais doivent faire face à la chaleur, l'humidité et la chaleur aviaire

Le poulailler situé dans le jardin du quartier Dépôt a obtenu un revenu de **277 000 Fcfa** pour un seul cycle de production d'une cohorte de 150 poussins avant de s'arrêter (démission du gérant) tandis que celui Camp Navétanes installé (avril-mai 2023) n'a généré que **19 000 Fcfa** un seul cycle de 150 sujets.

A Kaolack le poulailler du GIE (A BA expérience de 30 ans dans l'activité) a une capacité de 100 poussins. Redynamisé par ASDES, elle reçoit le financement d'une première cohorte de 100 poussins et 8 sacs d'aliments, elle prend en charge la prophylaxie (10 000 Fcfa en hiver et 15 000 Fcfa en été).

« Les dynamiques post-production ne sont pas encore bien structurées à mon avis. Nous constatons beaucoup de failles dans la gestion. » Entretien avec Alioune Badara Sow B3P, Tambacounda »

Elle bénéficie par ailleurs de formation gestion (outils de gestion cahier des opérations financières ou sont notées les dépenses, les recettes, les dettes, etc.). Avec 4 cohortes de 250 poussins dans l'année, le GIE Keur Mame Abdou NIANG génère des revenus nets 830 000 Fcfa par an.

Importance de ces revenus pour les organisations concernées



Les responsables des unités économiques interprètent l'importance des revenus en fonction des fenêtres d'opportunité. Les priorités qui viennent en tête sont

Amélioration de la qualité de vie des familles
Croissance des activités

Accroissement de la capacité d'investissement

D'autres achètent du bétail (bœufs) et disposent de moyens la prise en charge des dépenses de santé.

1.4 Le nombre de personnes/familles touchées par les dynamiques économiques

Dynamiques post-productives et commerciales	Nombre de familles touchées	Nombre de personnes touchées
Maraichage (Ngolothie, Jardin Dépôt et Camp Navétane, Maka Ndiaye et Keur Madiabel)	251	1757
Transformation anacarde (revendeurs non compris)	198	1386
Aviculture	3	14
Commercialisation semences niébé	210	1470
Transformation de fonio	138	966
Transformation céréales locales	104	728
Collecte et valorisation des déchets (Kahone -Gandiaye-Keur Madiabel - Tambacounda)	264	1848
Minoterie de Kafrine	136	952
TOTAL	1304	9121

1304 familles et 9121 personnes ont été touchées directement par le Programme. s En dehors des familles et personnes touchées directement en termes d'activités économiques le Programme touche également de manière directe plus de 4500 ménages qui reçoivent des services de ramassage des ordures, soit près 31500 personnes sans compter les clients des unités de transformation de céréales locales, etc.

Significativité pour les partenaires impliqués, au regard de leurs membres/ couverture géographique ?

La couverture géographique est appréciée par les partenaires mais ils pensent qu'on peut aller au-delà pour couvrir plus de membres

« Est significatif mais est encore loin de nos ambitions Objectifs capacité de couvrir les besoins primaires : compléter les besoins alimentaires (DQ) payer les ordonnances, prise en charge des besoins des enfants, aider toute personne dans le besoin (solidarité des membres en cas de problème

« Significatif mais notre rêve c'est toucher directement et indirectement plus de 5000 personnes (familles des producteurs-trices, bana bana, intermédiaires et/ou vendeurs d'intrants. Etc.) »

« Significatif mais ce GROUPE a besoin de plus de formation, organisation, et revenus »

2. Thématique évaluative 2 : Analyse détaillée des dynamiques post-productives et commerciales durables

Partenaire de mise en œuvre:

ASDES

ONG :

AUTRE TERRE

Dynamiques post-productives évaluées

Transformation de produits locaux

Dimension de l'évaluation	Appréciation de l'expertise par les partenaires pour l'accompagnement de dynamiques post-productives et commerciales durables	Les entreprises de transformation de céréales locales de Kaolack apprécient positivement l'expertise interne et externe reçue d'ASDES et consultants en termes d'appui institutionnel, de renforcement de capacités, de mise à disposition d'outils de gestion, de planification et de gouvernance et de conseils
	Gestion des dynamiques post-productives et commerciales	Des efforts considérables ont été réalisés en termes de gouvernance (formalisation, autorisation de commercialisation) d'amélioration de la qualité des produits avec des innovations introduites, utilisation d'emballages biodégradables. En termes de gestion financière elles sont capables de retracer toutes leurs dépenses et recettes mais le cahier-Journal comptable n'est pas tenu à jour. Par ailleurs, presque toutes travaillent à domicile et ne disposent pas de locaux dédiés à l'entreprise (certaines externalisent leurs productions au niveau de la chambre de commerce) Pour les entreprises individuelles les propriétaires sont sur plusieurs tâches (approvisionnement, production/suivi production, marketing, commercialisation)
	Les stratégies post-productives et commerciales en lien avec l'accès au marché	Plusieurs stratégies sont mises à contribution. Elles investissent dans l'innovation, la diversification et la construction de réseaux de relations pour plus d'opportunités (marchés institutionnels, appui financier). Elles vendent leurs produits au niveau -des marchés locaux : Kaolack, Sokone, Ndoffane, Dakar (revendeurs), -Marchés internationaux : Turquie, Maroc, France (ce sont des revendeurs et consommateurs) -Etablissement de Kiosques dans les marchés -Dépôt vente auprès de revendeurs - leurs domiciles D'autres stratégies sont utilisées par les femmes transformatrices de céréales locales <ul style="list-style-type: none"> - Expositions aux foires FIKA-FIARA - Publicité dans les radios communautaires (exemple radio la Fayda) - Capitalisation du réseau de connaissances - Exposition de produits sur les réseaux sociaux - Politique de prix : casser le prix du kg de produit de 2500 Fcfa à 2000 Fcfa pour un client qui achète à partir de 50 kg - Fidélisation par la qualité (effort soutenu à ce niveau) - Prospection de nouveaux marchés

		<ul style="list-style-type: none"> - Mixer le paiement cash et différé - Vente dans des boutiques et commandes privées - Vente en ligne - Profite des évènements religieux (moments de pics de vente) <p>Elles utilisent le bouche-à-bouche pour échanger sur les données du marché, consolident leurs relations de confiance par des mécanismes commerciaux tels que le dépôt vente et le préfinancement des producteurs en début de saison de pluies pour se mieux positionner en s'approvisionnant dès le début des récoltes aux meilleurs prix.</p>
	Principes de l'agroécologie	Les GIE de transformation de céréales locales s'inscrivent dans une dynamique d'approvisionner le marché local d'abord, de booster la consommation locale par l'innovation, la diversification de l'offre, la facilitation d'accès et de proximité d'avec les clients en favorisant des circuits courts de distribution en aval et d'approvisionnement en amont. Les techniques de paiements différés et les préfinancements de campagne développent des relations de confiance avec les clients.
	L'intégration d'une réflexion environnementale dans les pratiques	Le sachet est désormais banni par les femmes transformatrices. Elles ont presque toutes épousé l'emballage papier. Toutes rêvent le séchoir solaire. Elles sont réceptives aux messages sur l'environnement
	Existence de synergies locales mises en place pour faciliter l'écoulement des produits	Les principales synergies sont l'exposition des produits dans les Foires au niveau du pavillon Kaolack. Il arrive également qu'une transformatrice ait une commande urgente qu'elle ne peut produire dans les délais, elle fait alors recours à une autre pour lui acheter du vrac
	Accès au financement	L'accès au financement constitue un handicap majeur à leur développement, Les produits du système financier ne sont pas souvent adaptés à leurs types de besoins (équipements, construction de local, Fonds de roulement, etc.). Elles ont recours aux financements solidaires qui ne couvrent pas leurs besoins. Les taux de la micro-finance sont chers. En effet le coût de revient des prêts est très cher (Taux Effectif Global) au niveau du système bancaire (banques classiques et micro-crédits) Il y a des surcoûts liés aux coûts cachés que ne maîtrisent pas toujours les responsables, ce qui constitue un véritable frein à la croissance des MPE.
	Les stratégies/pratiques visant à renforcer spécifiquement l'autonomie des femmes	La professionnalisation, le soutien à l'accès aux marchés (prise en charge de stand à la FIKA), le soutien financier à travers un prêt au taux zéro, le renforcement de capacités en leadership féminin sont autant de stratégies et pratiques en faveur de l'autonomisation des femmes
	Les effets en matière d'équilibre et relation de genre	Malgré les efforts déployés pour l'autonomisation des femmes dans les formations et leur capacité financière accrue leur statut dans la relation de genre n'a pas beaucoup évolué même si on observe qu'elles sont mieux considérées quand leur contribution dans l'économie domestique est ressentie par la famille.
	Impact sur les familles de producteurs/transformatrices	Toutes les personnes interrogées au sein des entreprises déclarent nettement que leurs familles ressentent positivement les effets de leurs activités

Partenaire de mise en œuvre:

ASDES

ONG :

AUTRE TERRE

Dynamiques post-productives évaluées

Commercialisation de produits de maraichage

Dimension de l'évaluation	Appréciation de l'expertise par les partenaires pour l'accompagnement de dynamiques post-productives et commerciales durables	Les maraichers et maraichères apprécient fortement l'expertise interne et externe de l'ASDES au niveau des formations (agronome pendant 4 jours), et les différents appuis apportés au groupement cités plus haut. Seule la fragilité de la clôture du jardin est le point faible qui a été relevé. Quant au 2eme puits réalisé dans le cadre du Programme (un forage avait été sollicité), le groupement s'était engagé lui-même à financer le reste des travaux. Toutefois, il a acheté et installé une motopompe pour faciliter l'approvisionnement en eau.
	Gestion des dynamiques post-productives et commerciales	Les deux groupements hommes et femmes fonctionnent parallèlement et de manière complémentaire. Chaque femme et chaque homme dispose de ses planches et planifient ses cultures dans le respect le modèle agroécologique qui a été adopté. Il n'en demeure pas moins que certains utilisent parfois de l'engrais chimique, ce qui peut affecter la production agroécologique Les bureaux ont été mis en place et des outils de gestion partagés pour le suivi des activités. En dehors du secrétaire général, le niveau d'instruction est faible mais tous-tes les producteurs-trices ont compris la nécessité de tenir des comptes.
	Les stratégies post-productives et commerciales en lien avec l'accès au marché	Les maraichers fidélisent leurs clients qui viennent acheter bord champs le plus souvent à crédit. qui viennent rembourser 1 ou 2 jours après avoir commercialisé. Elles jouent également sur les marges.
	Principes de l'agroécologie	Les ventes bord champs sont très pratiquées (circuits courts) ainsi que la facilitation de paiement (vente à crédit ou par système d'avance). Ces types de transactions installent des relations de confiance avec les clients
	L'intégration d'une réflexion environnementale dans les pratiques	Cette réflexion est pour l'instant au respect des pratiques agroécologiques et l'intégration de l'arboriculture dans les jardins maraichers
	Existence de synergies locales mises en place pour faciliter l'écoulement des	L'écoulement des produits est essentiellement assuré par les femmes

	produits	
	Accès au financement	En dehors du programme leur accès au financement est très limité
	Les stratégies/pratiques visant à renforcer spécifiquement l'autonomie des femmes	Ngolothie est un petit village. Les femmes jouent un rôle très important dans le fonctionnement des économies domestiques. Elles cultivent aussi bien dans le jardin que les cultures pluviales (arachide, mil), et, en saison elles sont commerçantes « bana bana » dans les marchés. Elles n'ont pour autant aucun droit sur les décisions concernant les affaires de la maison. La structuration de leur bureau permet de leur donner un « statut », une parcelle d'autorité en interne et des leaders émergent parmi elles.
	Les effets en matière d'équilibre et relation de genre	A ce stade le programme n'a pas encore d'effet sur les relations de pouvoir
	Impact sur les familles de producteurs/transformatrices	Hommes et femmes s'accordent sur l'évolution de leur niveau de vie grâce non seulement aux revenus obtenus mais surtout aux connaissances acquises

Partenaire de mise en œuvre:

CARITAS

ONG :

AUTRE TERRE

Dynamiques post-productives évaluées

Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système

Dimension de l'évaluation	Appréciation de l'expertise par les partenaires pour l'accompagnement de dynamiques post-productives et commerciales durables	Caritas et ses différents experts ont été bien appréciés à toutes les étapes des processus développés dans le cadre de l'accompagnement des communes et CVET : conception, réalisation technique, renforcement de capacités, apports financiers et non financiers, appui institutionnel, suivi, etc.
	Gestion des dynamiques post-productives et commerciales	Les modèles économiques élaborés et reposant sur trois pieds demeurent pertinents et répondent exactement aux modèles d'économie sociale solidaire (communautaire). Mais le jeu des acteurs entre les maires et responsables des SOGEO a eu un effet pervers sur leur fonctionnement conduisant à leur perturbation et arrêt.
	Les stratégies post-productives et commerciales en lien avec l'accès au marché	Les CVET souffre d'une absence de stratégie pour écouler tous les produits triés. Une réflexion poussée doit être menée dans ce sens.
	Principes de l'agroécologie	L'intégration de l'environnement est consubstantielle aux CVET Gestion et valorisation et traitement des ordures ménagères (réduction de la pollution des sols par le plastic par la construction CVET avec des études préalables nécessaires pour éviter de polluer la nappe et tout accident environnemental) Parallèlement aux CVET l'aménagement de casiers à fond étanche avec des poteaux d'aération pour recevoir les refus de matières après tri et éviter en même temps la méthanisation Sensibilisation environnementale, mini atelier sur le tri, le recyclage, le compostage Introduction de la gestion de l'environnement dans les activités scolaires L'introduction de l'arboriculture qui s'intègre aux CVET
	L'intégration d'une réflexion environnementale dans les pratiques	-NA

	Existence de synergies locales mises en place pour faciliter l'écoulement des produits	Les CVET n'ont pas encore cette maturité de chercher du financement en dehors de subvention ciblée. Mais il est important de réfléchir sur du PPP pour leur pérennité
	Accès au financement	En dehors du rôle des femmes dans les SOGEO et leurs activités en tant que trieuses, on n'a pas observé de stratégies spécifiques visant l'autonomisation des femmes.
	Les stratégies/pratiques visant à renforcer spécifiquement l'autonomie des femmes	Ils n'apparaissent pas au niveau des CVET
	Les effets en matière d'équilibre et relation de genre	L'arrêt des activités a impacté négativement sur les familles. Ce qui a poussé les travailleurs des CVET à entrer en grève après plusieurs mois sans salaires

Partenaire de mise en œuvre:
ONG :
Dynamiques post-productives évaluées

MAIRIE TAMBA
 AUTRE TERRE
 Maraichage

Dimension de l'évaluation	Appréciation de l'expertise par les partenaires pour l'accompagnement de dynamiques post-productives et commerciales durables	Le B3P a mené ce processus pendant longtemps. L'appui de Autre Terre vient consolider des acquis avec l'introduction de la production de compost pour booster les productions maraichères agroécologiques. Les femmes des 2 jardins de Tamba tarissent d'éloges la Mairie de Tamba pour son appui et sa proximité avec les acteurs. Les jardins permettent aujourd'hui à près de 180 femmes à développer une activité génératrice de revenus tout en intégrant un système agroécologique et une économie sociale et circulaire
	Gestion des dynamiques post-productives et commerciales	Un agent a été recruté dans le cadre du projet comme responsable de la compostière Les groupements de femmes ont été organisés avec l'élection d'un bureau fonctionnel. Les membres sont soumis au Règlement intérieur qui définit les règles du jeu
	Les stratégies post-productives et commerciales en lien avec l'accès au marché	Les quantités de compost ne sont pas encore importantes mais elles sont destinées aux jardins. Quelques stratégies commerciales sont utilisées Planification des cultures (production/commercialisation) selon les fêtes et événements religieux, Collaboration avec la boutique agroécologique Prospection auprès des revendeurs avant de récolter, vendre aux revendeurs dans les marchés, vendre directement aux marchés, Fixation des prix en laissant la marge aux revendeurs. Paiement cash ou après-vente Vente bord champs
	Principes de l'agroécologie	Les productions maraichères sont vendues sur des circuits courts. Le plus souvent ce sont les clients qui viennent chercher les produits dans les jardins. Avec la variation saisonnière des prix des spéculations, productrices et revendeuses négocient pour que chaque acteur puisse gagner. Du fait des relations de confiance, les clientes ne paient qu'après avoir vendu
	L'intégration d'une réflexion environnementale dans les pratiques	Cela se traduit par la gestion et la valorisation et le traitement des ordures ménagères (réduction de la pollution des sols par le plastic) par la construction d'un centre de tri et la création d'une économie circulaire avec la vente de produits triés, le recyclage des déchets organiques par le compostage destiné à l'agriculture agroécologie qui en dernier lieu, est destiné à approvisionner le marché local. L'utilisation de l'Energie solaire dans les périmètres maraichers et de spot solaire dans les CVET Les pratiques d'économie d'eau avec paillage

Existence de synergies locales mises en place pour faciliter l'écoulement des produits	Le gardien du jardin Camp Navétanes est aussi producteur de pépinières destinées aux maraichères. En même temps il coordonne avec les clients qui viennent s'approvisionner au jardin sur les disponibilités des produits. A travers la planification les productrices organisent des rotations culturales permettant de ne pas saturer le marché sur un seul produit. Cette organisation permet de faciliter l'écoulement des produits tout en gardant un prix au producteur rémunérateur. Les clientes bana bana vendent au marché central, parfois dans les marchés hebdomadaires de Mlssirah ou de Manda. En période forte demande de salade (été), (ramadan surtout) les bana bana s'approvisionnent parfois de Dakar. Elle vient dans des caisses.
Accès au financement	Les urgences ne se posent pas pour le moment pour l'accès au financement dans le système classique. Les femmes utilisent les systèmes d'épargne solidaires et communautaires pour financer leurs besoins.
Les stratégies/pratiques visant à renforcer spécifiquement l'autonomie des femmes	Une des principales stratégies est le renforcement des capacités économiques des femmes à travers les jardins
Les effets en matière d'équilibre et relation de genre	Les effets en matière d'équilibre de genre ne sont pas encore ressentis à ce stade
Impact sur les familles de producteurs/transformatrices	Les revenus générés et les produits consommés directement contribuent au renforcement des économies domestiques. Les effets sont ressentis par tous les membres de la famille mais c'est à long terme que nous pourrions analyser les impacts réels

Partenaire de mise en œuvre:

MAIRIE TAMBA

ONG :

AUTRE TERRE

Dynamiques post-productives évaluées

Valorisation de déchets

<u>Dimension de l'évaluation</u>	Appréciation de l'expertise par les partenaires pour l'accompagnement de dynamiques post-productives et commerciales durables	Le B3P a mené ce processus pendant longtemps. L'appui de Autre Terre vient consolider des acquis avec l'introduction de la production de compost pour booster les productions maraichères agroécologiques. Les femmes des 2 jardins de Tamba tarissent d'éloges la Mairie de Tamba pour son appui et sa proximité avec les acteurs.
	Gestion des dynamiques post-productives et commerciales	Un agent a été recruté dans le cadre du projet comme responsable de la compostière Une dame payée par le FERA est la gestionnaire et s'occupe du tri et de la vente des matières triées
	Les stratégies post-productives et commerciales en lien avec l'accès au marché	Les quantités de compost ne sont pas encore importantes mais elles sont destinées aux jardins. La première production a été pour une grande partie utilisée par la gérante qui est en même temps productrice maraichère. Toutes les femmes ont reçu des formations sur l'utilisation du compost. D'ailleurs elles vont chercher un peu partout de la fumure organique pour l'épandre sur leurs planches. Des clients ont commencé à faire la différence entre les produits agroécologiques et les produits classiques. Les femmes ne veulent pas perdre cette reconnaissance de qualité supérieure assimilée à une consommation saine. Pour le moment il n'y a pas de stratégie spécifique pour commercialiser les quantités de compost produites
	Principes de l'agroécologie	Le compost et les matières triées (fer, bronze, aluminium, verre, etc.) suivent des circuits courts
	L'intégration d'une réflexion environnementale dans les pratiques	Gestion et la valorisation et le traitement des ordures ménagères (réduction de la pollution des sols par le plastic) par la construction d'un centre de tri et la création d'une économie circulaire avec la vente de produits triés, le recyclage des déchets organiques par le compostage destiné à l'agriculture agroécologie qui en dernier lieu, est destiné à approvisionner le marché local.
	Existence de synergies locales mises en place pour faciliter l'écoulement des produits	L'écoulement du PET et du PHD est un véritable défi
	Accès au financement	Le besoin est surtout l'élaboration d'un modèle économique pour le centre de tri

	Les stratégies/pratiques visant à renforcer spécifiquement l'autonomie des femmes	-
	Les effets en matière d'équilibre et relation de genre	Les effets en matière d'équilibre de genre ne sont pas encore ressentis à ce stade
	Impact sur les familles de producteurs/transformatrices	Les revenus générés par les salaires impactent positivement sur la vie des familles en termes d'amélioration des conditions de vie

Partenaire de mise en œuvre:
ONG :
Dynamiques post-productives évaluées

ANPDI
HUMUNDI
Transformation anacarde

Dimension de l'évaluation	Appréciation de l'expertise par les partenaires pour l'accompagnement de dynamiques post-productives et commerciales durables	L'apport d'ANPDI a été déterminant dans l'éclosion des UT d'anacarde. L'expertise interne et externe mobilisée a été appréciée positivement par les responsables des UT. Une expertise généralement internalisée, mais des besoins de délocalisation des formations pour toucher davantage de membres.
	Gestion des dynamiques post-productives et commerciales	La gestion des dynamiques post-productives et commerciales est freinée par des financements insuffisants, des montants faibles et des délais inappropriés
	Les stratégies post-productives et commerciales en lien avec l'accès au marché	Difficultés d'accès au marché, avec peu ou pas de véritables appuis ou accompagnements.
	Principes de l'agroécologie	Peu ou pas de véritable adoption des principes agroécologiques.
	L'intégration d'une réflexion environnementale dans les pratiques	Recyclage et réutilisation des coques d'anacarde pour la cuisson.
	Existence de synergies locales mises en place pour faciliter l'écoulement des produits	Les synergies locales pour faciliter l'écoulement des produits restent limitées, entravées par un manque d'infrastructures comme les magasins de stockage et des stratégies insuffisantes pour l'accès au marché.
	Accès au financement	Faiblesse des montants, durées courtes et inopportunité des périodes de financement. Le crédit est perçu comme un frein majeur
	Les stratégies/pratiques visant à renforcer spécifiquement l'autonomie des femmes	es femmes bénéficient d'un appui structuré à travers les AGR, la formation et leur rôle renforcé dans les GIE. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir un accès accru aux ressources financières et pour consolider leur rôle au sein des chaînes de valeur.
	Les effets en matière d'équilibre et relation de genre	Les AGR sont principalement menées par les femmes. Les jeunes bénéficient également de postes (ex. : secrétariat) dans les GIE
Impact sur les familles de producteurs/transformatrices	Les femmes jouent un rôle croissant, mais les impacts réels sur les familles sont encore limités	

Partenaire de mise en œuvre:
ONG :
Dynamiques post-productives évaluées

FAPAL
HUMUNDI
Commercialisation de semences de niébé (hangars de stockage de l'OP)

Dimension de l'évaluation	Appréciation de l'expertise par les partenaires pour l'accompagnement de dynamiques post-productives et commerciales durables	Le système mis en place par la FAPAL permettant de bénéficier doublement de l'apport du magasin de stockage en écoulant leurs productions avec un prix rémunérateur mais aussi de disposer de semences paysannes au moment opportun est bien apprécié par les producteurs
	Gestion des dynamiques post-productives et commerciales	Le système de collecte, stockage, de commercialisation et de gestion comptable est bien maîtrisé
	Les stratégies post-productives et commerciales en lien avec l'accès au marché	Recherche de marché institutionnel (Etat) pour vendre de grosses quantités et sécuriser les investissements Recherche financement bancaire pour préparer la campagne d'achat-stockage
	Principes de l'agroécologie	Utilisation de la fumure organique et des haies vives
	L'intégration d'une réflexion environnementale dans les pratiques	Synergies insuffisantes
	Existence de synergies locales mises en place pour faciliter l'écoulement des produits	Accès à une ligne de garantie, facilitation tiers détenteur LBA
	Accès au financement	Les femmes sont à la fois productrices et transformatrices. Et grâce à leurs revenus elles contribuent aux dépenses des ménages et à la scolarisation de leurs enfants,
	Les stratégies/pratiques visant à renforcer spécifiquement l'autonomie des femmes	Le programme n'a pas encore d'effet visible sur l'équilibre de genre
Les effets en matière d'équilibre et relation de genre	Productrices, producteurs et transformatrices génèrent des revenus réinvestis dans les familles. Les effets sont ressentis par tous les membres des ménages à travers l'amélioration des conditions de vie, du cadre de vie, entre autres	

Partenaire de mise en œuvre:

FYNW

ONG :

HUMUNDI

Dynamiques post-productives évaluées

Transformation et commercialisation du fonio (Unité de transformation de l'OP)

Dimension de l'évaluation	Appréciation de l'expertise par les partenaires pour l'accompagnement de dynamiques post-productives et commerciales durables	La FYNW apprécié très positivement l'expertise à la fois interne qu'externe apportée aussi bien aux producteurs qu'à l'unité de transformation de fonio
	Gestion des dynamiques post-productives et commerciales	La gestion financière et comptable de 'UT de fonio a connu un grand bond grâce aux différents outils qui ont été mis en place après formations mais surtout grâce à un suivi rapproché. Toutefois la gestion administrative et la production n'ont pas suivi. Ce qui a conduit à l'arrêt de la production depuis 1 an
	Les stratégies post-productives et commerciales en lien avec l'accès au marché	L'UT a souffert d'un manque d'approche commerciale éprouvée.
	Principes de l'agroécologie	Généralement ce sont les circuits courts qui ont été toujours privilégiés. Le fonio étant une culture localisée et pratiquée traditionnellement par les minorités ethniques comme culture de soudure.
	L'intégration d'une réflexion environnementale dans les pratiques	La production de fonio adopte elle-même Les pratiques agroécologiques qui contribuent à la préservation de l'environnement. Les productrices utilisent le compost ou l'engrais vert et pratiquent à la régénération naturelle assistée
	Existence de synergies locales mises en place pour faciliter l'écoulement des produits	Cette absence de synergie locale impacte fortement l'écoulement du produit transformé
	Accès au financement	L'UT de fonio est difficilement éligible aux financements du système bancaire classique. Des ajustements sont nécessaires pour qu'elle se développe de manière autonome avec gestion

		administrative et financière qui ne dépend plus de Fédération pour construire son autonomie toute seule
	Les stratégies/pratiques visant à renforcer spécifiquement l'autonomie des femmes	Le soutien à la production ne rencontre pas des suppléments d'efforts en termes d'augmentation de superficies cultivées et l'UT qui utilise en grande partie une main d'œuvre féminine souffre d'un déficit d'ambition
	Les effets en matière d'équilibre et relation de genre	Ni la production, ni la transformation du fonio à Koussanar ne produisent des effets relatifs à l'équilibre de genre
	Impact sur les familles de producteurs/transformatrices	Les effets de l'UT de fonio dans les familles est faible compte tenu de la fréquence de ses arrêts de production

Partenaire de mise en œuvre:

ONG :

Dynamiques post-productives évaluées

FONGS

HUMUNDI

Transformation des céréales locales - farines (minoterie Kaffrine)

Dimension de l'évaluation	Appréciation de l'expertise par les partenaires pour l'accompagnement de dynamiques post-productives et commerciales durables	ADAK reconnaît les nombreux efforts qui ont été investis au profit de la minoterie de Kaffrine et également aux producteurs-trices, transformatrices et boulangers
	Gestion des dynamiques post-productives et commerciales	Un appui institutionnel et organisationnel a permis de mettre en place des instances de gouvernance bien structurées qui auraient pu prendre en charge les orientations stratégiques aux fins de s'inscrire durablement dans une dynamique de performance. Malheureusement la minoterie en souffre.
	Les stratégies post-productives et commerciales en lien avec l'accès au marché	L'absence de stratégies commerciales et de construction d'un marché viable font partie des principaux freins de la minoterie
	Principes de l'agroécologie	La minoterie transforme le mil et le maïs produit localement. Les farines produites sont revendues aux femmes transformatrices et boulangers locaux appartenant à l'Association. Mais non seulement le modèle ne fonctionne pas car les femmes et boulangers ruraux ne s'approvisionnent pas toujours au niveau de la minoterie. Par ailleurs la recherche d'une stratégie claire n'est pas définie pour s'assurer de marchés réguliers et rémunérateurs.
	L'intégration d'une réflexion environnementale dans les pratiques	NA
	Existence de synergies locales mises en place pour faciliter l'écoulement des produits	NA
	Accès au financement	NA
	Les stratégies/pratiques visant à renforcer spécifiquement l'autonomie des femmes	Le lien créé entre minoterie, productrices-teurs, transformatrices, boulangers avait comme ambition de doter tous ces acteurs. Mais même si la minoterie en soit n'impacte pas directement sur la vie des femmes, les formations et équipements reçus dans le cadre du Programme ont permis à certaines femmes de s'affirmer

		économiquement en créant de la valeur dans la transformation de beignets par exemple, etc.
	Les effets en matière d'équilibre et relation de genre	UT n'a pas produit d'effet en relation de genre mais on a observé au village de B. une prise de rôle assez intéressante d'une dame (MD) qui jouit d'un leadership « réel » dans son foyer même s'il est exercé discrètement (Elle supporte plusieurs charges familiales qui revenaient à son époux pendant que les affaires de ce dernier ne marchent pas bien).
	Impact sur les familles de producteurs/transformatrices	Les effets au niveau des familles se ressentent quand la minoterie s'approvisionne en matières premières (revenus) ou revend ses stocks non transformées pendant la soudure

3. Thématique évaluative 3 : Analyse globale du soutien du programme Feed Good à ces dynamiques

3.1. Contribution au renforcement des services et dynamiques de stockage, de transformation et de commercialisation des produits

Le programme Feed Good s'est engagé à améliorer les services et dynamiques liés au stockage, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles portés par ses partenaires. Cette ambition a pris forme à travers des initiatives ciblées qui ont visé la réponse aux besoins des acteurs locaux bien que certains défis persistent.

3.1.1. Infrastructures de stockage : un soutien essentiel pour le niébé et autres produits

L'une des contributions majeures du programme réside dans la construction de hangars de stockage destinés à réduire les pertes post-récolte. Ces infrastructures, en particulier pour le niébé, ont été saluées par les bénéficiaires comme une réponse cruciale à leurs besoins. En effet, avant leur mise en place, de nombreux producteurs faisaient face à des dégradations importantes de leurs récoltes faute d'espaces de stockage adaptés. Aujourd'hui, ces hangars permettent non seulement de préserver la qualité des produits, mais aussi d'étendre leur période de commercialisation.

Comme l'a affirmé un des responsables de la FAPAL : « *La construction des hangars de stockage a réduit les pertes post-récolte et amélioré la qualité des produits disponibles pour le marché* ». Ce témoignage illustre l'impact direct de ces investissements sur la sécurité économique des producteurs et leur capacité à répondre à une demande croissante.

3.1.2. Unités de transformation pour le fonio et l'anacarde : des outils pour ajouter de la valeur

Dans le domaine de la transformation, le programme a également soutenu le renforcement d'unités existantes pour le fonio et l'anacarde. Ces outils offrent aux producteurs l'opportunité de diversifier leurs activités et d'augmenter leurs revenus grâce à la valeur ajoutée conférée aux produits transformés. En effet, les unités de transformation permettent de répondre aux exigences des marchés locaux et régionaux, qui recherchent des produits prêts à l'emploi ou présentant une qualité améliorée.

Cependant, bien que ces infrastructures aient déjà des impacts positifs, plusieurs acteurs ont souligné que leur capacité reste limitée par rapport à la demande existante. « *Nous avons les outils, mais nos volumes de production sont encore loin des attentes du marché* » a déclaré un membre d'une UT d'anacarde partenaire de l'ANPDI, mettant en lumière la nécessité de renforcer les capacités de ces unités.

3.1.3. La commercialisation : un défi persistant

Le volet commercialisation représente un des défis identifiés dans le tableau des limites du programme. En effet, même si 2 % seulement des bénéficiaires soulignent un manque d'appui spécifique à cette dimension, cela traduit un besoin important d'accompagnement pour réussir à mettre leurs produits sur le marché de manière compétitive et durable. La commercialisation est un facteur clé de la rentabilité des activités agricoles et artisanales, car même avec des produits de qualité, sans une bonne stratégie commerciale, les producteurs et artisans peinent à trouver des débouchés rémunérateurs. Le programme n'a pas défini une stratégie d'appui à la commercialisation ; il se limite juste de manière ponctuelle à mettre en relation la demande et l'offre des bénéficiaires.

Dans ce contexte, un manque de soutien à la commercialisation peut entraver l'expansion des entreprises locales, limiter la visibilité des produits et les exposer à des prix de vente défavorables. Les

producteurs sont souvent confrontés à des difficultés d'accès aux marchés ou à des canaux de distribution inefficaces, d'autant plus que les moyens logistiques sont souvent insuffisants.

3.2. Apports matériels et non matériels du programme

3.2.1. Apports matériels

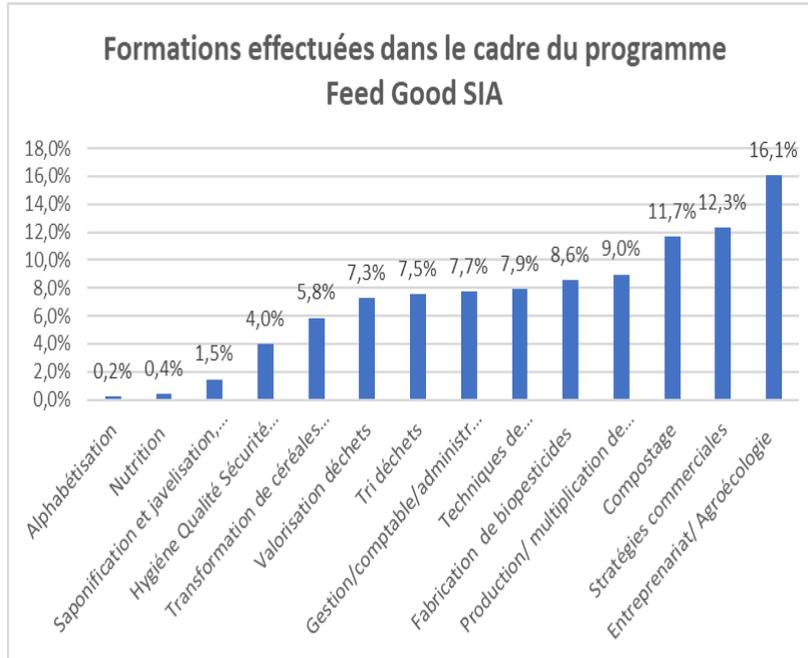
Le programme Feed Good a constitué un levier essentiel pour les producteurs et les organisations locales en fournissant des ressources matérielles cruciales pour répondre à leurs besoins fondamentaux. Ces apports s'inscrivent dans l'amélioration des conditions de travail des bénéficiaires tout en contribuant à une amélioration significative des performances des bénéficiaires. Les principaux apports matériels sont :

- **Mise à disposition de machines de tri** : Les machines de tri modernes permettent d'automatiser une étape essentielle dans le processus de production agricole, particulièrement pour des produits tels que les céréales et les noix. Ces équipements sont conçus pour trier les matières premières selon des critères de taille, de couleur, et de qualité, ce qui améliore non seulement l'efficacité des opérations, mais également la qualité des produits finis. En réduisant le temps consacré au tri manuel, ces machines permettent aux producteurs d'augmenter leur capacité de production tout en maintenant un haut niveau de qualité. La valorisation des produits, grâce à un tri soigné, se traduit par une meilleure acceptation sur les marchés et des prix plus compétitifs.
- **Unités de transformation** : Les infrastructures dédiées à la transformation des produits agricoles comme l'anacarde, sont au cœur de la stratégie d'ajout de valeur dans les chaînes de production. Ces unités permettent de transformer les produits bruts en produits finis de haute qualité, ce qui engendre non seulement une augmentation de la valeur marchande des produits, mais aussi une meilleure compétitivité des producteurs sur le marché. Par exemple, le fonio, qui est traditionnellement vendu sous forme brute à bas prix, voit sa valeur multipliée après transformation grâce aux unités mises en place. Cette valorisation contribue à renforcer les revenus des producteurs locaux et à soutenir l'économie des communautés rurales.
- **Hangars de stockage** : Les hangars de stockage fournis par le programme Feed Good ont permis d'améliorer les conditions de conservation des récoltes, en offrant une capacité accrue et des espaces adaptés pour protéger les produits contre les intempéries et les risques de dégradation. Cette amélioration est cruciale, car elle permet de préserver la qualité des produits sur le long terme, réduisant ainsi les pertes post-récolte. Toutefois, bien que ces infrastructures aient grandement contribué à améliorer les conditions de stockage, certaines organisations comme la FAPAL estime que ces hangars devraient être multipliés pour répondre aux besoins croissants des communautés. En effet, avec l'augmentation des volumes de production et de la demande sur les marchés, un nombre plus important de hangars est nécessaire pour garantir la préservation optimale des récoltes et prévenir les pertes.
- **Matériel de production et/ou de transformation** : Il s'agit de matériel d'agriculture (semoirs, houes sine, motoculteur) ou de transformation (four, balances, seaux, bombonne de gaz, foyers améliorés ou fourneaux jambar, tamis, etc.
- **Matériel roulant** : Il s'agit de tricycles et de véhicule pour le transport des matières premières ou la production.

3.2.2. Apports non matériels

En complément des investissements matériels, le programme a déployé un ensemble d'initiatives stratégiques visant à renforcer les capacités humaines et organisationnelles des bénéficiaires. Ces actions ont permis aux acteurs locaux de se doter des compétences et des outils indispensables pour

améliorer de manière durable leurs activités. Le renforcement des capacités humaines et organisationnelles est un pilier central de la réussite du programme, contribuant à une transformation durable des pratiques agricoles et artisanales.



Les principales formations citées par les bénéficiaires sont :

- Le **Compostage** : Dans un contexte où la fertilité des sols constitue un défi majeur pour les producteurs locaux, 11,7 % des participants ont été formés à la pratique du compostage, une technique essentielle pour améliorer la qualité des sols

tout en réduisant la dépendance aux intrants chimiques. Cette approche écologique permet de recycler les déchets organiques pour créer un fertilisant naturel, stimulant la croissance des cultures de manière plus respectueuse de l'environnement. Ce gain de productivité est non seulement bénéfique pour les producteurs, mais il contribue également à une agriculture plus durable et respectueuse de l'environnement.

- **Stratégies commerciales** :

La formation en stratégies commerciales (12,3% des réponses) a constitué un élément fondamental du programme Feed Good, visant à doter les bénéficiaires des compétences nécessaires pour développer et promouvoir efficacement leurs produits sur les marchés locaux, nationaux et même internationaux. À travers cette formation, les producteurs et entrepreneurs sont capables à adopter des approches commerciales adaptées à leurs produits spécifiques. L'un des objectifs principaux est d'améliorer la compétitivité des acteurs locaux en les aidant à mieux comprendre les dynamiques commerciales, à affiner leur offre et à maximiser leurs opportunités de vente. L'importance d'une telle formation est liée à l'importance de la création de valeur pour les clients, en soulignant la nécessité de se différencier des autres acteurs par la qualité des produits, le service client et la stratégie de prix. En acquérant ces compétences, les producteurs ont non seulement renforcé leur position sur les marchés existants, mais ont aussi appris à diversifier leurs canaux de vente, incluant la vente en ligne ou la participation à des foires commerciales. Ces connaissances vont leur permettre d'élargir leur réseau de clients, d'augmenter leurs ventes et en conséquence d'améliorer la rentabilité de leurs entreprises.

« Les produits issus des jardins maraîchers trouvent facilement preneur sur les marchés locaux »

Entretien avec Mairie Tamba

- **Entreprenariat / Agroécologie** : La formation en entrepreneuriat et agroécologie est une réponse à deux défis majeurs : renforcer l'esprit entrepreneurial des producteurs et intégrer des pratiques agricoles durables respectueuses de l'environnement. L'agroécologie qui prône une agriculture plus respectueuse de la nature permet d'allier rentabilité et durabilité en optimisant les ressources naturelles disponibles. Les bénéficiaires ont été initiés à des

techniques agricoles innovantes qui réduisent l'utilisation des produits chimiques et préservent la biodiversité tout en maintenant ou en augmentant les rendements. Cette approche permet de renforcer la résilience des exploitations face aux changements climatiques et l'accès à des marchés de plus en plus sensibles aux enjeux environnementaux.

« La gestion de la biodiversité et l'utilisation de pratiques agroécologiques ont amélioré la qualité des sols et des productions locales »
Entretien avec FONGS

En parallèle, la formation en entrepreneuriat permet aux producteurs d'acquérir des compétences essentielles pour structurer et développer leurs entreprises de manière durable. Les participants apprennent à gérer efficacement

leurs ressources humaines et financières et à prendre des décisions stratégiques pour assurer la pérennité de leurs projets.

L'analyse du nombre personnes bénéficiaires ou non des formés dans l'échantillon par filière/dynamique donne le graphique suivant :

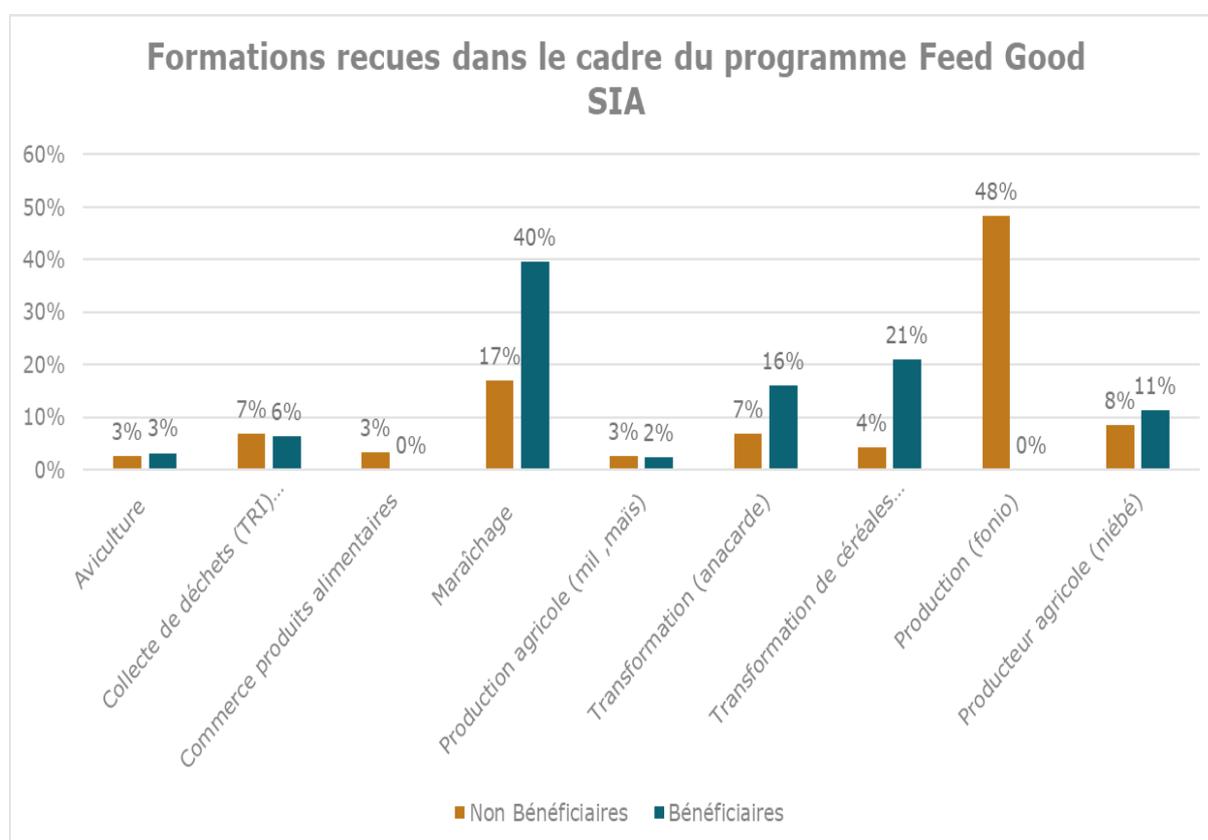


Figure 11 : Typologie des formations reçues par dynamique économique

L'analyse comparative bénéficiaires vs non bénéficiaires par filière/dynamique est synthétisé dans le tableau suivant :

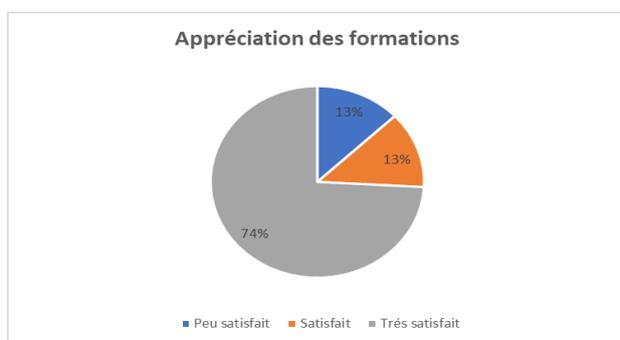
Filière/Dynamique économique	Bénéficiaires (%)	Non bénéficiaires (%)	Observation
Maraîchage	40%	17%	Forte priorité donnée aux bénéficiaires.
Transformation des céréales locales	21%	4%	Bonne couverture de cette dynamique.

Transformation (anacarde)	16%	7%	Dynamique moyennement formée.
Producteur agricole (niébé)	11%	8%	Niveau de formation modéré pour cette filière.
Collecte de déchets (TRI)	6%	7%	Dynamique pas suffisamment formée dans le cadre du programme.
Aviculture	3%	3%	Aucun progrès, égalité entre les groupes.
Production agricole (mil, maïs)	2%	3%	Faible intérêt pour cette filière.
Commerce de produits alimentaires	0%	3%	Dynamique totalement absente des formations.
Production (fonio)	0%	48%	Filière totalement exclue des formations.

Tableau 15 :Bénéficiaires et non bénéficiaires des formations par dynamique économique

L'analyse du tableau montre les principaux constats suivants :

- **Les plus formés** : Les dynamiques maraîchage, transformation des céréales locales, et transformation de l'anacarde sont les plus formées avec des taux de bénéficiaires allant de 16 % à 40 %. Cela témoigne d'une stratégie axée sur la valeur ajoutée et la résilience alimentaire.
- **Les moyennement formés** : Des dynamiques comme le niébé et la collecte de déchets affichent des progrès modérés mais insuffisants.
- **Les faiblement formés** :
 - Les secteurs aviculture, production agricole (mil, maïs), et commerce des produits alimentaires demeurent largement sous-couverts.
 - La production de fonio (48% de non bénéficiaires (48 %) est totalement absente des bénéficiaires.



Le niveau de satisfaction des bénéficiaires des sessions de formation présente des résultats très encourageants. Une majorité significative, soit 74%, des participants ont exprimé une satisfaction très élevée, ce qui suggère que les formations ont largement répondu aux attentes des bénéficiaires. Cela démontre un impact positif des sessions, non seulement sur le contenu dispensé mais aussi sur la manière dont

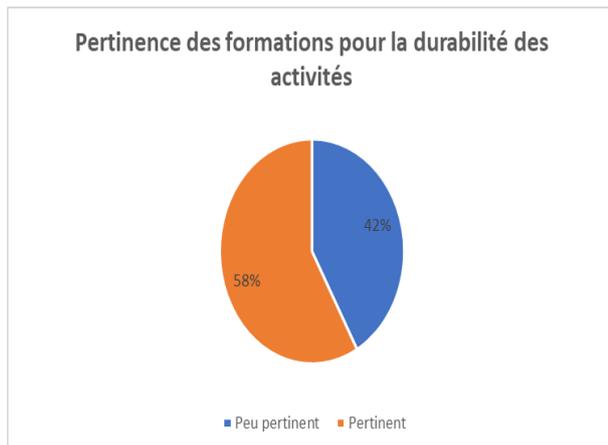
il a été perçu par les participants. Ce taux élevé de satisfaction est un indicateur clé du succès global du programme de formation, impliquant que les formateurs ont su transmettre les compétences et les connaissances de manière efficace et adaptée aux besoins des participants.

Un taux de satisfaction aussi élevé suggère que les formations ont été perçues comme utiles par la majorité des bénéficiaires. Cela pourrait signifier que le contenu abordé était directement applicable à leurs besoins professionnels et personnels, et qu'il a permis d'améliorer leurs compétences pratiques dans des domaines clés (comme la gestion financière, le compostage ou les techniques de transformation). Ce lien direct avec les objectifs des participants est essentiel pour maintenir un niveau de satisfaction élevé.

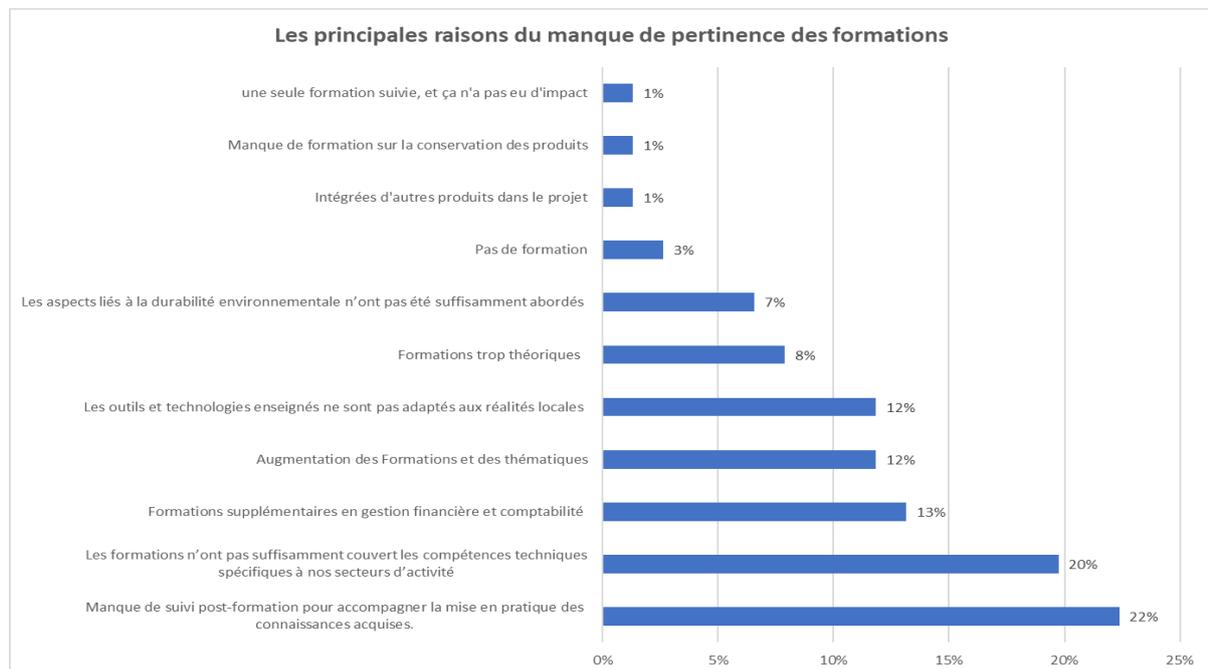
La satisfaction élevée peut également refléter la qualité de l'enseignement et de la méthode pédagogique utilisée. Les formateurs ont probablement su s'adapter aux besoins des participants, en utilisant des

approches interactives, des exemples concrets et des supports pédagogiques adaptés. Un style d'enseignement centré sur la pratique et l'engagement des participants peut grandement contribuer à cette satisfaction.

Cependant, 13% des bénéficiaires ont indiqué être satisfaits et 13% ont exprimé une faible satisfaction (peu satisfait). Bien que ces proportions restent relativement faibles, elles méritent d'être analysées pour comprendre d'éventuelles faiblesses ou axes d'amélioration. Les raisons possibles pourraient être liées à la pertinence évoquée ci-après :



L'analyse globale de la pertinence monte une satisfaction générale versus des problématiques identifiées. En effet, 58% des participants jugent les formations pertinentes pour la durabilité de leurs activités, tandis que 42% trouvent qu'elles sont peu pertinentes. Ce contraste indique qu'il existe des domaines à améliorer pour garantir que les formations répondent aux besoins de tous les bénéficiaires, particulièrement en ce qui concerne la mise en pratique à long terme des connaissances acquises.



Les principales raisons évoquées mettent en évidence plusieurs facteurs sous-jacents qui expliquent pourquoi un pourcentage non négligeable des participants considère les formations comme insuffisamment pertinentes pour la durabilité de leurs activités.

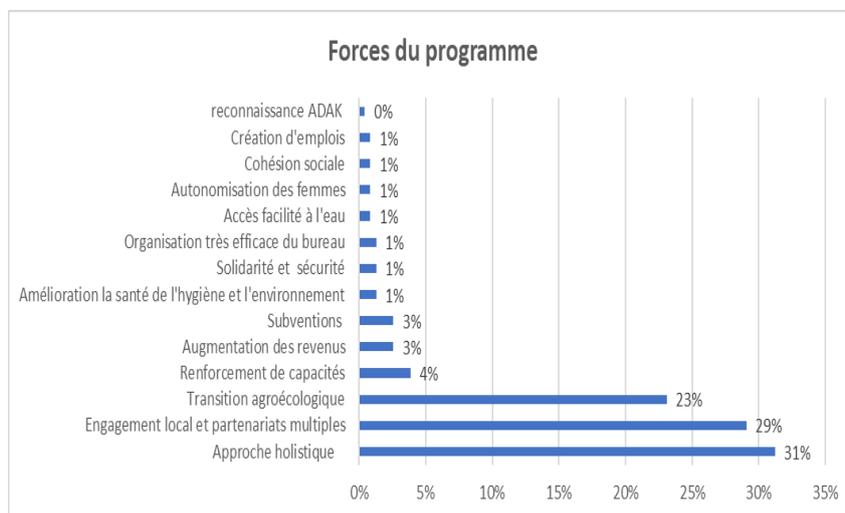
- Manque de suivi post-formation (22%)** : Le principal facteur mentionné par les participants est l'absence de suivi après la formation. Ce manque de soutien après les sessions fait que les bénéficiaires ont du mal à appliquer efficacement les connaissances acquises dans leurs pratiques quotidiennes. Il est donc crucial de renforcer les mécanismes de suivi pour aider les

participants à mettre en œuvre les enseignements sur le terrain, avec un accompagnement personnalisé, des ateliers de suivi, ou des sessions de coaching.

- **Formations manquant de spécificité sectorielle (20%)** : Une part importante des participants estime que les formations n'ont pas couvert suffisamment les compétences techniques spécifiques à leurs secteurs d'activité. Cela suggère que les sessions étaient peut-être trop génériques ou mal adaptées aux besoins spécifiques des bénéficiaires, particulièrement dans des domaines aussi spécialisés que l'agriculture, la transformation des produits ou les activités artisanales. Il serait pertinent de personnaliser davantage les formations pour mieux répondre aux réalités de chaque secteur.
- **Besoins en gestion financière et comptabilité (13%)** : Un autre point soulevé par les bénéficiaires est le besoin de formations supplémentaires en gestion financière et comptabilité. Il semble que ces compétences sont cruciales pour la pérennité des activités des participants, mais n'ont pas été suffisamment abordées dans le cadre des formations initiales. La gestion financière étant un pilier de la durabilité des projets, l'intégration de modules complémentaires dans ce domaine pourrait améliorer significativement la pertinence et l'impact des formations.
- **Adaptation aux réalités locales (12%)** : Un autre aspect souligné par les participants est le manque d'adaptation des outils et technologies enseignés aux réalités locales. Cela suggère que, bien que les formations aient pu offrir des connaissances modernes et innovantes, leur mise en œuvre était complexe ou peu réaliste dans les contextes locaux des bénéficiaires. La formation devrait inclure des outils et technologies plus accessibles et compatibles avec les ressources locales.

3.3. Portée et limites des apports

3.3.1. Portée



Le graphique fournit une vue d'ensemble des forces les plus souvent attribuées au programme par les bénéficiaires avec des pourcentages qui révèlent les priorités et les réussites. Ces forces sont essentielles pour comprendre ce qui a bien fonctionné et quels aspects du programme ont eu l'impact le plus significatif sur les communautés.

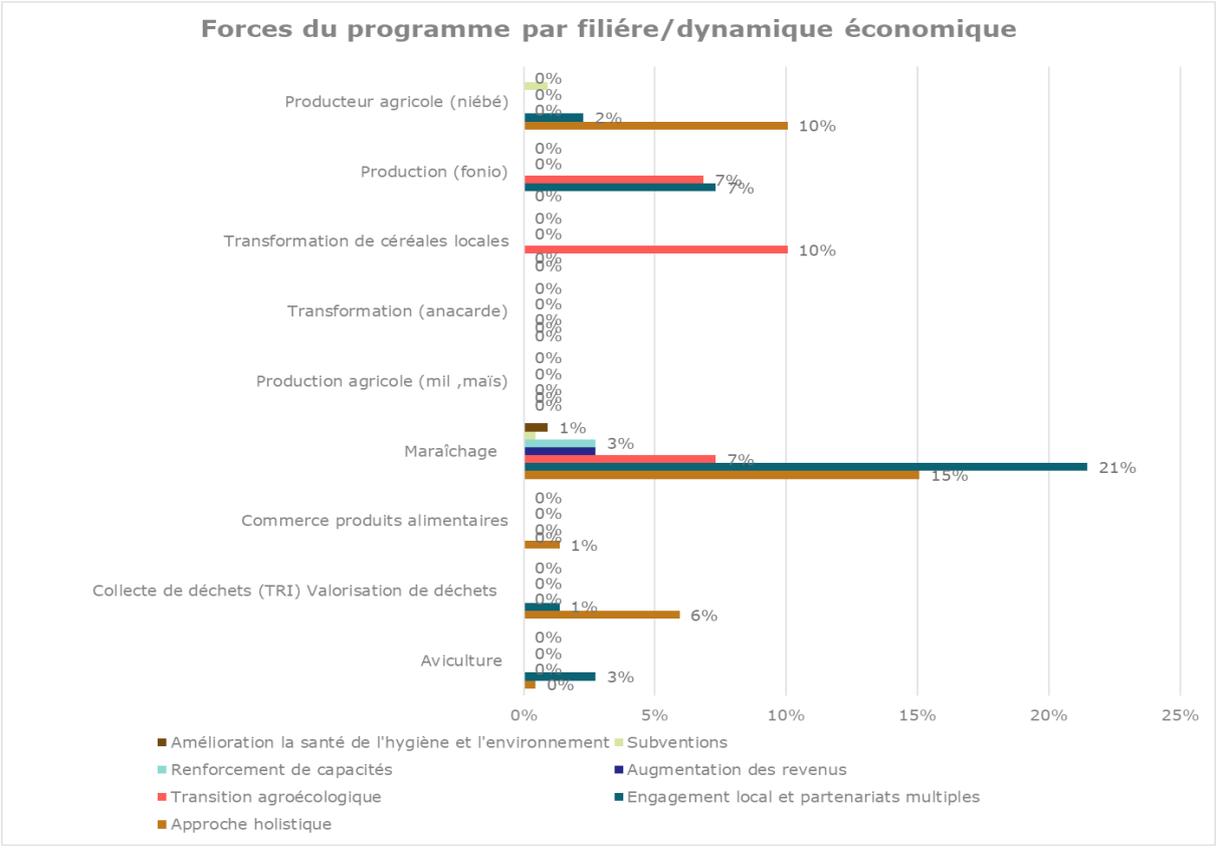
L'approche holistique est la force la plus fréquemment citée par les bénéficiaires, avec 31 % des mentions. Cette approche désigne probablement la manière dont le programme a traité plusieurs aspects du développement local, en ne se concentrant pas uniquement sur un domaine spécifique (comme la formation technique ou le financement), mais en abordant plusieurs enjeux de manière intégrée. Cela pourrait inclure la gestion environnementale, l'économie locale, les conditions de vie des communautés, et la promotion de l'égalité de genre. Cette orientation peut s'expliquer par l'approche partenariale du programme qui laisse aux partenaires une grande liberté d'orienter le financement DGD vers les activités qu'ils souhaitent. Elle permet de lier les objectifs économiques, sociaux et environnementaux, assurant ainsi

une durabilité des résultats à long terme. Cette approche complète et intégrée aide à résoudre des problématiques complexes de manière plus cohérente, en tenant compte des différents facteurs influençant le développement local.

La deuxième force majeure du programme, mentionnée par 29 % des bénéficiaires, est **l'engagement local et les partenariats multiples**. Cela indique que le programme a réussi à collaborer étroitement avec les acteurs locaux (associations, autorités, groupes communautaires) pour mettre en œuvre les projets. Ces partenariats renforcent la propriétés locales des initiatives et augmentent la pérennité des projets à long terme. Les partenariats locaux sont cruciaux pour garantir que les projets répondent aux réalités locales et soient soutenables. Cet engagement favorise également un sentiment d'appropriation et renforce la participation communautaire dans les décisions, ce qui améliore les chances de succès du programme.

Enfin, **la transition agroécologique**, citée par 23 % des bénéficiaires, représente un autre point fort du programme. Cela montre que le programme a favorisé des pratiques agricoles durables, réduisant ainsi la dépendance aux produits chimiques et favorisant l'utilisation de méthodes agricoles respectueuses de l'environnement. Cette transition est essentielle pour assurer la durabilité des activités agricoles tout en protégeant les ressources naturelles. La transition agroécologique est un pilier fondamental pour l'avenir des communautés rurales, car elle permet de préserver les sols et les écosystèmes tout en assurant une sécurité alimentaire durable. Le programme a mis en œuvre des formations et des initiatives pour encourager les bonnes pratiques agricoles et l'innovation verte qui devraient tout de même être davantage renforcées.

L'analyse par filière/dynamique économique à travers le graphique suivant révélé que :



Les dynamiques avec les forces/atouts du programmes les plus marqués :

- ✓ **Maraîchage** : Cette dynamique présente les forces les plus marquées dans plusieurs catégories :
 - Engagement local et partenariats multiples : 21 %. Cela suggère un fort ancrage territorial et une implication des acteurs locaux dans les projets de maraîchage, ce qui est essentiel pour la durabilité des initiatives.
 - Approche holistique : 15 %. Cela montre une approche globale intégrant plusieurs aspects du développement (production, commercialisation, etc.) qui semble être une caractéristique clé du programme.
 - Transition agroécologique : 7 %. Le maraîchage bénéficie également d'une approche agroécologique, probablement pour réduire l'usage des produits chimiques et favoriser la durabilité des sols.
 - Augmentation des revenus : 3 % et Renforcement des capacités : 3 %. Ces faibles pourcentages montrent que des efforts sont en cours, mais qu'il reste encore des défis pour maximiser l'impact sur les revenus et la formation des acteurs du maraîchage.
 - Amélioration de la santé, de l'hygiène et de l'environnement : 1 %, ce qui reflète une action, mais limitée dans cette dynamique.
- ✓ **Collecte de déchets (TRI) et valorisation des déchets** : Bien que moins marquée que le maraîchage, cette dynamique se distingue dans l'approche holistique avec 6 %, suggérant une prise en compte de multiples aspects du développement durable (environnemental, social, économique). Aussi, l'engagement local et partenariats multiples : 1 %, ce qui reflète un faible mais présent engagement local.
- ✓ **Production (fonio)** : Le partenariat local et la transition écologique représentent des forces du programme avec respectivement 7 % dans chacune de ces catégories. Ce chiffre est relativement faible, indiquant des efforts importants pour intégrer le fonio dans des stratégies locales et durables.
- ✓ **Producteur agricole (niébé)** : Bien qu'il n'y ait pas de grande force dans les autres catégories, il est notable que 10 % des acteurs perçoivent l'**approche holistique** comme une force du programme. Cela reflète la manière dont la filière a intégré des aspects sociaux et environnementaux dans ses initiatives.

Les dynamiques avec les forces/atouts du programme les plus faibles :

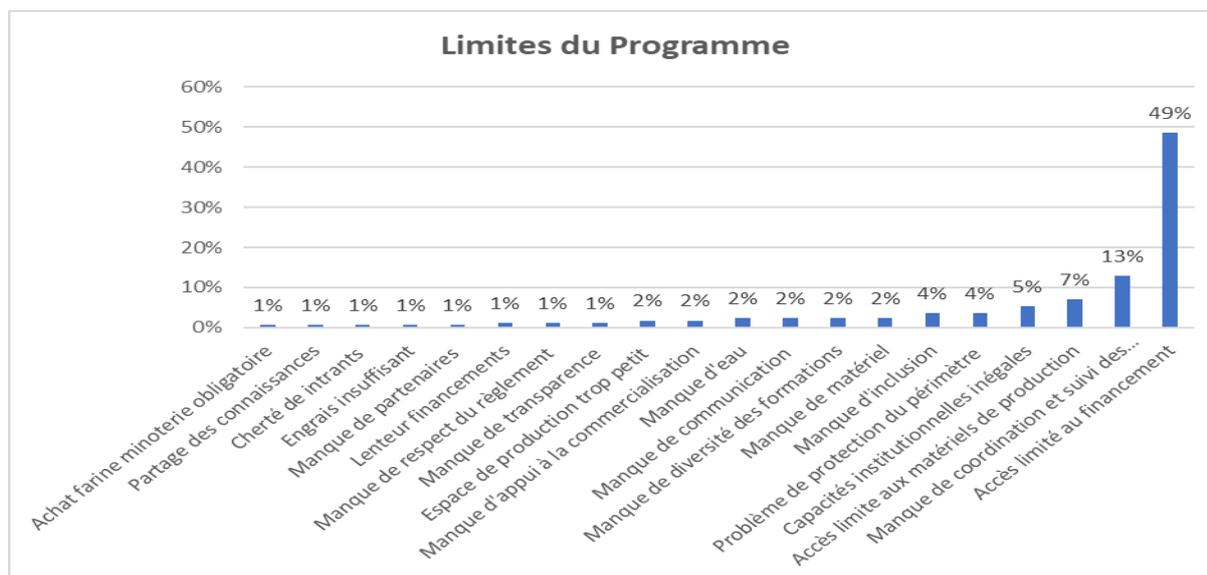
- ✓ **Aviculture** : Cette dynamique présente des forces les plus faibles du programme dans toutes les catégories, avec 3 % d'engagement local et 0 % dans toutes les autres catégories. Cela suggère que le programme ne présente pas des atouts pour les acteurs de l'aviculture dans les domaines de la transition agroécologique, de l'augmentation des revenus ou de l'amélioration de la santé et de l'environnement. Sur le terrain, cette analyse reste surtout valable pour les 2 poulaillers de Tamba qui démarrent ; les 2 autres de Kaolack font d'excellents résultats
- ✓ **Commerce de produits alimentaires** : La seule force du programme perçue est l'approche holistique à 1 %, indiquant que des actions à grande échelle intégrant plusieurs dimensions du commerce alimentaire sont encore limitées.

Les dynamiques avec les forces/atouts du programmes non identifiées :

- ✓ **Production agricole (mil, maïs), Transformation (anacarde) et Transformation de céréales locales** : Ces dynamiques ne semblent pas percevoir les atouts/forces du programme dans toutes les catégories ; ce qui pourrait présager une perception de faible

impact dans ces domaines. En outre, cela laisse croire que ces dynamiques sont plus éloignées du programme SIA (via ANPDI et FONGS) et donc ne font probablement pas le lien

3.3.2. Limites



Le graphique présente les limites identifiées par les bénéficiaires du programme, ainsi que leur fréquence respective. Ces limites sont cruciales pour évaluer les domaines dans lesquels le programme pourrait être amélioré pour atteindre son plein potentiel et mieux répondre aux besoins des communautés. Voici une analyse détaillée des principales limitations observées, en mettant en lumière les aspects les plus récurrents et ceux nécessitant une attention particulière.

Le manque d'accès au financement est de loin la limite la plus fréquemment citée, avec 49 % des bénéficiaires soulignant cette difficulté. Cette situation indique que malgré l'apport d'une aide technique et organisationnelle, les ressources financières nécessaires pour mettre en œuvre des projets à grande échelle restent insuffisantes. L'accès limité au financement constitue un frein majeur à l'expansion des activités et à leur durabilité. Il peut empêcher les producteurs de moderniser leurs équipements, d'augmenter leur production, ou encore de diversifier leurs activités.

« On note la faiblesse des rendements du fonio qui sont de max 600 kg à l'ha alors que le fonio de la zone est de qualité meilleure que celui d'autres régions »

Entretien avec la FYNW

Le manque de coordination et suivi des impacts est également cité par 13 % des bénéficiaires. Cela révèle une lacune dans la gestion du programme, en particulier en ce qui concerne le suivi post-formation et l'évaluation des résultats à long terme. Sans un suivi adéquat, il est difficile d'évaluer l'efficacité

des formations ou des apports matériels, ce qui limite les capacités d'adaptation du programme. Une amélioration de la coordination et de la suivi des activités permettrait de maximiser l'impact du programme et d'assurer que les bénéficiaires reçoivent le soutien nécessaire tout au long de leur parcours.

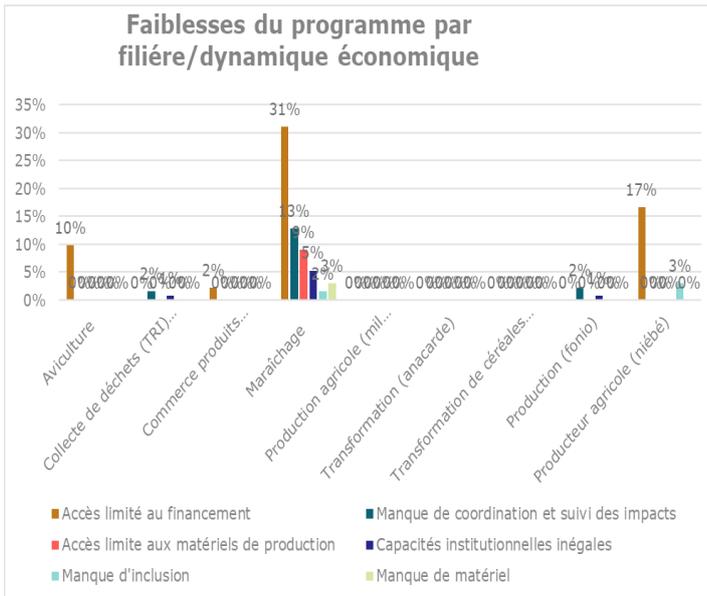
L'analyse par filière/dynamique économique à travers le graphique suivant révèle que :

Les dynamiques avec les limites du programmes les plus marqués :

- ✓ **Maraîchage** : Les personnes interviewées de cette filière ont révélé plusieurs limites du programme avec un accès limité au financement représentant 31 % des obstacles perçus. Ce chiffre est significatif, et cela reflète un problème majeur d'investissement dans ce secteur. Le

manque de coordination et suivi des impacts est également un obstacle notable (13 %), ce qui pourrait être dû à une gestion fragmentée des projets et à un suivi insuffisant. Aussi, l'accès limité aux matériels de production représente 9 %, un défi qui pourrait freiner l'intensification de la production.

- **Producteur agricole (niébé)** : L'accès limité au financement est l'un des principaux limites du programme pour cette filière avec 17 % des acteurs ; indiquant des contraintes importantes en matière de ressources financières. Arrive en deuxième position Le manque d'inclusion avec 3 % des acteurs citant ce problème



Les dynamiques avec peu ou pas de limites du programme :

- **Aviculture** : La seule difficulté mentionnée est liée à l'accès au financement ; les autres données faiblesses ne sont pas citées.

- **Collecte de déchets (TRI) et Valorisation des déchets** : Les limites sont faibles, mais quelques défis existent :

- Manque de coordination et suivi des impacts représente 2 % des obstacles.
- Capacités institutionnelles inégales représentent 1 %, ce qui peut signaler une absence de ressources ou de compétences dans certaines régions. Les autres obstacles sont perçus comme négligeables.

- **Commerce de produits alimentaires** : Seulement 2 % des acteurs mentionnent un obstacle lié à l'accès limité au financement, indiquant que ce secteur bénéficie généralement d'un bon accès aux ressources et aux réseaux.

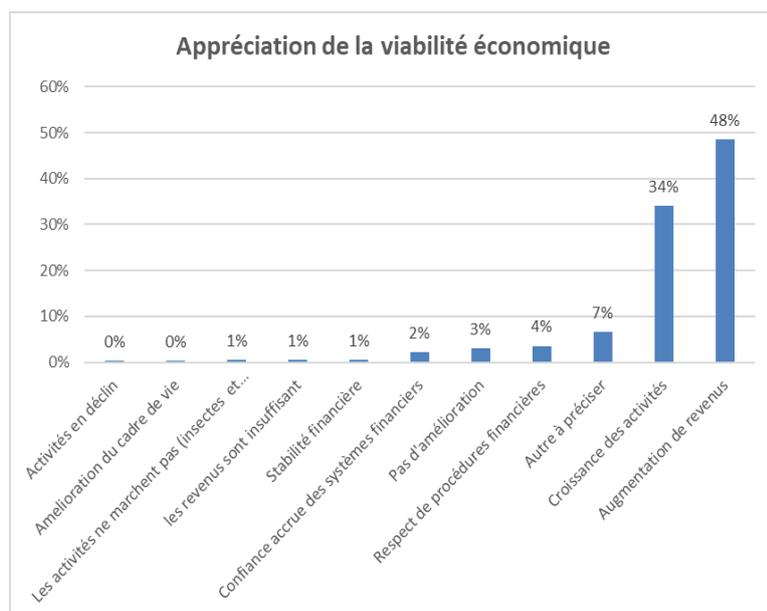
Les dynamiques sans limites identifiés pour le programme :

- **Production agricole (mil, maïs), Transformation (anacarde), Transformation de céréales locales**, : Sur la base de la déclaration des bénéficiaires interviewées, ces dynamiques ne présentent pas d'obstacles significatifs avec des pourcentages de 0 % pour toutes les catégories. Cela peut traduire une perception d'une absence de problèmes perçus dans ces filières. Aussi, les bénéficiaires de ces filières peuvent avoir des attentes modestes, ce qui pourrait expliquer l'absence de retour critique.

3.4. Perspectives de viabilité et durabilité des dynamiques économiques pour envisager leur soutien dans un prochain programme

L'appréciation des perspectives de viabilité et de durabilité des dynamiques économiques repose sur une analyse approfondie et multidimensionnelle basée sur trois (3) critères d'analyse :

3.4.1. Viabilité économique



La viabilité économique renvoie à la capacité des dynamiques à générer suffisamment de revenus pour couvrir leurs coûts, assurer leur autonomie financière et maintenir leurs activités sans dépendance constante des subventions externes.

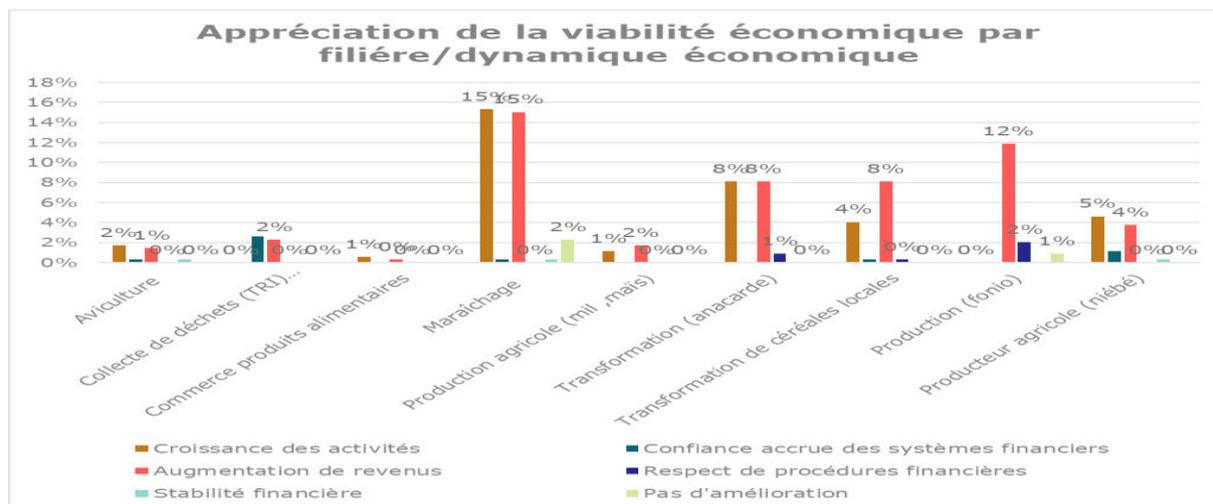
Le graphique relatif à l'appréciation de la viabilité économique des activités issu des enquêtes quantitatives donne la perception des bénéficiaires selon plusieurs critères. Son analyse met en lumière des indicateurs encourageants, mais également des

signaux faibles à considérer pour renforcer la viabilité économiques des dynamiques économiques. La majorité des bénéficiaires, soit 48 %, déclarent une augmentation de leurs revenus ; ce qui témoigne d'un effet positif des interventions du programme sur leur situation financière. Cette augmentation des revenus est renforcée par une croissance des activités observée chez 34 % des répondants, indiquant une tendance globale vers une expansion économique et une consolidation des initiatives mises en œuvre.

Par ailleurs, 4 % des bénéficiaires mentionnent un respect accru des procédures financières, un facteur essentiel pour améliorer la gestion des ressources, renforcer l'accès au financement et bâtir des relations de confiance avec les institutions financières.

Cependant, le tableau fait état de défis persistants pour certains bénéficiaires. 3 % des répondants estiment ne pas avoir constaté d'amélioration significative dans leur situation économique, tandis que 1 % signalent des revenus insuffisants ou des problèmes liés à des facteurs environnementaux, tels que les insectes et les inondations. Bien que ces proportions soient faibles, elles révèlent la vulnérabilité de certains groupes face à des contraintes structurelles et climatiques, nécessitant des interventions ciblées pour combler ces écarts.

L'analyse de la viabilité économique par filière/dynamique économique à travers le graphique suivant révèle que deux catégories de filières/dynamique selon les perspectives de viabilité économique :



Filières/dynamiques économiques performantes en terme de perspectives de viabilité économique :

- ✓ **Maraîchage** qui présente une croissance des activités de 15 % et revenus (15 %) avec quand même un signe d'essoufflement avec 2 % de stagnation.
- ✓ **Production (fonio)** avec une performance en **revenus (12 %)**, mais une stagnation notable dans les autres critères. Cette analyse issue de l'appréciation des bénéficiaires interviewés mérite cependant d'être nuancée avec la situation de l'unité de transformation où les revenus du fonio sont négatifs et très faible pour les productrices
- ✓ **Transformation (anacarde)** qui présente une bonne dynamique en **croissance (8 %)** et **revenus (8 %)**.

Filières/dynamiques économiques stagnantes ou en difficulté en terme de perspectives de viabilité économique :

- ✓ **Valorisation et collecte de déchets** qui ne présente aucune croissance visible, mais un léger progrès en confiance dans les systèmes financiers (3 %).
- ✓ **Commerce produits alimentaires et Production agricole (mil, maïs)** avec des résultats très faibles sur tous les critères.

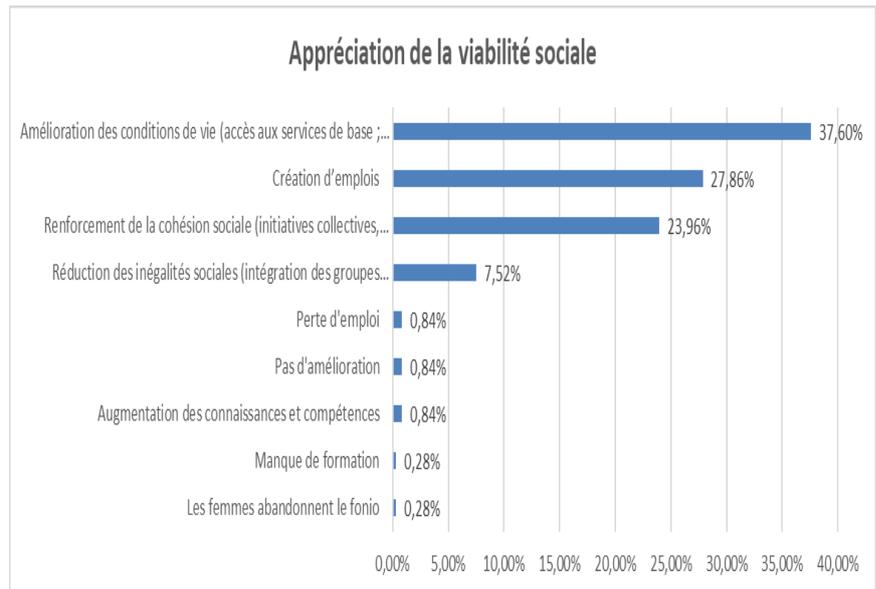
Les perspectives en terme de viabilité montrent ainsi un potentiel économique notable dans les filières agricoles et de transformation (maraîchage, fonio, anacarde), particulièrement en termes d'augmentation des revenus et de croissance des activités. Toutefois, la faible formalisation financière (confiance, respect des procédures) et l'absence de stabilité financière constituent des freins majeurs pour la viabilité économique à long terme.

3.4.2. Viabilité sociale

La dimension sociale prend en charge les conditions de vie, la cohésion sociale, les inégalités sociales, etc.). L'analyse du graphique basée sur les perceptions des personnes enquêtées révèle des résultats

prometteurs en termes de transformation sociale et de renforcement des dynamiques communautaires tout en mettant en lumière certains défis marginaux.

La majorité des répondants, soit 37,60 %, déclarent une amélioration notable des conditions de vie grâce à un meilleur accès aux services de base, une amélioration des revenus et du bien-être des familles ainsi qu'un renforcement de la sécurité alimentaire. Cet indicateur constitue une pierre angulaire de la viabilité sociale et

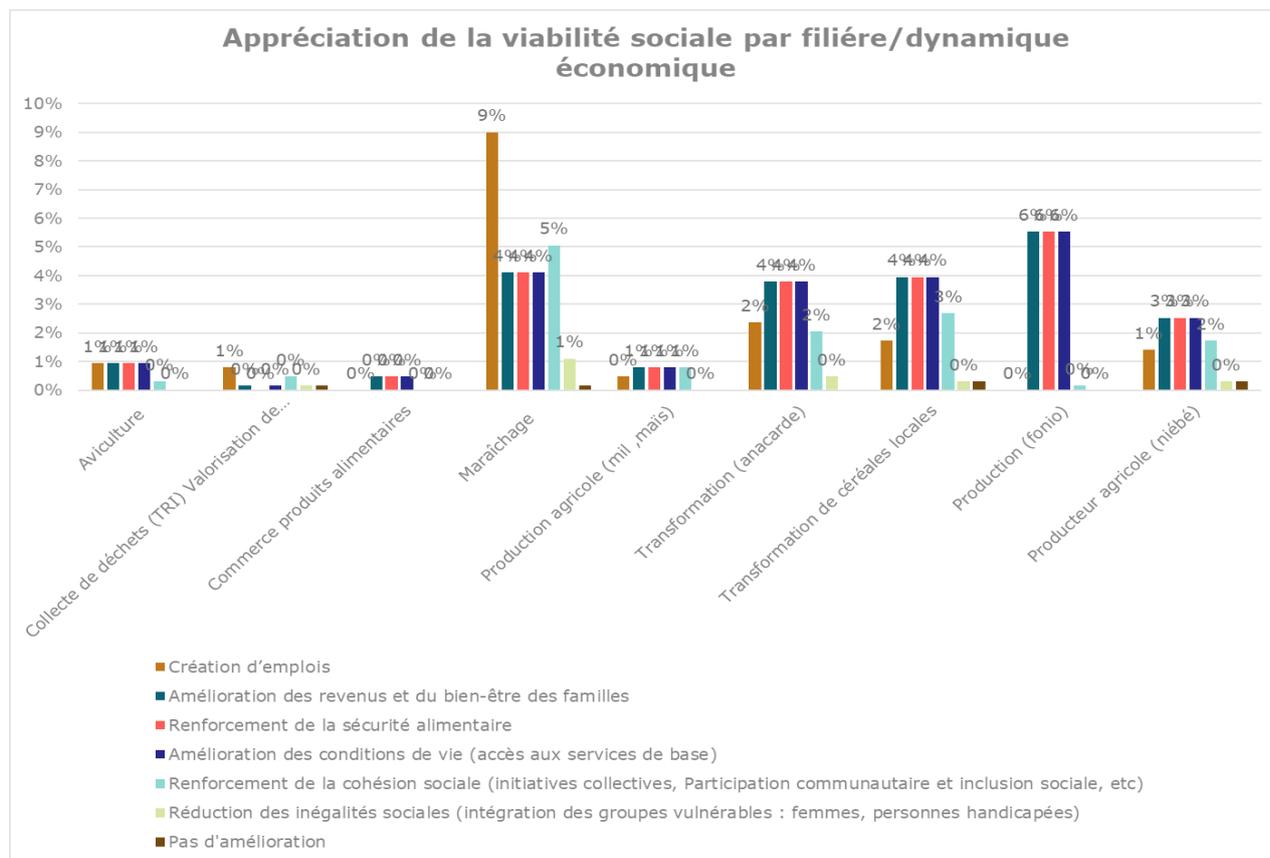


présage l'impact tangible du programme sur le quotidien des bénéficiaires.

En parallèle, 27,86 % des répondants notent une création d'emplois, illustrant une dynamique économique et sociale favorable, avec des opportunités accrues pour les communautés locales. La réduction des inégalités sociales, signalée par 7,52 % des participants, met également en avant des progrès vers une meilleure inclusion des groupes vulnérables, notamment les femmes et les personnes handicapées. Ce point reflète une orientation positive du programme en termes de justice sociale et d'équité.

De plus, 23,96 % des bénéficiaires mentionnent un renforcement de la cohésion sociale attribué aux initiatives collectives, à la participation communautaire et à l'inclusion sociale. Cela indique que les interventions du programme favorisent des interactions sociales harmonieuses, un aspect crucial pour la durabilité des projets à long terme.

L'analyse de la viabilité sociale par filière/dynamique économique à travers le graphique suivant révèle que :



Filières/dynamiques économiques performantes en terme de perspectives de viabilité sociale :

- ✓ **Maraîchage** qui est performante sur la création d'emplois (9 %) et la cohésion sociale (5 %) et contribue également à l'amélioration des revenus et sécurité alimentaire.
- ✓ **Production (fonio)** avec une contribution dans les domaines du bien-être familial et des conditions de vie (6 % chacun).
- ✓ **Transformation (anacarde et céréales locales)** qui présentent des contributions équilibrées sur plusieurs critères (4 % chacun).

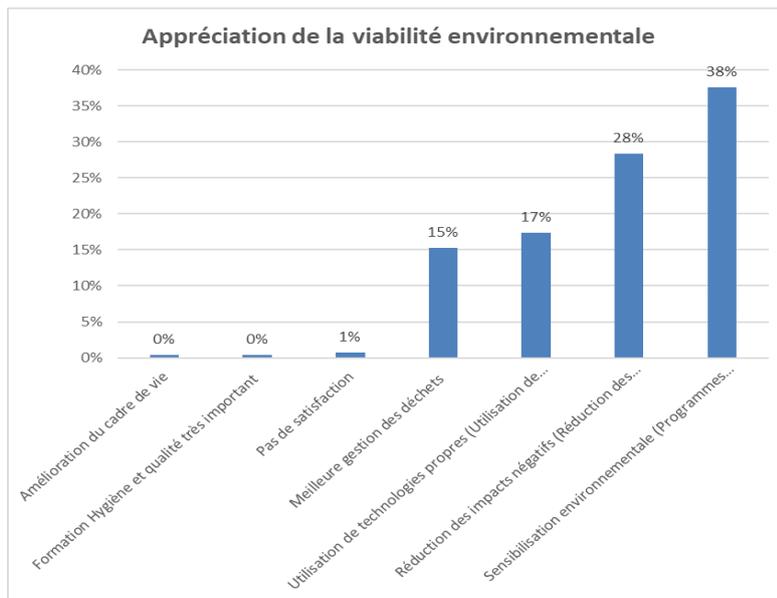
Filières/dynamiques économiques stagnantes en terme de perspectives de viabilité sociale :

- ✓ **Commerce produits alimentaires** qui ne présente aucun progrès sur tous les critères (0 %).
- ✓ **Collecte et valorisation des déchets** avec des contributions marginales.

Cette dichotomie montre que les filières agricoles et de transformation montrent un potentiel fort pour la création d'emplois, l'amélioration des revenus et le renforcement de la sécurité alimentaire. Cependant, les aspects sociaux tels que la réduction des inégalités et le renforcement de la cohésion restent insuffisamment exploités.

3.4.3. Viabilité environnementale

La viabilité environnementale se concentre sur la capacité des dynamiques économiques et sociales à fonctionner tout en respectant et en préservant l'environnement. Cela implique de minimiser les impacts négatifs sur les écosystèmes, d'utiliser les ressources naturelles de manière durable et



d'adopter des pratiques qui favorisent la résilience face aux changements climatiques. Le graphique sur l'appréciation de la viabilité environnementale met en avant des progrès significatifs réalisés par le programme dans le domaine de la durabilité écologique, tout en révélant des marges d'amélioration dans certains aspects.

La principale avancée, citée par 38 % des répondants, réside dans la sensibilisation environnementale, qui englobe des initiatives de formation, des campagnes de

sensibilisation et l'implication des communautés, notamment les jeunes et les femmes, dans des activités écologiques. Cette mobilisation communautaire constitue un pilier essentiel pour intégrer durablement des pratiques respectueuses de l'environnement et renforcer les comportements écoresponsables au sein des communautés locales.

En parallèle, 28 % des bénéficiaires signalent une réduction des impacts négatifs sur l'environnement, notamment une diminution des pollutions, une amélioration de la gestion forestière et une réduction de la déforestation. Ces avancées démontrent l'efficacité des interventions visant à limiter les pressions sur les écosystèmes locaux tout en promouvant des pratiques durables.

L'utilisation de technologies propres, reconnue par 17 % des répondants, est un autre point fort du programme. L'introduction de technologies à faible consommation énergétique et l'adoption de pratiques écologiques (comme la valorisation des énergies renouvelables) témoignent d'une transition vers des modèles plus durables, en phase avec les enjeux climatiques actuels.

La meilleure gestion des déchets, citée par 15 % des participants, représente également un aspect positif. Elle montre que les bénéficiaires ont intégré des mécanismes efficaces de traitement des déchets, contribuant ainsi à un environnement plus propre et à une qualité de vie améliorée.

Cependant, une faible proportion (1 %) des répondants indique une insatisfaction globale, ce qui peut refléter des attentes non satisfaites ou des limitations dans la mise en œuvre des actions environnementales. En outre, les facteurs « formation hygiène et qualité et « Amélioration du cadre de vie » à 0 % souligne que ces domaines, bien qu'importants, n'ont pas été perçus comme des priorités dans les interventions actuelles.

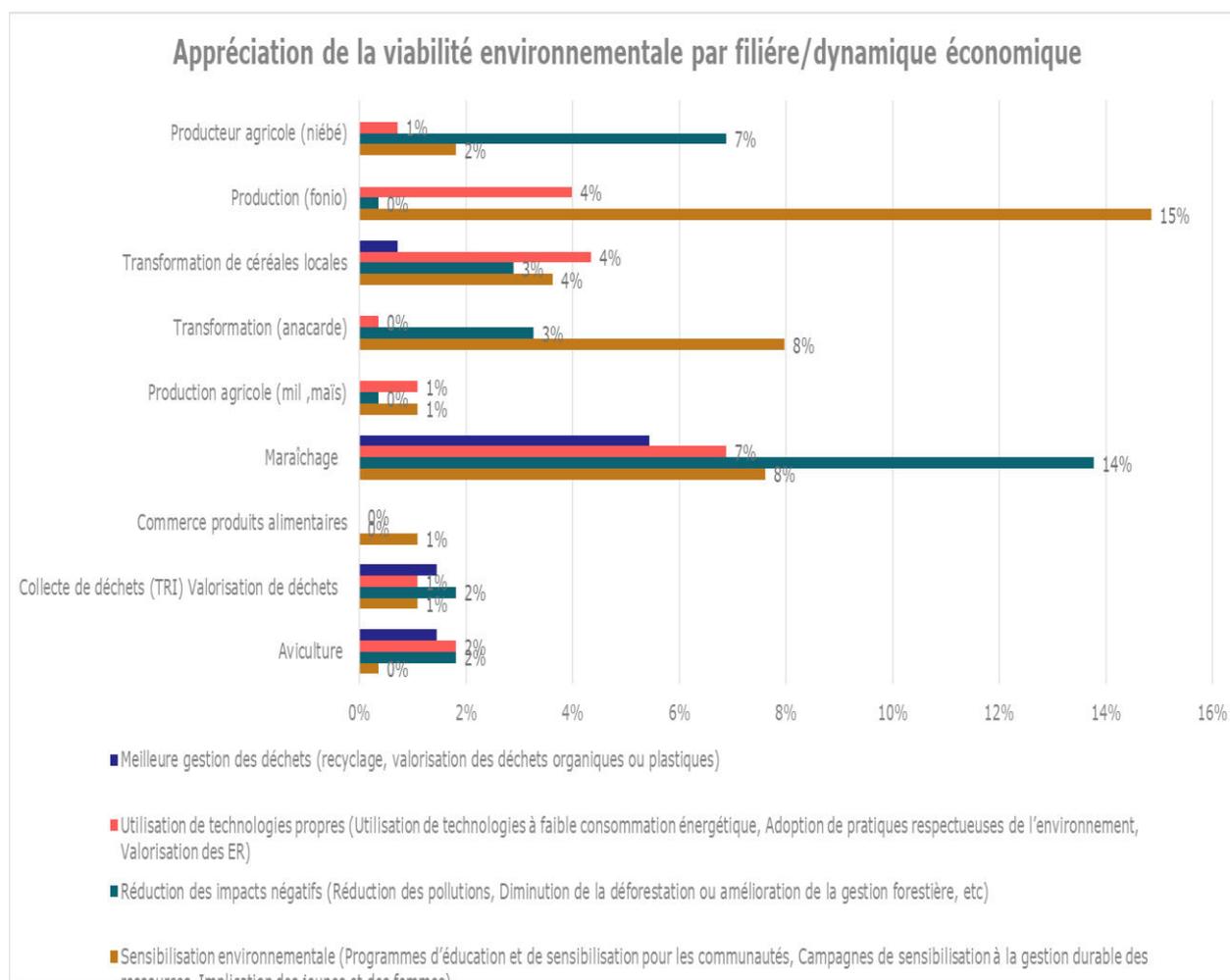
L'analyse de la viabilité environnementale par filière/dynamique économique à travers le graphique suivant révèle que :

Filières/dynamiques économiques performantes en terme de perspectives de viabilité environnementale :

- ✓ **Maraîchage** qui montre des performances sur la réduction des impacts négatifs (14 %) et technologies propres (7 %) et une perspective notable sur la sensibilisation environnementale et à la gestion des déchets (8% et 5% respectivement)
- ✓ **Production (fonio)** avec la meilleure perspective en terme de sensibilisation environnementale (15 %) et une performance modérée sur les technologies propres (4 %).

Filières/dynamiques économiques stagnantes en terme de perspectives de viabilité environnementale :

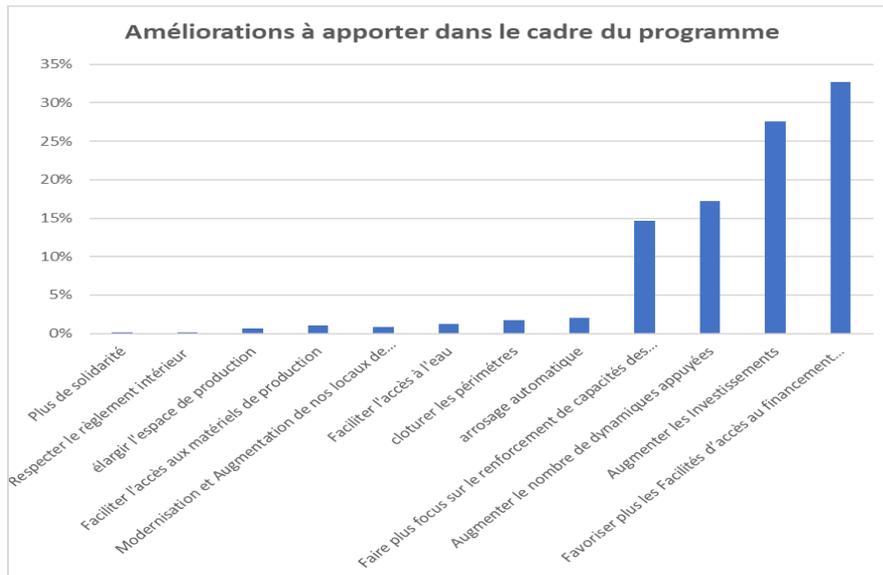
- ✓ **Commerce produits alimentaires** qui ne présente aucune perspective notable sur tous les critères (0-1 %).
- ✓ **Transformation (anacarde)** avec une faible adoption des technologies propres et absence d'efforts sur la gestion des déchets.



La combinaison des trois dimensions offre un tableau équilibré de la viabilité des dynamiques économiques dans la perspective d'un futur soutien du programme :

- **Éléments à consolider** : La croissance des activités économiques, le renforcement de la cohésion sociale et la prise en compte des enjeux environnementaux forment une base solide pour garantir la durabilité des interventions. La synergie entre ces trois axes est manifeste dans l'amélioration globale des conditions de vie et dans la résilience accrue des bénéficiaires.
- **Défis à relever** : Certains défis subsistent, notamment l'accès limité au financement et un manque de soutien post-formation qui freinent les initiatives entrepreneuriales et la pérennité des revenus. Sur le plan social, des aspects comme l'abandon de certaines activités par les femmes ou un manque de formation spécifique soulignent des lacunes à adresser pour maximiser l'inclusion sociale et l'équité. D'un point de vue environnementale, des attentes non satisfaites en matière d'amélioration du cadre de vie et de formations spécifiques, montrent que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour inscrire pleinement ces dynamiques dans la durabilité à long terme.

3.5. Améliorations pour le programme en cours



Le graphique met en lumière des domaines clés où des améliorations sont nécessaires pour optimiser l'impact du programme. Ces suggestions reflètent à la fois les priorités des bénéficiaires et les défis structurels rencontrés.

Ci-après une analyse des principales améliorations proposées :

Faciliter l'accès au financement (33 %) reste la demande la plus récurrente. Les bénéficiaires soulignent le besoin de :

- Simplification des mécanismes financiers : Introduction de systèmes de crédit adaptés aux besoins
- Accompagnement personnalisé : Aide à la structuration de plans d'affaires solides pour renforcer la crédibilité des bénéficiaires auprès des institutions financières.

« Une des limites est liée à l'insuffisance des fonds de roulement (cas de l'ADIF) »
Entretien avec ANPDI

« Le mécanisme tiers détenteur a été un processus lourd et long pour obtenir les fonds de la LBA après que le bénéficiaire ait déjà vendu sa production à la FAPAL. Ce qui pose un problème de crédibilité (aux yeux des producteurs) »

Entretien avec la FAPAL

Augmenter les investissements (28 %) : Le besoin d'investissements supplémentaires dans les infrastructures et les équipements est une priorité. Cela inclut :

« Pour pérennisation, il faut produire de grandes quantités et pour cela, il faut des moyens de transport plus adaptés et des broyeur »

Entretien avec le Centre de tri des déchets, Camps Navétane

- Modernisation des outils de production : Acquisition d'équipements plus performants pour améliorer la productivité et réduire les pertes.
- Expansions des infrastructures : Construction ou agrandissement des locaux et espaces de production pour répondre à la demande croissante.

Renforcement des capacités organisationnelles (15 %) avec une attention particulière accordée au développement des compétences des organisations locales :

« Beaucoup de formations en agroécologie qu'il faut continuer, mais parfois mal comprises, exemple du genre »

ASDES

- Gestion et structuration : Formation sur les outils de gestion, les procédés techniques, et la maîtrise des marchés pour améliorer les rendements.
- Leadership et gouvernance : Renforcement des mécanismes de prise de décision pour rendre les

structures locales plus autonomes.

Expansion des dynamiques soutenues (17 %) :

Une part importante des bénéficiaires souhaite étendre le soutien à un plus grand nombre de dynamiques économiques. Cela pourrait inclure :

- Nouveaux secteurs d'intervention : Inclusion d'autres filières agricoles et artisanales dans le programme.
- Augmentation du nombre de bénéficiaires :

Appui à un plus grand nombre de groupes locaux, en particulier ceux dans les zones marginalisées.

« Pour booter les dynamiques post productives on devra prendre en compte toute la chaîne de valeur de la production jusqu'à la commercialisation des produits tout en créant un point de vente des produits agro écologiques à Sibassor.

Entretien avec ASDES

En référant au graphique suivant, l'analyse des améliorations pour le programme et par filière/dynamique économique révèle quatre catégories :

Filières dominantes en terme d'améliorations : Maraîchage et production de fonio

- ✓ **Maraîchage** : Les acteurs de cette filière ont préconisé des pourcentages élevés sur quasiment tous les axes, notamment pour l'arrosage automatique (100 %), les matériels de production (63 %) et l'accès à l'eau (50 %). Ces priorités traduisent une reconnaissance explicite des besoins essentiels à la pratique du maraîchage, en particulier dans un contexte de stress hydrique croissant et de nécessité d'optimisation des rendements. Les autres priorités, comme le renforcement des capacités (37 %) et l'augmentation des investissements (36 %), confirment la place stratégique de cette filière pour l'économie locale et la sécurité alimentaire. Cela démontre que le maraîchage constitue un moteur économique fort grâce à sa rentabilité et à sa demande croissante.
- ✓ **Production de fonio** : Les personnes interviewées de cette filière accordent les priorités sur les axes financiers : 31 % pour l'accès au financement et 30 % pour les investissements. Ces pourcentages traduisent un besoin de soutien financier pour moderniser les pratiques agricoles et post-récolte. En effet, le fonio est une culture stratégique pour diversifier l'agriculture et accroître les revenus des producteurs.

Filières à priorisation équilibrée en terme d'amélioration : Transformation des céréales locales et de l'anacarde

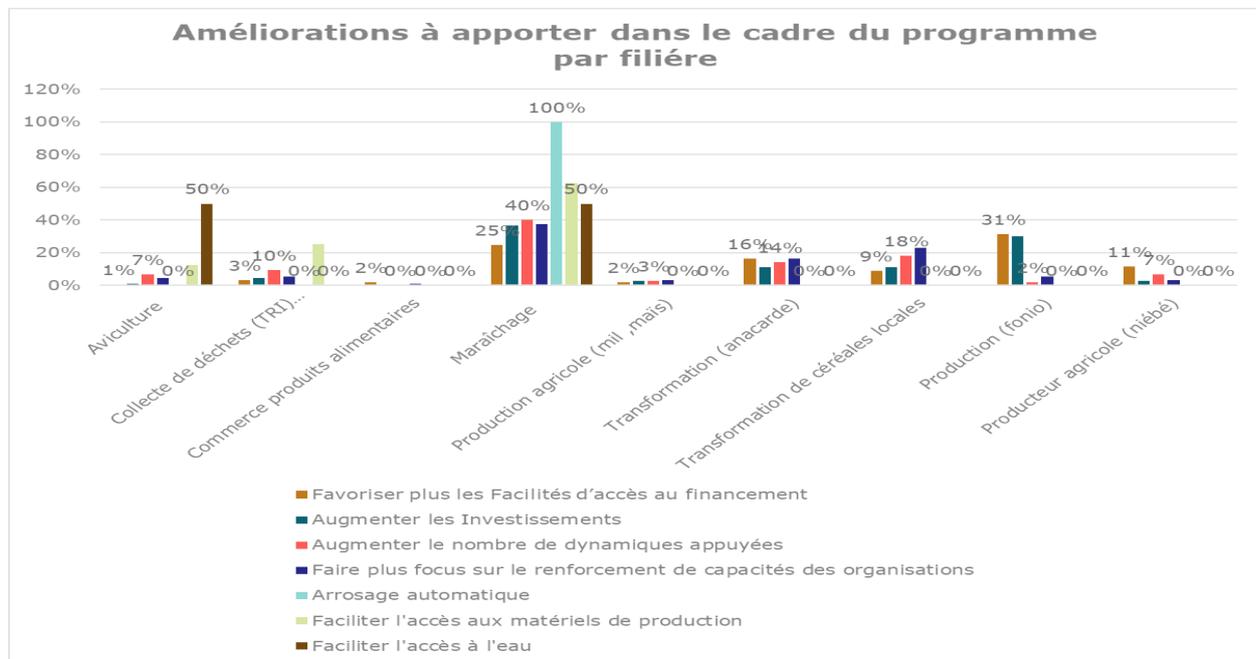
- ✓ **Transformation des céréales locales** : Le renforcement des capacités (23 %) et les dynamiques appuyées (18 %) sont au cœur des priorités des acteurs de cette filière. Ces chiffres traduisent une volonté d'accompagner les acteurs pour professionnaliser la transformation des céréales comme le mil et le maïs, souvent réalisée de manière artisanale. Cette filière est clé pour la sécurité alimentaire et pour réduire les pertes post-récolte ; la priorisation des capacités organisationnelles est justifiée.
- ✓ **Transformation de l'anacarde** : Cette filière qui a un fort potentiel d'exportation et de création de valeur ajoutée locale bénéficie d'un appui global modéré et homogène, avec des priorités situées entre 11 % et 16 % pour les axes de financement, d'investissement et le renforcement des capacités.

Filière à priorisation ciblée en terme d'amélioration : Aviculture

Les besoins sont clairement centrés sur l'accès à l'eau (50 %) et les matériels de production (13 %), reflétant les besoins spécifiques des élevages (abreuvoirs, etc.).

Filières marginalisées en terme d'amélioration : Collecte/valorisation des déchets et production agricole (mil, maïs)

- ✓ Collecte/valorisation des déchets : L'accès aux matériels de production (25 %) est prioritaire, mais les autres axes sont largement négligés. Cela reflète un besoin spécifique en équipements (véhicules, systèmes de tri) pour cette activité essentielle pour l'économie circulaire.
- ✓ Production agricole (mil, maïs) : Malgré le fait que le mil et le maïs soient des cultures de base vitales pour l'alimentation locale, cette filière est très faiblement représentée, avec des pourcentages ne dépassant pas 3 % pour les axes financiers et organisationnels.



3.6. Intégration des dynamiques dans la gouvernance territoriale et plus spécifiquement dans des dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale

Les partenaires évalués inscrivent globalement leurs activités dans des dynamiques de gouvernance territoriale. Des espaces de concertation et de dialogue multi-acteurs ont été mis en place à différents niveaux, bien que leur efficacité varie.

« Des rencontres semestrielles réunissant SONAGED, FERA, et le Service d'Hygiène discutent des enjeux de gestion des déchets et d'alimentation »
Entretien avec le centre de tri, Kanawetane

Des espaces de concertation et de dialogue multi-acteurs ont été mis en place à différents niveaux, bien que leur efficacité varie.

Au niveau local, les maraîchers de Camp Navétane - Gourel Djaby rapportent des échanges fréquents avec

les ~~pro~~ associations pour promouvoir la production et la consommation de produits locaux, reflétant une approche participative et inclusive (Maraîchers de Camp Navétane -Gourel Djaby). Les comités de quartier jouent également un rôle clé dans la coordination des activités, bien qu'ils manquent parfois de moyens pour fonctionner efficacement.

Les collectivités locales, quant à elles, participent à la gouvernance alimentaire territoriale en facilitant l'accès aux ressources foncières, aux équipements et dans certains cas aux financements.

Cependant, leur rôle reste limité par des ressources financières insuffisantes.

« La commune a facilité l'accès au foncier pour les périmètres maraîchers, contribuant ainsi à l'autonomisation des femmes »
Entretien avec ASDES, Kaolack

Les initiatives économiques locales, telles que le maraîchage et la transformation, s'intègrent dans des dynamiques territoriales, mais leur durabilité dépend fortement du soutien institutionnel et financier.

Bien que le concept de systèmes alimentaires durables (SAD) soit abordé par certains partenaires, ils sont souvent mal compris ou insuffisamment exploités.

« Les partenaires abordent les systèmes alimentaires durables selon leur propre angle, mais des synergies sont possibles avec les cantines scolaires et les périmètres agroécologiques »

Entretien avec ANPDI

Toutefois, des faiblesses subsistent dans la mobilisation et la coordination des acteurs, limitant parfois l'impact des initiatives. Comme l'indique Autre Terre, « Les acteurs font beaucoup de choses dans leurs dynamiques, mais ces activités ne sont pas toujours alignées sur les objectifs de gouvernance alimentaire territoriale » (Autre Terre). Ce constat

est renforcé par les divergences entre acteurs, comme dans la gestion des Centres de Valorisation et d'Enfouissement Technique (CVET), où des conflits d'intérêts persistent entre opérateurs privés et ménages (CVET, Tambacounda). En outre, les concepts de gouvernance alimentaire et économique sont mal maîtrisés par certains partenaires, ce qui affaiblit l'efficacité des initiatives. Bien que des efforts soient visibles, des mesures supplémentaires sont nécessaires pour harmoniser les objectifs, renforcer la participation des parties prenantes et améliorer les synergies entre les acteurs locaux et institutionnels.

3.7. L'implication des acteurs cibles dans les espaces ou dynamiques locales

Les acteurs cibles présentent une implication diversifiée dans les dynamiques locales liées aux Systèmes Alimentaires Durables (SAD), mais cette participation est caractérisée par une grande variabilité selon les groupes, les territoires et les niveaux d'organisation. **La participation des acteurs s'exprime dans des cadres à la fois formels et informels**, chacun ayant ses propres avantages et limites.

Les cadres formels incluent des assemblées générales et des comités de quartier, comme à Gouye, où les décisions sont prises au sein du bureau et exécutées par des commissions spécialisées. Cette approche permet une organisation structurée, mais elle limite parfois la participation active des membres extérieurs à ces structures dirigeantes.

Les cadres informels, comme les discussions dans les marchés locaux, favorisent des échanges directs et inclusifs, par exemple sur les avantages de la consommation locale (Maraîchers de Camps Navétane). Ces espaces informels, bien que moins structurés, jouent un rôle crucial pour sensibiliser un large public et pour renforcer les liens communautaires autour des SAD.

L'utilisation des outils de diagnostic reste une faiblesse notable dans ces dynamiques ; cela reste compréhensible au regard des ressources financières tant au niveau des partenaires locaux que des ONGs. Les outils formels, tels que les cartographies participatives ou les enquêtes structurées, sont rarement employés. Les acteurs locaux s'appuient principalement sur des observations empiriques et des échanges directs avec les parties prenantes, ce qui peut limiter la profondeur des analyses. Par exemple, le Groupement des maraîchers de Ngolothie souligne qu'il n'utilise pas de méthodologie spécifique, se contentant d'interagir avec les populations pour recueillir des informations. Cette approche, bien qu'utile pour obtenir des retours immédiats, manque de rigueur méthodique pour évaluer les dynamiques complexes des SAD. Cela reflète une opportunité importante pour introduire des outils de diagnostic plus robustes, capables de structurer et de renforcer la planification et l'évaluation des initiatives locales.

Les portes d'entrée pour aborder les SAD sont variées, mais certaines thématiques dominent. L'environnement constitue une entrée privilégiée, notamment à travers des actions telles que le compostage des déchets organiques ou la promotion de semences certifiées. Ces initiatives visent à améliorer la durabilité des pratiques agricoles tout en réduisant les impacts environnementaux négatifs (CVET, Kahone ; GIE Tessito, Toubacouta). La sensibilisation grand public est également une priorité, avec des efforts pour éduquer les consommateurs sur les bienfaits des produits locaux et

durables. Par exemple, les marchés hebdomadaires sont utilisés comme plateformes pour promouvoir les produits locaux, non seulement à l'échelle locale, mais aussi avec une ambition régionale et internationale (Groupement de maraîchers, Gourel Djaby). Cependant, des efforts supplémentaires pourraient être faits pour renforcer les initiatives sur les chaînes de valeur ou le développement de marchés locaux structurés autour des SAD.

Les dynamiques territoriales liées aux SAD restent majoritairement locales, avec des impacts perceptibles au niveau communal et dans certains cas, régional. Les activités agricoles se concentrent sur les périmètres maraîchers locaux, tandis que les initiatives de transformation et de valorisation des produits s'élargissent parfois à des marchés régionaux et, dans de rares cas, internationaux. Par exemple, les produits transformés par la Fédération Yaakaar Niani Wouli atteignent parfois l'Europe, bien que cette dimension internationale demeure limitée à des niches spécifiques. À un niveau communautaire, les comités de quartier, comme celui de Camp Navétane, organisent des activités telles que le reboisement ou des campagnes de sensibilisation sur la santé et l'environnement. Ces initiatives démontrent une forte capacité d'action locale, mais un manque d'ancrage dans des stratégies territoriales plus larges.

3.8. Synthèse par initiative

Partenaire de mise en œuvre :

ONG :

Initiative évaluée :

ANPDI

HUMUNDI

Transformation et commercialisation du fonio

Dimensions de l'évaluation					
Apports matériels et non matériels du programme Feed Good	Portée et limites des apports du programme Feed Good	Améliorations à apporter dans le cadre du programme en cours	Mécanismes/pratiques de gouvernance participative	Intégration dans les dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale	Contraintes et risques liés à l'atteinte des résultats en termes de SAD
<p>Apports matériels : Fourniture d'équipements (machines, fours, tables, balances, et motoculteurs pour les unités de transformation Construction et aménagement des bâtiments pour les activités de transformation.</p> <p>Apports non matériels : Formations sur la transformation des produits comme l'anacarde, renforçant les compétences techniques des acteurs locaux. Appuis financiers remboursables via des partenaires comme l'ADIF.</p>	<p>Portée : Les soutiens matériels et financiers ont permis de renforcer la capacité de transformation des unités et de booster leurs activités. Les formations techniques ont contribué à améliorer la qualité des produits transformés.</p> <p>Limites : Les financements restent insuffisants en termes de montants pour répondre aux besoins croissants des unités. Les appuis non financiers, comme la gestion comptable et la planification stratégique, sont encore faibles.</p>	<p>Renforcer les financements : Augmenter les montants des appuis financiers pour permettre aux unités de transformation d'atteindre leur pleine capacité de production.</p> <p>Appui à la gestion organisationnelle : Offrir des formations en gestion administrative et comptable pour améliorer la transparence et l'efficacité des unités.</p> <p>Soutenir la structuration locale : Encourager la création d'espaces de dialogue multi-acteurs pour mieux aligner les activités sur des stratégies territoriales globales.</p>	<p>Mécanismes observés : Les décisions sont principalement prises au sein des bureaux des unités, avec une concertation des membres</p> <p>Niveau : Ces mécanismes restent internes aux unités, limitant leur portée à la gouvernance communautaire immédiate.</p> <p>Limites : L'absence de collaboration formelle avec des acteurs externes ou des structures de gouvernance alimentaire plus larges limite leur impact.</p>	<p>Pratiques actuelles : Les unités de transformation rapportent peu d'implication dans des dynamiques structurées de gouvernance alimentaire territoriale.</p> <p>Faiblesses : Le manque de concertation élargie et de soutien institutionnel empêche une meilleure intégration des activités des GIE dans des stratégies territoriales globales.</p>	<p>Problèmes de viabilité financière : Les activités des unités souffrent de financements insuffisants, rendant difficile la pérennisation des initiatives</p> <p>Insuffisances dans la gestion comptable : Certaines unités (Dassilamé Socé), ont des faiblesses dans la tenue de la comptabilité (limite la transparence et la planification.</p> <p>Faible coordination et soutien institutionnel : L'absence de mécanismes structurés de gouvernance alimentaire territoriale freine l'alignement des actions des acteurs locaux sur les objectifs stratégiques.</p>

Partenaire de mise en œuvre :

ONG :

Initiative évaluée :

ASDES

AUTRE TERRE

Commercialisation de produits de maraîchage

Dimensions de l'évaluation					
Apports matériels et non matériels du programme Feed Good	Portée et limites des apports du programme Feed Good	Améliorations à apporter dans le cadre du programme en cours	Mécanismes/pratiques de gouvernance participative	Intégration dans les dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale	Contraintes et risques liés à l'atteinte des résultats en termes de SAD
<p>Apports matériels : Fourniture d'équipements agricoles (brouettes, arrosoirs, pulvérisateurs, semences). Construction de périmètres maraîchers clôturés et dotés de forages et de bassins d'arrosage (Tambacounda, Camps Navétane).</p> <p>Apports non matériels : Formations techniques sur le compostage, la production de biopesticides, la gestion financière, et le leadership féminin. Accompagnement en structuration organisationnelle, avec des ateliers sur le genre et des visites d'échanges pour le partage de bonnes pratiques.</p>	<p>Portée : Augmentation des revenus des bénéficiaires grâce à une meilleure productivité et une diversification des activités économiques (maraîchage, transformation). Autonomisation progressive des femmes et des jeunes dans les zones ciblées.</p> <p>Limites : Insuffisance des appuis en matériel de qualité, comme les emballages adaptés. Faible intégration des dynamiques économiques dans des marchés plus larges et institutionnels.</p>	<p>Renforcement des infrastructures : Compléter les installations manquantes (séchoirs solaires, locaux respectant les normes environnementales). Augmentation des appuis matériels et financiers : Fournir des équipements de qualité et développer des mécanismes de financement accessibles avec des taux d'intérêt réduits. Renforcement des capacités organisationnelles : Étendre les formations sur la gestion des ressources, la planification stratégique et l'accès aux marchés. Encouragement des synergies locales : Créer des cadres de dialogue entre acteurs locaux et institutionnels pour renforcer la coordination</p>	<p>Mécanismes identifiés : Assemblées générales des groupements et échanges communautaires réguliers. Collaboration avec les autorités locales pour faciliter l'accès aux ressources foncières et financières. Fonctionnement : Les décisions sont prises de manière collégiale dans les structures locales, mais le manque de suivi limite parfois leur efficacité. Implication partielle des membres, avec des lacunes dans la prise en compte des perspectives des femmes et des jeunes.</p>	<p>Pratiques observées : Les maraîchers collaborent avec les mairies pour bénéficier d'aménagements locaux. Des espaces de concertation ont été mis en place pour discuter des enjeux alimentaires et environnementaux. Faiblesses : Faible alignement des actions des acteurs locaux sur les stratégies territoriales globales. Peu de mécanismes d'évaluation des initiatives mises en œuvre à l'échelle communautaire.</p>	<p>Problèmes structurels et environnementaux : L'absence de locaux répondant aux normes environnementales et la faible qualité des matières premières et des emballages limitent la durabilité des activités (GIE des femmes de Fayda, ASDES). Insuffisance d'infrastructures adaptées : Les retards dans l'installation d'équipements essentiels comme les séchoirs solaires ou les systèmes triphasés affectent les capacités de production. Défis climatiques et saisonniers : Les inondations pendant la saison des pluies et les coupures d'eau influencent négativement les résultats. Manque de coordination et de structuration : L'absence de synergies dans la gestion communautaire freine l'efficacité des initiatives territoriales</p>

Partenaire de mise en œuvre :

ONG :

Initiative évaluée :

CARITAS

AUTRE TERRE

Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système Commercialisation des produits issus des espaces de maraîchage dans les centres de tri

Dimensions de l'évaluation					
Apports matériels et non matériels du programme Feed Good	Portée et limites des apports du programme Feed Good	Améliorations à apporter dans le cadre du programme en cours	Mécanismes/pratiques de gouvernance participative	Intégration dans les dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale	Contraintes et risques liés à l'atteinte des résultats en termes de SAD
<p>Apports matériels : Dotation en équipements (charrettes, ânes, tricycles). Initiatives dans l'arboriculture (plantation de manguiers, citronniers, mandariniers, etc.).</p> <p>Apports non matériels : Formations dispensées (notamment en autonomisation des femmes et des jeunes). Renforcement des capacités organisationnelles et gestionnaires des coopératives.</p>	<p>Portée : Encouragement de l'autonomisation économique, notamment des femmes et des jeunes. Diversification des activités économiques via l'arboriculture (contribution à la résilience locale).</p> <p>Limites : Échec de certaines initiatives (maraîchage à Maka Ndiaye et Keur Madiabel). Inégalités de participation entre hommes et femmes dans les instances décisionnelles. Besoins spécifiques des communautés insuffisamment pris en compte (analyse des sols et des eaux non réalisée).</p>	<p>Améliorations techniques : Réaliser des études approfondies sur la salinité de l'eau et l'adaptabilité des sols à Maka Ndiaye. Renforcer le suivi des activités pour mieux comprendre les causes d'abandon et proposer des solutions adaptées.</p> <p>Renforcement institutionnel : Intégrer la question du genre dès la conception des programmes futurs. Accroître la participation des femmes aux instances de décision.</p> <p>Autres mesures : Proposer des appuis logistiques pour surmonter les contraintes géographiques (par exemple, transport pour Keur Madiabel).</p>	<p>Mécanismes existants : Structures locales de concertation via les CVET et les coopératives. Collaboration avec les maires des communes (Keur Madiabel, Gandiaye, Kahone).</p> <p>Fonctionnement : Les coopératives et CVET jouent un rôle central dans l'organisation et la mise en œuvre des activités. Toutefois, la faible représentativité des femmes dans les cadres décisionnels limite l'inclusivité de ces pratiques.</p>	<p>Présence d'interactions entre les partenaires et les autorités locales pour structurer les activités. Insuffisance de plateformes de dialogue multi-acteurs pour une gouvernance alimentaire territoriale pleinement intégrée.</p>	<p>Contraintes spécifiques : Abandon du maraîchage à Keur Madiabel en raison de la distance entre la CVET et la ville. Problèmes techniques liés au maraîchage à Maka Ndiaye : possible salinité de l'eau ou inadaptation des sols. Participation limitée des femmes dans les instances de décision, malgré leur centralité dans les activités (maraîchage, CVET, coopératives).</p> <p>Risques identifiés : Faible intégration de la question du genre dans les processus de gouvernance Insuffisance des ressources pour résoudre les contraintes techniques et géographiques. Risque d'abandon des activités en raison d'une inadéquation des apports (ex. matériel) avec les besoins réels</p>

Partenaire de mise en œuvre :
ONG :
Initiative évaluée :

FAPAL
HUMUNDI
Commercialisation de semences de niébé

Dimensions de l'évaluation					
Apports matériels et non matériels du programme Feed Good	Portée et limites des apports du programme Feed Good	Améliorations à apporter dans le cadre du programme en cours	Mécanismes/pratiques de gouvernance participative	Intégration dans les dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale	Contraintes et risques liés à l'atteinte des résultats en termes de SAD
<p>Apports matériels : Fourniture d'équipements pour le stockage des semences, tels que des conteneurs et des infrastructures pour réduire les pertes post-récolte.</p> <p>Apports non matériels : Formations sur les techniques de gestion de stock, contribuant à améliorer la qualité des semences et leur conservation. Sensibilisation à l'utilisation d'équipements modernes et à l'importance de la gestion durable des ressources.</p>	<p>Portée : Amélioration notable de la gestion des semences grâce aux formations et équipements fournis. Réduction des pertes post-récolte et meilleure organisation des activités liées au stockage.</p> <p>Limites : L'insuffisance des équipements modernes et durables freine l'expansion des opérations. Les apports non matériels n'ont pas encore couvert tous les besoins en gestion comptable et organisationnelle.</p>	<p>Renforcer les infrastructures : Investir dans des équipements de stockage écologiques, comme des conteneurs biodégradables et des technologies de conservation avancées.</p> <p>Augmenter le financement : Allouer davantage de ressources pour étendre les opérations et diversifier les types de semences stockées.</p> <p>Renforcer les capacités organisationnelles : Offrir des formations supplémentaires en comptabilité, gestion administrative et planification stratégique.</p> <p>Promouvoir la durabilité environnementale : Encourager le recyclage des emballages et l'adoption de pratiques écologiques dans les activités de stockage.</p>	<p>Mécanismes identifiés : Les décisions sont prises lors des concertations régulières des membres du bureau de gestion.</p> <p>Fonctionnement : Les discussions se concentrent sur les besoins du magasin et sur les priorités à mettre en œuvre, bien qu'une participation élargie des membres soit encore nécessaire.</p>	<p>Pratiques actuelles : Le magasin de stockage participe indirectement aux dynamiques locales en renforçant la disponibilité des semences pour les producteurs.</p> <p>Limites : Faible implication dans les dialogues multi-acteurs ou les espaces de concertation territoriaux, ce qui limite l'intégration dans les stratégies globales de gouvernance alimentaire.</p>	<p>Financement limité : Le manque de ressources financières pour acquérir des équipements modernes et écologiques limite les capacités du magasin de stockage.</p> <p>Problèmes organisationnels : Les insuffisances dans la gestion comptable et administrative réduisent l'efficacité des activités.</p> <p>Faiblesse des infrastructures existantes : Les équipements disponibles ne suffisent pas pour assurer une conservation optimale des semences et réduire les pertes</p>

Partenaire de mise en œuvre :
ONG :
Initiative évaluée :

FONGS
HUMUNDI
Transformation des céréales locales - farines

Dimensions de l'évaluation					
Apports matériels et non matériels du programme Feed Good	Portée et limites des apports du programme Feed Good	Améliorations à apporter dans le cadre du programme en cours	Mécanismes/pratiques de gouvernance participative	Intégration dans les dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale	Contraintes et risques liés à l'atteinte des résultats en termes de SAD
<p>Apports matériels : Fourniture d'équipements pour la transformation (tamis, balances, bassines, pétrins, moules à madeleines, etc.). Distribution de matériels agricoles et de conservation (moulin, décortiqueuse, palettes, sacs de stockage). Construction et équipement d'un magasin pour améliorer le stockage des matières premières.</p> <p>Apports non matériels : Formations des femmes transformatrices sur les bonnes pratiques agroécologiques, la panification et l'hygiène. Formation en gestion d'entreprise et organisation dynamique pour les gérants et les animateurs locaux. Sensibilisation à la valorisation des produits locaux et à la souveraineté alimentaire.</p>	<p>Portée : Renforcement des capacités organisationnelles des groupements locaux. Augmentation de la production agroécologique de mil et maïs, avec des impacts visibles sur la qualité et la disponibilité des farines pour le marché local.</p> <p>Limites : Les marchés pour écouler les produits transformés restent sous-développés, freinant la viabilité des initiatives. Les capacités techniques des femmes transformatrices nécessitent encore un appui pour maximiser la qualité et la quantité des produits transformés.</p>	<p>Soutenir l'accès au marché : Créer des liens avec les chaînes de valeur locales et nationales pour élargir les débouchés des produits transformés. Promouvoir des partenariats avec des institutions publiques et privées pour intégrer les produits locaux dans les marchés institutionnels.</p> <p>Renforcer les compétences des acteurs locaux : Proposer des formations complémentaires en gestion et marketing pour améliorer l'autonomie des femmes transformatrices et des gérants.</p> <p>Soutenir les infrastructures : Investir dans des équipements modernes pour améliorer la qualité des produits finis Étendre les capacités de stockage et de conservation pour mieux répondre à la demande</p>	<p>Mécanismes identifiés : Les décisions sont prises lors de concertations au sein des groupements et validées par les structures dirigeantes (groupement TAKKU LIGEEY).</p> <p>Fonctionnement : Les échanges se concentrent sur la gestion des équipements et sur la valorisation des produits locaux. Les animateurs locaux jouent un rôle clé dans le suivi et l'accompagnement des bénéficiaires.</p>	<p>Pratiques observées : Les acteurs collaborent avec les mairies pour faciliter l'accès aux ressources (foncier, infrastructures). Participation aux dialogues multi-acteurs pour promouvoir la consommation de produits locaux et encourager la souveraineté alimentaire.</p> <p>Limites : Les initiatives restent faiblement intégrées dans des stratégies territoriales globales, limitant leur impact sur la gouvernance alimentaire.</p>	<p>Faible accès au marché : L'absence de débouchés commerciaux structurés limite la viabilité économique des initiatives, notamment pour la minoterie.</p> <p>Capacités techniques limitées : Les femmes transformatrices rencontrent des difficultés dans la transformation et la gestion des outils mis à disposition.</p> <p>Manque d'harmonisation des pratiques agroécologiques : Les producteurs ne maîtrisent pas encore complètement les itinéraires techniques pour une production sans produits chimiques.</p> <p>Problèmes de coordination : Les mécanismes de collaboration entre acteurs sont insuffisamment développés pour soutenir efficacement les dynamiques locales.</p>

Partenaire de mise en œuvre :

ONG :

Initiative évaluée :

FYNW

HUNUNDI

Transformation et commercialisation du fonio

Dimensions de l'évaluation					
Apports matériels et non matériels du programme Feed Good	Portée et limites des apports du programme Feed Good	Améliorations à apporter dans le cadre du programme en cours	Mécanismes/pratiques de gouvernance participative	Intégration dans les dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale	Contraintes et risques liés à l'atteinte des résultats en termes de (SAD)
<p>Apports matériels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Équipements agricoles (semoirs, houes, tablettes, véhicule). ○ Fourniture de semences et mécanisme de remboursement (10 kg distribués pour un remboursement de 12 kg). <p>Apports non matériels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Formation en transformation, commercialisation, gestion, leadership féminin, et équité de genre. ○ Structuration de la Fédération : manuel de procédures, plan stratégique quinquennal, et plans d'action annuels. ○ Renforcement des capacités des membres des unions (animateurs, présidents, trésoriers, secrétaires). ○ Mise en place d'un outil de collecte et de traitement de données pour améliorer la traçabilité. ○ Appui institutionnel au recrutement d'un gérant permanent avec prise en charge partielle du salaire. 	<p>Portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcement de la traçabilité des données, permettant une meilleure gestion des activités. ○ Appui à l'autonomisation des femmes à travers des formations et des outils spécifiques. ○ Contribution à la structuration des organisations paysannes et au renforcement des capacités de gestion. <p>Limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Rendements agricoles faibles malgré les investissements. ○ Pertes importantes dans la transformation du fonio (20 %). ○ Faible fonctionnalité des unions et de la Fédération, limitant leur impact. ○ Baisse de la production et de l'adhésion des membres (refus de remboursement des semences). 	<p>Améliorations techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Faciliter l'accès à des équipements agricoles modernes (tracteurs, faucheuses, batteuses, décortiqueuses). ○ Mener des recherches agronomiques pour augmenter les rendements à 2 tonnes/ha. <p>Améliorations institutionnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Optimiser la structuration de la Fédération et réduire le nombre de membres du comité directeur. ○ Assurer un appui institutionnel pour financer les activités essentielles des unions et de la Fédération. <p>Améliorations organisationnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcer les mécanismes de remboursement des semences pour garantir leur pérennité. ○ Promouvoir des pratiques agroécologiques (ex. : Régénération Naturelle Assistée) pour améliorer la durabilité 	<p>Mécanismes existants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Structuration des unions et de la Fédération, avec plans stratégiques et feuilles de route. ○ Vente de cartes de membres et cotisations annuelles pour identifier et impliquer les membres. <p>Fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ La Fédération centralise les décisions, mais son fonctionnement est limité par un manque de moyens financiers. ○ Les 9 unions ne sont pas toutes actives, ce qui limite l'efficacité des dynamiques participatives. 	<p>Constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Des efforts sont faits pour connecter la production locale (fonio) à la consommation locale et à l'exportation. ○ Collaboration avec d'autres partenaires pour renforcer les dynamiques locales. <p>Limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les changements climatiques et les pertes post-récolte compromettent la durabilité des activités. ○ L'absence d'espaces de concertation multi-acteurs freine une véritable gouvernance alimentaire territoriale 	<p>Contraintes identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Faibles rendements du fonio (600 kg/ha) malgré la qualité supérieure de la variété locale. ○ Manque d'équipements agricoles adaptés (tracteurs, faucheuses, décortiqueuses). ○ Conditions de travail pénibles pour la main-d'œuvre (labour, fauchage, battage, transformation). ○ Pertes significatives dans la transformation (20 % des volumes dus au sable, à l'humidité, et aux pertes post-récolte). ○ Impact des changements climatiques (variations pluviométriques entraînant humidité accrue, moisissures, et calendrier agricole perturbé). <p>Risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Baisse de motivation des productrices (refus de remboursement des semences, déclin de la production). ○ Dysfonctionnement des unions et faible structuration de la Fédération. ○ Absence de fonds pour les réunions et les activités de coordination.

Partenaire de mise en œuvre :

ONG :

Initiative évaluée :

Mairie de Tambacounda

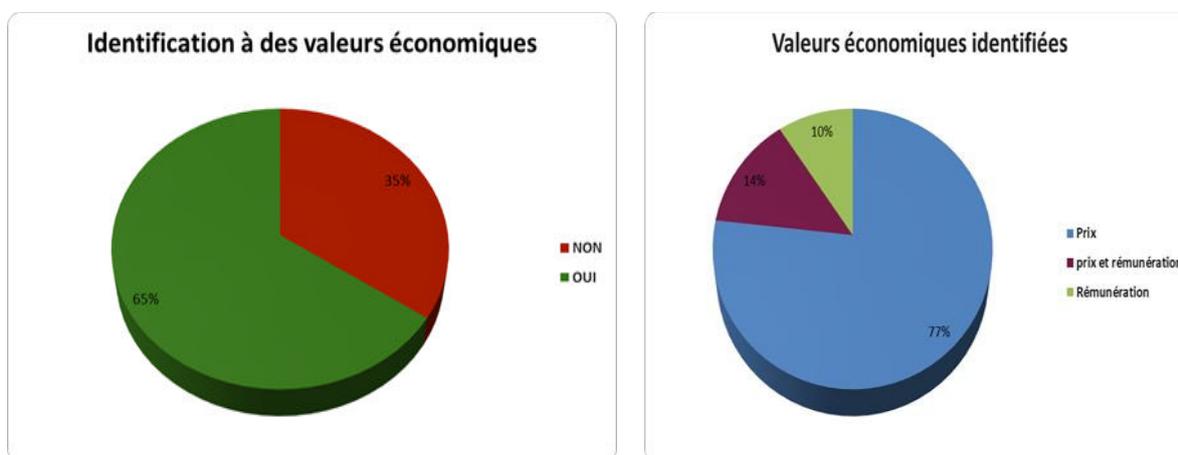
Autre Terre

Maraichage, Valorisation des déchets, Aviculture, Transformation de déchets verts via les comités de quartiers

Dimensions de l'évaluation					
Apports matériels et non matériels du programme Feed Good	Portée et limites des apports du programme Feed Good	Améliorations à apporter dans le cadre du programme en cours	Mécanismes/pratiques de gouvernance participative	Intégration dans les dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale	Contraintes et risques liés à l'atteinte des résultats en termes de SAD
<p>Apports matériels : Fourniture d'équipements tels que des arrosoirs, brouettes, congélateurs et panneaux solaires. Construction et aménagements de centres de tri et de transformation (Centre de tri de Camps Navétane</p> <p>Apports non matériels : Formations sur la transformation de produits locaux, leadership, compostage, et sensibilisation à l'économie circulaire.</p>	<p>Portée :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Amélioration de la productivité et réduction des pertes post-récolte grâce aux infrastructures mises en place. ○ Sensibilisation accrue aux pratiques durables et intégration progressive des concepts d'économie circulaire. <p>Limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Capacité insuffisante des infrastructures existantes pour répondre à la demande croissante. ○ Manque d'adéquation entre les besoins locaux et certaines formations, entraînant une efficacité inégale. 	<p>Augmenter les investissements en infrastructures : Construire davantage de points d'eau, hangars et unités de transformation pour soutenir la productivité locale.</p> <p>Renforcer les formations : Adapter les modules aux besoins spécifiques des filières et inclure des sujets comme la gestion financière et la gouvernance communautaire.</p> <p>Améliorer la coordination des acteurs locaux : Créer des plateformes numériques pour renforcer les synergies entre les parties prenantes.</p> <p>Élargir l'accès au financement : Développer des mécanismes innovants pour financer les équipements nécessaires.</p>	<p>Mécanismes identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Assemblées générales (Groupement de Camps Navétane-Gourel Djaby). ○ Réunions informelles dans les jardins pour ajuster les pratiques. <p>Fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les décisions sont prises de manière consensuelle et validées par les membres clés des groupements ou des comités. ○ Niveau local : Partage des responsabilités au sein des groupements (présidente, secrétaire générale, trésorière). 	<p>Pratiques observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Sensibilisation des populations dans les marchés locaux pour promouvoir la consommation de produits sains et locaux. ○ Espaces de concertation semestriels regroupant acteurs institutionnels et communautaires (SONAGED, FERA, Service d'hygiène). <p>Limites : Les divergences d'intérêts et le manque de ressources financières restreignent l'efficacité de ces dynamiques.</p>	<p>Insuffisance d'équipements et de ressources matérielles : Manque d'outils adéquats comme les arrosoirs, brouettes, et congélateurs pour assurer la durabilité des activités</p> <p>Accès limité à l'eau et aux infrastructures : Les coupures d'eau en saison sèche et l'inondation en hivernage impactent négativement la productivité .</p> <p>Faiblesse des capacités techniques et organisationnelles : Les acteurs locaux manquent de formations adaptées pour utiliser les outils de diagnostic et gérer efficacement leurs projets.</p> <p>Manque de coordination entre les acteurs locaux : Absence de synergies claires dans les espaces de concertation et dialogues multi-acteurs (SONAGED, FERA, etc.).</p>

4. Thématique évaluative 4 : Evaluation des approches d'Economie Sociale et Solidaire (ESS)

4.1 Approches d'Economie Sociale et Solidaire des partenaires



L'analyse des deux (2) graphiques ci-dessus issus des enquêtes quantitatives montre qu'en terme d'approche d'ESS, plus de la moitié des répondants (65 %) reconnaissent s'identifier à des valeurs économiques ; ce qui traduit une sensibilisation élevée à l'importance des aspects économiques dans leur activité ou contexte.

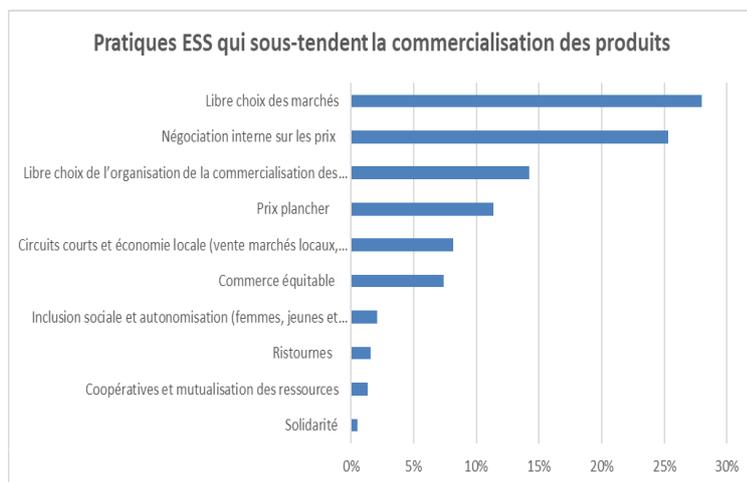
Parmi ces derniers, 77 % mettent en avant le prix comme valeur économique principale. Cette prépondérance traduit une priorité accordée au revenu immédiat ou à la valorisation monétaire des produits/services. Le prix reste ainsi un élément central dans leurs préoccupations économiques. Sa dominance révèle que la valeur marchande reste la principale priorité pour une majorité.

Les 14 % reconnaissent à la fois le prix et la rémunération comme des valeurs économiques importantes. Cela indique une vision plus équilibrée intégrant à la fois la valeur marchande et le revenu perçu par les acteurs. Et enfin les 10 % se concentrent exclusivement sur la rémunération. Ici, la dimension salariale ou la reconnaissance des revenus joue un rôle essentiel, bien que minoritaire comparé au prix. Cette minorité (24 % au total) adopte une approche élargie intégrant la rémunération, ce qui souligne des préoccupations liées aux revenus et à la justice économique

Les enquêtes qualitatives révèlent que les partenaires mettent en œuvre des approches ancrées dans des valeurs fondamentales telles que la solidarité, la justice sociale et le respect des pratiques socioculturelles locales. Ces valeurs, au cœur de leur action, structurent les mécanismes et initiatives communautaires qu'ils soutiennent. Les caisses AVEC (Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit) et les tontines illustrent parfaitement cette dynamique, en promouvant la coopération et l'entraide financière au sein des communautés. Elles permettent non seulement de répondre à des besoins économiques immédiats, mais aussi de renforcer les liens sociaux et la résilience des groupes vulnérables face aux défis économiques et sociaux. Ces dispositifs communautaires, typiques des organisations ESS, incarnent des modèles d'entraide et de mutualisation des ressources, adaptés aux réalités locales et aux besoins des groupes vulnérables. Cependant, ce caractère informel de ces dispositifs limite souvent l'accès de ces initiatives ESS aux marchés institutionnels et freine leur capacité à pérenniser leurs actions. A titre illustratif, l'absence d'une meilleure structuration des chaînes de valeur empêche les producteurs et autres acteurs ESS de maximiser les bénéfices tirés de leurs activités.

L'intégration des spécificités socioculturelles dans la conception et la mise en œuvre des initiatives ESS confère à ces actions une pertinence accrue. En adaptant leurs pratiques aux particularités des zones d'intervention, les partenaires parviennent à mobiliser efficacement les communautés et à pérenniser leurs interventions. Par ailleurs, la redistribution des revenus générés par ces mécanismes solidaires contribue à une meilleure équité économique, en soutenant les ménages les plus fragiles tout en dynamisant les économies locales.

4.2 Pratiques ESS qui sous-tendent la commercialisation des produits



L'analyse du graphique issu des enquêtes quantitatives montre la répartition de différentes pratiques ESS (Économie Sociale et Solidaire) appliquées à la commercialisation des produits. Les pratiques sont sériées en trois (3) grandes catégories :

Pratiques les plus influentes

Le libre choix des marchés (28%) et la négociation interne sur les prix (25%) représentent une part significative de l'approche de commercialisation. Cela montre une forte volonté des acteurs d'avoir une certaine autonomie et

flexibilité dans les choix des marchés et des prix. Ces pratiques favorisent une approche plus personnalisée et adaptable à la demande et aux opportunités locales.

Prix plancher (11%) indique une volonté de maintenir des prix minimums pour assurer une rentabilité et une protection des producteurs contre la volatilité des prix du marché. Les enquêtes qualitatives confirment que les initiatives de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) mettent en œuvre des pratiques qui visent à renforcer les revenus des producteurs tout en favorisant une consommation locale et équitable. Parmi ces pratiques, les prix planchers jouent un rôle essentiel pour protéger les producteurs contre les fluctuations du marché, en assurant une stabilité économique minimale

« Nous pratiquons le prix plancher pour certains mais plus la négociation interne sur les produits »

Entretien avec le Groupement de femmes maraichers KANAWETANE-GOUREL DJABY

« Les semences sont vendues à un prix plancher fixé pour garantir un revenu minimum aux producteurs »

Entretien avec la FAPAL

Importance de l'économie locale et des circuits courts

- Circuits courts et économie locale (8%) souligne l'importance de vendre directement aux consommateurs locaux, renforçant ainsi l'économie circulaire et les relations directes entre producteurs et consommateurs. Cela favorise la réduction des intermédiaires et soutient les économies locales. Les enquêtes qualitatives confirment que l'adoption des circuits courts, lesquels favorisent une réduction des coûts logistiques et dynamisent la consommation locale. Ce modèle contribue à renforcer l'ancrage des producteurs dans les économies locales. Ces efforts illustrent l'engagement des partenaires ESS en faveur d'une justice économique.

« les femmes achètent et revendent directement aux particuliers et restauratrices »

Entretien avec les Groupement de femmes des quartiers de Dépôt et Madina Coura, Commune de Tamba

« Les bana bana viennent acheter au niveau du jardin »

Entretien avec BENKA OULY Présidente du GIE –Commune Tamba, Quartier DEPOT

- Commerce équitable (7%) est également un pilier important de la stratégie commerciale, visant à garantir une rémunération juste et équitable pour les producteurs.

Inclusion et autonomie

- Inclusion sociale et autonomisation (femmes, jeunes et personnes vulnérables) (2%) et Solidarité (1%) : Bien que les pourcentages soient faibles, cela met en évidence que l'inclusivité et la solidarité restent des éléments à considérer, en particulier pour les communautés vulnérables.

4.3 Existence de mécanismes/pratiques de gouvernance participative au sein des partenaires

Les partenaires évalués mettent en œuvre divers mécanismes de gouvernance participative adaptés à leurs contextes et objectifs, favorisant ainsi l'inclusion des parties prenantes dans les processus décisionnels et le renforcement des dynamiques collectives.

« Ces mécanismes permettent de mieux comprendre les défis des producteurs tout en les impliquant dans les solutions »

Entretien avec la FONGS

Parmi ces mécanismes, on note les réunions et instances de gouvernance communautaire, comme celles mises en place par la FONGS dans le cadre de la minoterie de Kaffrine, avec des bilans mensuels par le gérant, des réunions trimestrielles du comité

technique et des rencontres semestrielles du comité stratégique regroupant producteurs, boulangers et femmes transformatrices. Ces espaces permettent une évaluation participative des résultats et une planification stratégique concertée, renforçant l'appropriation locale des projets.

Par ailleurs, des initiatives telles que les caisses de solidarité (ex. : caisses AVEC) favorisent l'entraide et la cohésion sociale grâce à la mutualisation des ressources et à une redistribution participative des revenus, comme souligné par la FAPAL.

« Les ristournes sont discutées directement avec les producteurs afin de s'assurer que chaque membre soit satisfait du partage et des priorités définies pour la communauté »

Entretien avec la FAPAL

« les décisions sont prises ensemble, et cela améliore la transparence et la confiance des acteurs dans les processus économiques »

Entretien avec ASDES

De plus, les négociations internes sur les prix, pratiquées par des partenaires tels que l'ANPDI et l'ASDES, intègrent producteurs et transformatrices pour garantir transparence et équilibre économique.

Ces mécanismes opèrent à plusieurs niveaux :

- Niveau local : des comités de quartier et groupements de femmes participent activement à la gestion des activités, comme l'illustrent les maraîchers de Kaolack qui ajustent leurs pratiques en fonction des besoins communautaires ;
- Niveau institutionnel : des acteurs comme CARITAS facilitent des collaborations structurantes entre ménages et techniciens, renforçant l'appropriation locale et la pérennité des projets ;

- et à l'échelle des réseaux, des structures comme la FYNW harmonisent les objectifs intercommunaux pour renforcer la cohérence des initiatives et maximiser leur impact.

4.4 Portée des approches en terme social et économique

Les approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS) mises en œuvre par les partenaires étudiés ont une portée significative sur les plans social et économique tout en présentant des marges d'amélioration pour optimiser leur impact.

Sur le plan social, elles renforcent l'ancrage communautaire en valorisant les savoirs locaux, en promouvant la solidarité et en favorisant une gouvernance inclusive. Des initiatives comme les caisses AVEC (FYNW) servent de filets de sécurité communautaire, tandis que des projets comme la minoterie de Kaffrine (FONGS) génèrent des revenus redistribués et créent des emplois locaux. Ces approches, adaptées aux besoins spécifiques des territoires (ASDES), participent à l'autonomisation des communautés et à leur capacité d'action collective.

Sur le plan économique, les pratiques ESS visent à garantir des revenus équitables grâce à des mécanismes comme la fixation de prix planchers (FAPAL) ou les négociations participatives sur les prix (ANPDI, ASDES), qui assurent transparence et rémunérations justes tout en stabilisant les revenus des ménages agricoles. Par ailleurs, la valorisation des produits locaux dans des marchés institutionnels (ASDES) offre des opportunités économiques diversifiées et stables. Ces initiatives régulent les marchés locaux et favorisent l'inclusion des acteurs dans les chaînes de valeur, bien que leur efficacité puisse être entravée par des ressources financières limitées et des marchés inaccessibles. Ainsi, malgré ces avancées, des efforts restent nécessaires pour consolider les chaînes de valeur et renforcer les ressources disponibles, comme le souligne CARITAS, afin de pérenniser les impacts sociaux et économiques et d'harmoniser les démarches entre partenaires.

5 Notion qui elle-même est peu maîtrisée au niveau des territoires(communes ou département)

5.1 Efficacité et pertinence de ces approches d'ESS des partenaires

Les approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS) mises en œuvre par les partenaires se révèlent particulièrement pertinentes en raison de leur alignement avec les priorités sociales, économiques et environnementales des communautés ciblées. Cette pertinence repose sur trois principaux axes : l'adaptation aux besoins locaux, le renforcement des valeurs communautaires et l'intégration dans les politiques publiques :

Adaptation aux besoins locaux

Les pratiques des partenaires démontrent une capacité à répondre aux spécificités des territoires et aux attentes des bénéficiaires. Par exemple, l'ASDES a développé des initiatives qui favorisent l'accès au foncier pour les femmes maraîchères. Ce soutien, qui leur permet de cultiver des parcelles, contribue directement à leur autonomisation économique et à une amélioration tangible de leurs conditions de vie. Ce type d'intervention montre l'importance d'une approche contextualisée, prenant en compte les obstacles structurels auxquels les populations locales, en particulier les femmes, sont confrontées. L'impact social et économique de ces actions peut cependant être limité si les contraintes structurelles (comme l'accès à l'eau ou aux marchés) ne sont pas également adressées.

Renforcement des valeurs communautaires

Les mécanismes de solidarité, tels que les caisses AVEC ou les ristournes, renforcent les liens sociaux et la résilience collective au sein des communautés. Ces outils favorisent la mutualisation des ressources et offrent un filet de sécurité face aux imprévus. La FONGS illustre ce point en soulignant que ces systèmes permettent de satisfaire les besoins immédiats tout en consolidant la cohésion sociale. Toutefois, pour maximiser leur impact, il serait judicieux de compléter ces dispositifs par des formations en gestion financière ou en planification communautaire afin de pérenniser les acquis et d'élargir leur portée.

Intégration dans les politiques publiques

Un des aspects les plus stratégiques de ces approches réside dans leur contribution à l'élaboration ou à la mise en œuvre des politiques publiques locales. Par exemple, CARITAS joue un rôle clé dans la promotion de pratiques telles que la gestion des déchets et la production agroécologique, qui s'intègrent directement dans les priorités institutionnelles. Cet ancrage institutionnel est essentiel pour garantir la durabilité des initiatives et leur alignement avec les stratégies de développement territorial. Cependant, pour éviter que ces approches ne restent marginales, il est indispensable de renforcer le dialogue entre les partenaires ESS et les acteurs publics afin d'institutionnaliser davantage ces pratiques dans les cadres de politiques locales et nationales.

En terme d'efficacité des approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS) mises en œuvre varie en fonction des partenariats et des ressources mobilisées, révélant des résultats significatifs mais aussi des défis en termes de durabilité.

Résultats économiques mesurables

Certaines initiatives ESS ont produit des impacts économiques tangibles, comme le montre le cas des unités de transformation de céréales locales à Kaolack, des jardins maraichers de Ngolothie, du Jardin du quartier Dépôt à Tamba et du secteur l'aviculture à Kaolack.

Ces résultats soulignent l'importance de mécanismes bien structurés pour générer des bénéfices économiques à court et moyen terme, tout en favorisant l'inclusion des différents acteurs locaux.

Participation accrue des acteurs

L'efficacité des approches ESS repose également sur une gouvernance participative. Les mécanismes tels que les négociations sur les prix et les bilans réguliers renforcent l'engagement des acteurs. L'exemple de la FAPAL, avec la redistribution de ristournes, illustre bien cette dynamique. « Les ristournes redistribuées encouragent la participation active des membres et renforcent leur confiance », affirme l'organisation. Ce type de participation, en plus de favoriser la transparence, contribue à une meilleure appropriation des projets par les bénéficiaires.

Limites en termes de durabilité

Cependant, des défis subsistent quant à la pérennité de certaines initiatives. Les contraintes financières représentent un frein majeur pour maintenir les impacts à long terme. CARITAS souligne, par exemple, que « *sans un appui financier plus soutenu, certaines initiatives pourraient ne pas perdurer au-delà du projet* ».

5.2 Synthèse par initiative

Partenaire de mise en œuvre :

ONG :

Initiative évaluée :

ANPDI

HUMUNDI

Transformation et commercialisation du fonio

Dimension de l'évaluation				
Les approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS)	Les pratiques ESS qui sous-tendent la commercialisation des produits	L'efficacité et la pertinence de ces approches d'ESS	La portée de ces approches en termes sociaux	Améliorations à apporter sur ces approches
<ul style="list-style-type: none"> - La structuration en GIE pour gérer les unités de transformation d'anacarde - La négociation des prix en interne pour assurer leur adéquation avec les coûts de production et les réalités du marché local. - Une gouvernance participative impliquant plusieurs parties prenantes dans la prise de décision économique. - L'établissement de prix rémunérateurs qui tiennent compte des charges opérationnelles des producteurs et transformateurs. - Des concertations entre les unités de transformation de la fédération pour harmoniser les pratiques et partager les expériences 	<ul style="list-style-type: none"> - Fixation de prix rémunérateurs pour garantir une juste rétribution des producteurs et des transformateurs. - Large concertation entre les unités de transformation pour ajuster les prix selon les coûts d'achat et de production. - Participation des parties prenantes (producteurs, transformateurs) aux décisions stratégiques liées à la commercialisation. - Prise en compte des réalités locales dans la gestion économique et la distribution des produits. - 	<p>Efficacité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les prix rémunérateurs contribuent à améliorer les conditions de vie des producteurs et transformateurs. - La concertation interne renforce la coordination entre les acteurs et favorise une meilleure gestion des ressources. <p>Limites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les approches restent limitées en termes de diversification des marchés et de compétitivité face à des structures commerciales externes. - Les revenus générés par ces mécanismes peuvent rester insuffisants pour couvrir tous les besoins des parties prenantes. - 	<p>Impacts positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valorisation des activités des producteurs et transformateurs, renforçant leur intégration sociale et économique. - Ancrage social fort grâce à une gouvernance communautaire et participative. - Renforcement des liens communautaires à travers les concertations collectives. <p>Défis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'impact social pourrait être élargi par un accès à des marchés plus lucratifs et une meilleure valorisation des produits transformés. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversifier les débouchés pour les produits transformés, en explorant des marchés régionaux ou internationaux. - Renforcer les infrastructures et les capacités techniques des unités de transformation pour améliorer la productivité et la qualité des produits. - Augmenter la sensibilisation des parties prenantes sur les avantages à long terme des approches ESS. - Encourager l'innovation dans les pratiques commerciales et de transformation pour rester compétitif face aux acteurs extérieurs. - Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact des approches ESS sur le plan économique et social.

Partenaire de mise en œuvre :
ONG :
Initiative évaluée :

ASDES
AUTRE TERRE
Commercialisation de produits de maraichage

Dimension de l'évaluation				
Les approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS)	Les pratiques ESS qui soutiennent la commercialisation des produits	L'efficacité et la pertinence de ces approches d'ESS	La portée de ces approches en termes sociaux	Améliorations à apporter sur ces approches
<ul style="list-style-type: none"> - La gouvernance démocratique : Participation collective à la prise de décisions. - L'ancrage local : Adaptation aux besoins spécifiques des territoires et populations. - La solidarité économique : Mise en place de caisses de solidarité. - La fixation de prix équitables : Référence aux prix du marché tout en garantissant des revenus stables aux producteurs, notamment grâce à des prix planchers et des ristournes. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Fixation des prix : Les prix des semences et autres produits sont établis en tenant compte des coûts des matières premières, des prix du marché et des marges nécessaires pour les producteurs. - Diversité des modes de vente : Commercialisation en gros, en détail, et en vrac selon les besoins du marché. - Valorisation locale : Participation à des foires pour promouvoir des produits innovants et attirer de nouveaux clients. - Accords institutionnels : Fourniture de produits aux marchés institutionnels (prisons, hôpitaux, etc.) et grandes surfaces. 	<ul style="list-style-type: none"> - Efficacité : Les pratiques ESS permettent un meilleur écoulement des produits et assurent une stabilité économique aux producteurs grâce à des prix justes. - Pertinence : Elles favorisent la création d'emplois et l'insertion socio-économique, tout en répondant aux besoins des communautés locales 	<ul style="list-style-type: none"> - Ces initiatives promeuvent des principes d'équité, de coopération et de solidarité. - Elles apportent des avantages sociaux tels que l'amélioration des revenus, l'accès au marché pour les petits producteurs et la visibilité des produits locaux. - Elles contribuent au renforcement du tissu économique local et au développement communautaire. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Inclusion de la dimension genre : Intégrer systématiquement les disparités et discriminations de genre pour renforcer l'impact des actions. - Coordination renforcée avec les acheteurs institutionnels : Structurer davantage les relations pour pérenniser les pratiques actuelles. - Diversification des débouchés : Augmenter les canaux de distribution pour maximiser les revenus des producteurs. -

Partenaire de mise en œuvre :
ONG :
Initiative évaluée :

CARITAS
 AUTRE TERRE
 Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système
 Commercialisation des produits issus des espaces de maraichage dans les centres de tri

Dimension de l'évaluation				
Les approches sous d'Économie Sociale et Solidaire (ESS)	Les pratiques ESS qui sous-tendent la commercialisation des produits	L'efficacité et la pertinence de ces approches d'ESS	La portée de ces approches en termes sociaux	Améliorations à apporter sur ces approches
<ul style="list-style-type: none"> - Les approches d'ESS décrites reposent sur des chaînes de valeur communautaires dans des secteurs comme la gestion des déchets et les activités maraîchères. - Elles impliquent une approche intégrée technique, organisationnelle et financière, en engageant des acteurs communautaires pour répondre à des besoins locaux. - L'accent est mis sur la valorisation des ressources locales (comme le compost) et sur des logiques de mutualisation pour maximiser les retombées au sein des communautés. - 	<p>La commercialisation repose sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le tri et la valorisation des déchets, créant des produits comme le compost à destination des acteurs locaux et externes au système. - La redistribution des revenus générés par ces activités au profit des ménages et membres des communautés. - L'intégration de mécanismes de mutualisation (tontines, groupements) et de diversification économique pour les jeunes. <p>Ces pratiques permettent une participation active des membres de la communauté tout en renforçant les économies locales.</p>	<p>Efficacité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les approches décrites semblent efficaces pour engager les communautés dans des dynamiques économiques tout en répondant à des besoins sociaux et environnementaux locaux. - Les revenus générés sont redistribués au sein des communautés, créant un impact direct et visible. <p>Pertinence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elles répondent aux objectifs de l'ESS en mettant l'accent sur la solidarité, la durabilité et la participation locale. - Les dispositifs sont pertinents pour promouvoir des économies circulaires et inclusives. - 	<p>Socialement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Forte intégration communautaire, avec des dispositifs permettant à des femmes et des hommes d'obtenir un revenu en travaillant pour leur communauté. - Ancrage dans des valeurs de solidarité et de coopération, renforçant les liens sociaux. <p>Économiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les mécanismes de mutualisation permettent de générer et redistribuer des ressources aux membres des communautés, favorisant une meilleure résilience économique locale. - Les activités liées à la valorisation des déchets et à l'agriculture ajoutent une valeur économique tangible. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les chaînes de valeur en consolidant les dispositifs de collecte et en les rendant plus rémunérateurs pour les communautés. - Développer de nouvelles capacités en ESS, notamment autour de la création et de la redistribution des ressources à une échelle élargie. - Explorer des synergies avec d'autres secteurs de l'économie verte pour diversifier davantage les revenus et multiplier les opportunités économiques locales. - Intégrer des innovations technologiques pour optimiser le processus de valorisation et de commercialisation. - Sensibiliser davantage les acteurs communautaires sur la gestion durable des ressources et la gouvernance participative.

Partenaire de mise en œuvre :
ONG :
Initiative évaluée :

FAPAL
HUMUNDI
Commercialisation de semences de niébé

Dimension de l'évaluation				
Les approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS)	Les pratiques ESS qui sous-tendent la commercialisation des produits	L'efficacité et la pertinence de ces approches d'ESS	La portée de ces approches en termes sociaux	Améliorations à apporter sur ces approches
<ul style="list-style-type: none"> - Commerce équitable : Mise en place de prix planchers garantissant un revenu minimum pour les producteurs. - Ristournes : Redistribution des bénéfices en fin de campagne en fonction des ventes réalisées. - Concertation collective : Discussions avec les producteurs sur les prix et les marchés pour assurer une prise de décision participative. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Fixation de prix justes : Vente des semences à des prix permettant une rémunération décente tout en maintenant l'équité entre les producteurs et les acheteurs. - Ancrage équitable : Renforcement des relations stables avec les producteurs grâce à la mise en œuvre d'accords avantageux et transparents. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Efficacité : Ces pratiques assurent une stabilité économique et renforcent l'ancrage social en fournissant un revenu régulier et prévisible aux producteurs. - Pertinence : Elles répondent aux besoins fondamentaux des producteurs tout en promouvant des valeurs de solidarité et d'équité 	<ul style="list-style-type: none"> - Portée sociale : Ces initiatives favorisent l'intégration sociale des producteurs en consolidant leur sentiment d'appartenance à une communauté économique solidaire. - Portée économique : Elles garantissent des prix rémunérateurs et permettent une meilleure planification des activités des producteurs. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination institutionnelle : Renforcer les relations avec les acheteurs institutionnels pour une durabilité accrue des pratiques. - Mobilisation des ressources : Identifier des ressources supplémentaires pour étendre l'impact des initiatives actuelles. - Diversification des débouchés : Explorer de nouveaux marchés pour maximiser la visibilité et la rentabilité des produits. -

Partenaire de mise en œuvre :
ONG :
Initiative évaluée :

FONGS
HUMUNDI
Transformation des céréales locale

Dimension de l'évaluation				
Les approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS)	Les pratiques ESS qui soutiennent la commercialisation des produits	L'efficacité et la pertinence de ces approches d'ESS	La portée de ces approches en termes sociaux	Améliorations à apporter sur ces approches
<ul style="list-style-type: none"> - La promotion d'unités économiques : renforcement des liens entre le développement économique local et la création d'activités génératrices de revenus. - Le financement solidaire : mise en place de mécanismes territorialisés pour soutenir les initiatives locales. - Le respect des normes socio-culturelles : flexibilité et adaptation aux pratiques des terroirs pour garantir l'ancrage social des interventions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Prix plancher garantissant une rémunération minimale pour les producteurs. - Ristournes aux producteurs après la vente des produits, assurant une répartition équitable des revenus. - Participation des producteurs dans les choix stratégiques, comme la sélection des marchés et l'organisation de la commercialisation. - Négociation interne sur les prix pour une régulation équitable des échanges et une mise en relation des producteurs avec des opérateurs de marchés. 	<p>Efficacité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les approches facilitent les dialogues et les échanges entre acteurs (producteurs, transformateurs, boulangers, etc.), renforçant ainsi les collaborations. - Elles stimulent les initiatives individuelles et collectives, promouvant l'implication des communautés dans leur propre développement. <p>Pertinence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ces approches répondent aux besoins locaux en adaptant les mécanismes aux réalités socio-culturelles. - Elles encouragent la création d'emplois locaux, avec des revenus redistribués dans les communautés, et renforcent la gouvernance participative à travers des instances de gestion. 	<p>Socialement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ces approches renforcent l'identification communautaire, les valeurs de solidarité, et l'ancrage social des acteurs impliqués. - Elles valorisent les savoirs endogènes et encouragent l'autonomisation progressive des membres. <p>Économiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elles garantissent une meilleure rémunération des producteurs grâce aux prix plancher et aux ristournes. - Les mécanismes régulent les marchés en favorisant une répartition équitable des bénéfices et en réduisant les asymétries entre les acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> - Compréhension des enjeux : Sensibiliser davantage les acteurs sur les impacts à long terme des initiatives ESS. - Harmonisation des démarches et outils : Assurer une standardisation des pratiques et un meilleur alignement des mécanismes de gouvernance. - Renforcement des capacités : Former les acteurs sur des aspects tels que la gestion des ressources, la négociation commerciale, et la gouvernance. - Diversification des opportunités économiques : Encourager l'intégration d'autres activités économiques complémentaires (par exemple, valorisation des co-produits). - Optimisation des structures de gouvernance : Évaluer régulièrement les performances des instances communautaires et ajuster leurs mandats pour plus d'efficacité.

Partenaire de mise en œuvre :

ONG :

Thématiques /intervention/dynamiques post-productives évaluées :

FYNW

HUNUNDI

Transformation et commercialisation du fonio

Dimension de l'évaluation				
Les approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS)	Les pratiques ESS qui sous-tendent la commercialisation des produits	L'efficacité et la pertinence de ces approches d'ESS	La portée de ces approches en termes sociaux	Améliorations à apporter sur ces approches
<ul style="list-style-type: none"> - Les groupements d'intérêt économique (GIE) - Les pratiques de solidarité financière à travers des caisses AVEC. - La transformation locale de produits agricoles (exemple : fonio) impliquant les productrices elles-mêmes dans les différentes étapes de la chaîne de valeur. - L'achat de production à des prix rémunérateurs pour les productrices (500 FCFA/kg contre 300 FCFA pour les intermédiaires classiques). - La gouvernance participative où les productrices sont intégrées dans les décisions liées à la production et à la commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un prix plancher (rémunérateur) pour sécuriser les revenus des productrices. - Ristournes éventuelles aux productrices après la vente. - Participation des productrices aux choix des marchés et à l'organisation de la commercialisation. - Négociation interne sur les prix pour garantir l'équité. - Transformation locale pour ajouter de la valeur aux produits avant la vente, créant ainsi des opportunités d'emploi et renforçant la capacité économique des femmes. 	<p><u>Efficacité</u> :</p> <p>Les approches permettent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les revenus des productrices via un prix rémunérateur. - Structurer les producteurs en fédérations et groupements, facilitant l'accès aux marchés organisés. - Réinvestir les recettes dans la production pour garantir une continuité. <p><u>Limites</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Malgré les prix rémunérateurs, les gains pour les productrices restent modestes à cause de marchés saturés ou mal régulés. - Les producteurs ne bénéficient pas pleinement des avantages économiques en raison de difficultés structurelles. 	<p>Les approches favorisent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'autonomisation des femmes en leur offrant des rôles actifs dans la production, la transformation et la commercialisation. - Le renforcement des liens communautaires à travers la gouvernance participative et les structures de solidarité. - Une meilleure valorisation des semences paysannes, préservant ainsi les savoir-faire locaux. <p>Cependant, des inégalités persistent, notamment dans la répartition des bénéfices</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la régulation des marchés pour éviter que les gains des producteurs soient captés par des intermédiaires. - Renforcer les mécanismes de distribution pour accéder à des marchés plus larges et plus rémunérateurs. - Investir dans des formations techniques pour optimiser la transformation et la qualité des produits. - Créer des systèmes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact des approches ESS et identifier les points à améliorer. - Diversifier les activités économiques au sein des fédérations pour réduire la dépendance à un seul produit.

Partenaire de mise en œuvre :

ONG :

Initiative évaluée :

Mairie de Tambacounda

Autre Terre

Maraichage, Valorisation des déchets, Aviculture, Transformation de déchets verts via les comités de quartiers

Dimension de l'évaluation				
Les approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS)	Les pratiques ESS qui sous-tendent la commercialisation des produits	L'efficacité et la pertinence de ces approches d'ESS	La portée de ces approches en termes sociaux	Améliorations à apporter sur ces approches
<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernance participative : Implication des acteurs locaux dans la prise de décisions. - Valorisation locale : Vente directe ou via des revendeuses des marchés locaux. - Solidarité économique : Relations de confiance et partage équitable des bénéfices. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Fixation des prix : Les prix sont négociés avec les revendeuses dans les marchés pour garantir l'équité et la stabilité. - Organisation de la commercialisation : - Prospection de marchés et échanges directs avec les revendeuses. - Vente au bord des champs, permettant une participation directe des acteurs. - Partage de la valeur ajoutée : Établissement de relations de confiance entre les producteurs et les acteurs du marché. - Prix planchers : Mise en œuvre pour certains produits afin d'assurer un revenu minimum, avec des négociations internes sur les prix pour d'autres. - 	<p><u>Efficacité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ces pratiques facilitent l'écoulement des produits grâce à une organisation bien structurée. - Elles établissent une relation de confiance durable entre les différents acteurs, favorisant une stabilité économique. <p><u>Pertinence :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ces initiatives répondent aux besoins spécifiques des producteurs et des revendeuses, tout en favorisant un partage équitable des revenus. - Elles soutiennent les valeurs d'équité et d'inclusion propres à l'ESS 	<ul style="list-style-type: none"> - Elles renforcent la cohésion sociale à travers une implication active des communautés. - Elles améliorent les conditions de vie des producteurs et revendeuses en leur offrant des opportunités économiques stables. - Elles encouragent une gestion collaborative et solidaire des ressources. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification des débouchés : Développer de nouveaux canaux de distribution pour atteindre d'autres marchés. - Systématisation des prix planchers : Étendre leur application pour protéger davantage les producteurs. - Renforcement des capacités : Former les acteurs sur les pratiques de négociation et la gestion commerciale.

IV. LES CONCLUSIONS DE L'ÉVALUATION

1. Thème évaluative 1 : Analyse globale des dynamiques post productives

Même si elles trainent quelques écueils, certaines dynamiques post-productives et commerciales connaissent une croissance lente mais progressive (maraichage, unités de transformation de céréales locales, magasin de commercialisation de semences de niébé, unités de transformation d'anacarde, aviculture) pendant que d'autres peinent à sortir de leur léthargie et même parfois sont en arrêt d'activité (Unité de transformation de fonio, minoterie de Kaffrine, CVET de Kahone, CVET Gandiaye, Keur Madiabel) alors que le centre de tri Tamba ne fait que démarrer mais a besoin de mieux se structurer.

Malgré toutes les ressources techniques, humaines et financières déployées, les dynamiques accompagnées par le Programme DGD restent encore fragiles. Le contexte global de période post-Covid19 qui avaient lamé les efforts des entreprises et la mise en veille des investissements, les crises socio-politiques qui en ont suivi, les contreperformances économiques et agricoles particulièrement, les politiques de renflouement des entreprises ratées, l'inflation non maîtrisée, la basculement d'une forte proportion de classes moyennes vers la fragilité monétaire et ses différentes manifestations aussi bien milieu urbain que rural, sont autant de facteurs qui peuvent expliquer les perceptions et/ou vécus des membres des organisations et unités économiques des responsables qui pilotent les dynamiques.

Le nombre de familles et personnes touchées dépassent de loin celles qui sont impliquées directement dans les dynamiques post-productives et commerciales. En témoigne le nombre de ménages qui bénéficient du ramassage des ordures. En cumulant les 4 villes il atteint près de 4500 ménages, c'est-à-dire au minimum 31 500 personnes. Il en est de même des clients des différents produits vendus par les unités économiques. Toutefois même ces nombres significatifs il n'en demeure pas moins qu'ils ne couvrent pas les membres des organisations ou les clients potentiels des unités économiques.

2. Thème évaluative 2 : Analyse détaillée des dynamiques post-productives et commerciales durables

La pertinence de l'expertise mobilisée (interne ou externe) n'est plus à démontrer. Mais la plupart des formations ne s'adressent qu'aux responsables des unités productives ou des organisations qui les accompagnent, la démultiplication n'est pas toujours assurée au niveau des membres. Il est impératif de trouver les passerelles nécessaires pour chaque membre d'unité productive et organisation ressentent les effets du programme en matière de revenus, de capacité renforcée et d'un plus grand accès aux opportunités.

Les pratiques de gestion et de gouvernance mise en place et les différents outils qui les accompagnent militent pour une plus grande responsabilité des organisations, unités économiques et leurs membres. Il n'en demeure pas moyen que le programme doit appuyer davantage leur évolution vers une gestion, une planification et une gouvernance beaucoup plus professionnelles.

L'accès aux marchés demeure un défi réel des unités productives. La professionnalisation des organisations en un autre. En revanche, des préalables doivent être travaillés et stabilisés : à titre d'exemples, la formalisation, les autorisations de commercialisation, (FRA), la gestion de la qualité, la régularité de la production, le traitement des personnels avec l'orientation progressive vers des salaires plus décentes (au moins le Salaire minimum garantie), etc. En outre, il est nécessaire d'impulser la labélisation des produits agroécologiques et travailler à leur différenciation par rapport aux produits issus de l'agriculture classique pour la fixation de prix plus justes, plus équitables et plus rémunérateurs.

Par ailleurs toutes les dynamiques et organisations porteuses trouvent un intérêt à la protection, la préservation, la régénération de l'environnement, à l'économie verte et/ou circulaire dans les pratiques, équipements, type d'énergies utilisées et recyclage/valorisation de matières. La durabilité de leurs activités y dépend.

La cherté du coût de revient du crédit (TEG), l'inadaptation des produits proposés aux réalités socio-économiques des organisations et unités productives méritent une grande réflexion de la part du système financier. Les efforts fournis de part et d'autre ne donnent pas des résultats satisfaisants. Il faut réinventer le modèle pour une économie à plus de 90% assise sur socio-culture de l'informel et la méfiance aux institutions.

Malgré l'importance des dispositifs, mécanismes et stratégies mis en place et en grande partie en faveur des femmes il n'en demeure pas moins que leur autonomie reste encore à construire.

3. Thème évaluative 3 : Analyse globale du soutien du programme Feed Good à ces dynamiques

3.1. Contribution au renforcement des services et dynamiques de stockage, de transformation et de commercialisation des produits

Le programme Feed Good a démontré un impact significatif dans le renforcement des services liés au stockage, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles, mais des défis subsistent.

La construction de hangars de stockage pour des produits comme le niébé a marqué une avancée majeure, en réduisant les pertes post-récolte et en améliorant la qualité et la disponibilité des produits pour les marchés.

De même, le soutien à des unités de transformation pour le fonio et l'anacarde a permis d'ajouter de la valeur aux produits, diversifiant ainsi les revenus des producteurs. Toutefois, ces initiatives restent limitées par des capacités de production insuffisantes face à la demande croissante.

Par ailleurs, le volet commercialisation demeure une faiblesse notable, avec un manque d'appui structuré pour garantir l'accès compétitif aux marchés ; ce qui peut entraver l'expansion économique des bénéficiaires.

3.2. Apports matériels et non matériels du programme

Le programme Feed Good a apporté des contributions matérielles et non matérielles significatives pour renforcer les capacités des bénéficiaires dans les secteurs agricole et artisanal. Les apports matériels incluent des équipements modernes comme les machines de tri, les unités de transformation, les hangars de stockage, ainsi que du matériel agricole et roulant. Ces infrastructures et équipements ont permis d'améliorer la productivité, de réduire les pertes post-récolte et de valoriser les produits, augmentant ainsi les revenus des producteurs. Toutefois, des besoins subsistent, notamment pour étendre la capacité des infrastructures afin de répondre à une demande croissante.

Sur le plan non matériel, le programme a mis en œuvre des formations stratégiques, notamment en compostage, en stratégies commerciales, en entrepreneuriat et en agroécologie. Ces initiatives ont permis d'améliorer les compétences des bénéficiaires, en favorisant des pratiques durables et une meilleure compétitivité sur les marchés. Cependant, des lacunes subsistent dans le suivi post-formation, l'adéquation des formations aux spécificités sectorielles et l'intégration de modules essentiels comme la gestion financière. Aussi, la pertinence de ces formations est perçue comme inégale par certains participants.

3.3. Portée et limites des apports

Le programme a permis des avancées significatives, notamment dans la transition agroécologique et le renforcement des filières comme le maraîchage et le fonio, où des pratiques durables et des partenariats locaux ont contribué à une amélioration des revenus et de la résilience communautaire.

Cependant, des défis persistent, notamment un accès limité au financement, un manque de coordination entre les acteurs et une couverture inégale des besoins, laissant certaines filières comme l'aviculture et la transformation de céréales locales en marge des bénéficiaires. Malgré ces limites, l'approche intégrée du programme témoigne d'un fort potentiel pour transformer les systèmes alimentaires locaux si ces obstacles sont mieux adressés

3.4. Perspectives de viabilité et durabilité des dynamiques économiques pour envisager leur soutien dans un prochain programme

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme, une progression notable des dynamiques économiques soutenues a été notée avec des impacts marqués sur la viabilité économique, sociale et environnementale.

Les filières agricoles et de transformation, notamment le maraîchage, le fonio et l'anacarde, se distinguent par une augmentation des revenus, une création d'emplois et une adoption de pratiques respectueuses de l'environnement. En parallèle, l'amélioration des conditions de vie, le renforcement de la sécurité alimentaire et la sensibilisation environnementale reflètent les avancées vers une durabilité globale des activités.

Cependant, certaines filières comme le commerce de produits alimentaires et la collecte de déchets affichent des résultats limités, traduisant des écarts dans l'impact du programme. Cette analyse met en lumière la synergie entre les dimensions économique, sociale et environnementale, tout en soulignant l'importance des dynamiques performantes comme moteurs de transformation au sein des communautés.

3.5. Améliorations pour le programme en cours

Les filières comme le maraîchage et la production de fonio, se distinguent par leur contribution significative à l'économie locale et à la sécurité alimentaire, mais nécessitent des investissements accrus en infrastructures et en accès au financement.

Les filières telles que la transformation des céréales locales et de l'anacarde, affichent un potentiel notable pour la création de valeur ajoutée et l'amélioration des capacités organisationnelles.

La filière niébé présente des besoins spécifiques qui s'articulent principalement autour de l'accès au financement, soulignant l'importance de mécanismes financiers adaptés pour stimuler son développement. Toutefois, la demande pour d'autres axes (les investissements, l'extension des dynamiques ou le renforcement organisationnel) reste modérée.

En revanche, les filières comme la collecte et la valorisation des déchets ainsi que la production agricole de mil et maïs, restent sous-représentées dans les besoins d'amélioration, traduisant un déséquilibre dans le soutien accordé. Ces constats soulignent l'impact différencié des actions du programme et la diversité des attentes exprimées par les bénéficiaires, tout en mettant en évidence les filières porteuses qui jouent un rôle central dans la dynamisation des économies locales.

3.6. Intégration des dynamiques dans la gouvernance territoriale et plus spécifiquement dans des dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale

Les conclusions tirées de l'analyse des dynamiques de gouvernance territoriale et alimentaire révèlent un certain nombre d'éléments clés. D'une part, des espaces de concertation et de dialogue multi-acteurs ont été créés, notamment au niveau local, favorisant l'inclusion des parties prenantes dans la promotion de la production et de la consommation de produits locaux.

Toutefois, l'efficacité de ces initiatives reste inégale, influencée par des facteurs tels que la disponibilité des ressources financières et les capacités des acteurs locaux à mener des actions concrètes. Les collectivités locales, bien que facilitant l'accès aux ressources et parfois aux financements, se trouvent limitées par un manque de moyens, ce qui affecte leur impact dans la gouvernance alimentaire territoriale. De plus, bien que les initiatives économiques locales telles que le maraîchage et la transformation soient intégrées dans des dynamiques territoriales, leur durabilité est étroitement liée au soutien institutionnel et financier, et la compréhension des systèmes alimentaires durables reste insuffisante. Les divergences d'intérêts entre acteurs et l'absence d'une coordination optimale entre eux entravent l'efficacité des initiatives.

En somme, bien que des efforts notables aient été fournis, des défis persistent, notamment dans l'alignement des actions des acteurs sur les objectifs de la gouvernance alimentaire territoriale qui est encore une notion peu maîtrisée au niveau des territoires (communes ou département)

3.7. L'implication des acteurs cibles dans les espaces ou dynamiques locales

L'implication des acteurs cibles dans les dynamiques locales liées aux Systèmes Alimentaires Durables (SAD) révèlent une participation variée et contextuelle, marquée par des différences notables selon les groupes, les territoires et les niveaux d'organisation.

Les cadres formels, tels que les assemblées générales et comités de quartier, offrent une organisation structurée, mais parfois au détriment de la participation active des membres extérieurs aux structures dirigeantes. D'autre part, les cadres informels, comme les échanges dans les marchés locaux, permettent une participation plus directe et inclusive, jouant un rôle essentiel dans la sensibilisation du public aux enjeux des SAD.

Cependant, l'utilisation limitée d'outils de diagnostic formels, tels que les cartographies participatives ou les enquêtes structurées, montre une certaine faiblesse dans l'analyse des dynamiques locales, les acteurs locaux privilégiant souvent des méthodes empiriques qui, bien qu'efficaces pour recueillir des retours immédiats, manquent de rigueur pour évaluer la complexité des SAD. Par ailleurs, des thématiques comme l'environnement, la promotion des produits locaux et le compostage dominent les initiatives locales, avec un impact visible principalement à l'échelle communautaire, parfois régional, et dans quelques cas, international.

Ces dynamiques, bien que prometteuses, restent limitées par un manque d'ancrage dans des stratégies territoriales plus larges, ce qui pourrait freiner une expansion plus significative des SAD.

4. Thème évaluative 4 : Evaluation des approches ESS

4.1 Approches d'Économie Sociale et Solidaire des partenaires

Les approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS) des partenaires révèlent une forte sensibilité à l'importance des valeurs économiques, avec une majorité des répondants (65 %) se reconnaissant dans des valeurs économiques liées à leur activité. Parmi ceux-ci, une grande majorité (77 %) privilégie le

prix comme valeur principale, mettant l'accent sur la valorisation monétaire immédiate des produits et services, tandis qu'une minorité (10 %) se concentre sur la rémunération, soulignant des préoccupations liées à la justice économique et aux revenus.

Les enquêtes qualitatives montrent que les partenaires intègrent des valeurs de solidarité, de justice sociale et de respect des pratiques socioculturelles locales dans leurs initiatives, avec des dispositifs comme les caisses AVEC et les tontines qui renforcent la coopération et l'entraide. Ces dispositifs communautaires, bien qu'efficaces pour répondre aux besoins économiques immédiats, souffrent néanmoins de leur caractère informel, limitant leur accès aux marchés institutionnels et entravant leur pérennité.

Enfin, l'adaptation des pratiques aux spécificités socioculturelles locales confère une pertinence accrue aux initiatives ESS, favorisant la mobilisation communautaire et une redistribution équitable des revenus, tout en stimulant les économies locales.

4.2 Pratiques ESS qui sous-tendent la commercialisation des produits

Les pratiques ESS appliquées à la commercialisation des produits révèlent une forte volonté d'autonomie et de flexibilité de la part des acteurs, notamment à travers des pratiques telles que le libre choix des marchés (28 %) et la négociation interne des prix (25 %). Ces pratiques permettent aux producteurs d'adapter leurs stratégies commerciales en fonction des opportunités locales, tout en maintenant une certaine stabilité économique grâce à l'instauration de prix planchers (11 %), qui protègent contre la volatilité des prix du marché.

L'importance des circuits courts et de l'économie locale (8 %) est également mise en évidence, avec une volonté de réduire les intermédiaires et de dynamiser la consommation locale, renforçant ainsi l'ancrage des producteurs dans les économies locales. Bien que des pratiques comme le commerce équitable (7 %) et l'inclusion sociale (2 %) soient également présentes, elles demeurent secondaires en termes de fréquence d'application, mais restent néanmoins essentielles pour garantir une rémunération juste et soutenir les communautés vulnérables.

En revanche, des pratiques telles que les ristournes (2 %) apparaissent comme moins courantes, bien qu'elles jouent un rôle dans l'augmentation des revenus des producteurs et dans leur motivation à s'engager dans des initiatives ESS. Ces pratiques illustrent un modèle économique visant à allier rentabilité et équité, tout en soutenant l'autonomie et la solidarité au sein des communautés locales.

4.3 Existence de mécanismes/pratiques de gouvernance participative au sein des partenaires

Les mécanismes de gouvernance participative au sein des partenaires révèlent une forte implication des parties prenantes dans les processus décisionnels, favorisant ainsi l'inclusion et le renforcement des dynamiques collectives. Des mécanismes tels que les réunions de gouvernance communautaire permettent une évaluation participative des projets et une planification concertée, ce qui renforce l'appropriation locale des initiatives. Les caisses de solidarité, telles que les AVEC, illustrent également cette dynamique de coopération et de redistribution des ressources, favorisant l'entraide sociale et la cohésion communautaire. Par ailleurs, des pratiques comme la négociation interne des prix garantissent la transparence et l'équilibre économique entre producteurs et transformatrices.

Ces mécanismes sont mis en œuvre à différents niveaux : local (avec la participation des comités de quartier et des groupements de femmes) ; institutionnel (avec des collaborations entre ménages et techniciens facilitées par des acteurs comme CARITAS) ; et intercommunal (grâce à des structures comme la FYNW qui harmonisent les objectifs pour renforcer l'impact des initiatives).

Ces pratiques soulignent une approche de gouvernance qui repose sur la concertation, la transparence et la coopération à tous les niveaux, favorisant une gestion partagée et une pérennité des projets.

4.4 Portée des approches en terme social et économique

Les approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS) révèlent une portée significative tant sur le plan social qu'économique, bien que des marges d'amélioration subsistent pour maximiser leur impact.

Sur le plan social, ces approches renforcent l'ancrage communautaire en valorisant les savoirs locaux et en promouvant la solidarité et une gouvernance inclusive. Des initiatives telles que les caisses AVEC et la minoterie de Kaffrine contribuent à l'autonomisation des communautés, créant des emplois locaux et redistribuant les revenus de manière équitable. Ces projets, adaptés aux besoins spécifiques des territoires, participent activement à la capacité d'action collective des communautés.

D'un point de vue économique, les pratiques ESS garantissent des revenus équitables grâce à des mécanismes tels que la fixation de prix planchers et les négociations participatives sur les prix, assurant une rémunération juste et une certaine stabilité pour les producteurs. De plus, la valorisation des produits locaux offre des opportunités économiques durables et diversifiées.

Cependant, l'efficacité de ces initiatives peut être entravée par des ressources financières limitées et un accès restreint aux marchés institutionnels, ce qui souligne la nécessité de renforcer les chaînes de valeur et d'augmenter les ressources disponibles pour pérenniser les impacts sociaux et économiques, comme le recommande CARITAS. Ces éléments illustrent un modèle ESS efficace mais nécessitant des efforts continus pour consolider les structures de soutien et garantir une harmonisation des démarches entre partenaires

4.5 Efficacité et pertinence de ces approches d'ESS des partenaires

Les approches d'Économie Sociale et Solidaire (ESS) mises en œuvre par les partenaires sont efficaces et pertinentes, en particulier grâce à leur adaptation aux besoins locaux, leur renforcement des valeurs communautaires et leur intégration dans les politiques publiques.

Ces initiatives, comme celles de l'ASDES pour l'accès au foncier ou les caisses AVEC, favorisent l'autonomisation des populations et la solidarité locale. Cependant, leur impact peut être limité par des contraintes structurelles, comme l'accès à l'eau ou aux marchés. L'intégration des approches ESS dans les politiques publiques, notamment via des actions comme celles de CARITAS en matière de gestion des déchets, renforce leur durabilité, mais nécessite un meilleur dialogue entre acteurs ESS et institutions.

Les résultats économiques, tels que ceux observés avec les unités de transformation de céréales locales à Kaolack, les jardins maraichers de Ngolothie, le Jardin du quartier Dépôt à Tamba et le secteur l'aviculture à Kaolack, montrent que ces pratiques peuvent générer des bénéfices à court et moyen terme. De plus, les mécanismes participatifs augmentent l'engagement des acteurs locaux, comme le démontre la redistribution des ristournes par la FAPAL.

Toutefois, la durabilité des initiatives reste un défi majeur, principalement en raison des limitations financières. Un soutien financier plus soutenu est essentiel pour garantir la pérennité des actions.

V. LES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION

1. Thème évaluative 1 et 2 : Analyse globale et détaillée des dynamiques post productives

Partenaire de mise en œuvre : ANPDI
ONG : HUMUNDI
Initiative évaluée : Transformation et commercialisation de l'anacarde

Recommandations	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Accompagner les GIE anacarde a la professionnalisation	ANPDI et ONG HUMUNDI	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des acteurs à la maîtrise des procédés de fabrication aux normes internationales • Réaliser un business plan sur 3 à 5 ans • Elaborer une stratégie marketing suivi de plan d'action

Partenaire de mise en œuvre : ASDES
ONG : AUTRE TERRE
Initiative évaluée : Commercialisation de produits de maraichage

Recommandation opérationnelle	Responsable de la mise en œuvre	Ordre de priorité	Mode opératoire
Reprendre la clôture dégradée du jardin pour sauvegarder les acquis	ASDES en collaboration avec Autre Terre	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluer les couts • Trouver des financements a • Clôturer le jardin.
Finaliser le fonçage du puits creuse dans le cadre du projet	ASDES et Autre Terre.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Négocier avec les groupements un cofinancement • Réaliser le fonçage jusqu'à 15 m de profondeur prévu
Equiper le puits d'un mini-système solaire	ASDES, autorités locales et partenaires.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Former des personnes chargées de la maintenance du système solaire

Partenaire de mise en œuvre : CARITAS
ONG : AUTRE TERRE
Initiative évaluée : Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système Commercialisation des produits issus des espaces de maraichage dans les centres de tri

Recommandation opérationnelle	Responsable de la mise en œuvre	Ordre de priorité	Mode opératoire
Appuyer les différents maires dans la stabilisation des modèles économiques en cours d'élaboration	CARITAS en collaboration avec Autre Terre	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser un atelier de réflexion d'une demi-journée avec les 3 maires (Kahone, Gandiaye, Keur Madiabel) sur les orientations des modèles économiques • Confier l'étude a un expert • Restituer les résultats • Planifier l'exécution • Mettre en œuvre le modèle dans les communes • Mettre en place un système de monitoring
Elaborer un document stratégique pour la transformation des déchets plastiques	CARITAS en collaboration avec Autre Terre Secteur prive	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser une étude de montage d'une usine de production de produits dérivés du plastic (pavés, de mobilier de jardins publics, de salon, d'objets de décoration entre autres) • Trouver les partenaires • Monter le financement • Réaliser l'usine • Démarrer la production
Identifier les contraintes du maraichage a Maka NDIAYE	CARITAS en collaboration avec Autre Terre	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser les TDR de l'étude portant sur le sol et l'eau du CVET de Kahone • Réaliser l'étude • Restituer des résultats • Mettre en couvre les conclusions
Systématiser l'arboriculture à grande échelle dans tous les CVET	CARITAS en collaboration avec Autre Terre Communes	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Production de pépinières • Plantations • Entretien et suivi
Protéger les poteaux d'aération dans les casiers aménagés pour recevoir le refus de tri au niveau des CVET	CARITAS en collaboration avec Autre Terre Communes	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les poteaux ensevelis et faire l'état des lieux • Elaborer TDR • Sélectionner un expert • Mettre en œuvre le système de protection • Suivi

Partenaire de mise en œuvre : FAPAL
ONG : HUMUNDI

Initiative évaluée :

Commercialisation de semences de niébé

Recommandation s	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Entreprendre des démarches auprès du Ministère de l'agriculture pour la signature d'un protocole d'accord avec le magasin de semences de niébé dans la constitution du capital semencier (semences paysannes) du Sénégal	FAPAL HUMUNDI	Moyenne	Rencontrer le Ministre de l'agriculture Signer des protocoles d'accord de fourniture d'intrants a l'Etat du Sénégal Constituer des stocks de qualité Négocier des prix gagnant-gagnant

Partenaire de mise en œuvre :

FONGS

ONG :

HUMUNDI

Initiative évaluée :

Transformation des céréales locales - farines

Recommandations	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Trouver de nouveaux débouchés	FONGS HUMUNDI	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser une étude stratégie marketing • Mettre en œuvre la stratégie • Identifier de nouveaux marchés • Prospector et signer des contrats d'approvisionnement
Nouer un partenariat avec la Fédération des boulangers sur Sénégal	FONGS HUMUNDI MINISTERE DU COMMERCE MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOVERAINE ALIMENTAIRE	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Définir les mécanismes de collaboration • Signature des protocoles • Mise en œuvre des protocoles

Partenaire de mise en œuvre : FYNW

ONG : HUNUNDI

Initiative évaluée : Transformation et commercialisation du fonio

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Séparer l'UT fonio d'avec la Fédération pour la réalisation de son autonomie institutionnelle, administrative, technique et financière	FONGS et HUMUNDI	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none">• Identifier un repreneur intéressé• Elaborer le cahier de charges• Signer un contrat avec le repreneur• Déléguer la gestion
Réaliser une mission de benchmark Kédougou pour apprendre de leur réussite	FONGS et HUMUNDI.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none">• Planifier une mission sur Kédougou• Réaliser la mission• Partage des enseignements• Mettre en application les enseignements
Accompagner la productivité du fonio	FONGS et HUMUNDI.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none">• Identifier les variétés de 2 tonnes à l'ha (voir Benin, Mali, Guinée)• Tester ces variétés au Sénégal• Mettre en place un champ témoins• Vulgariser les résultats

Partenaire de mise en œuvre : Mairie de Tambacounda
ONG : Autre Terre
Initiative évaluée : Maraichage, Valorisation des déchets, Aviculture, Transformation de déchets verts via les comités de quartiers

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Réaliser un modèle économique pour le centre de tri	Mairie Tamba Autre Terre	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les TDR • Recruter un consultant • Restituer l'étude • Définir un plan de réalisation • Mettre en œuvre
Confier la gestion des poulaillers aux femmes maraichers	Mairie Tamba Autre Terre	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier le financement • Définir des critères partagés • Lancer un appel à candidature • Sélectionner les gestionnaires • Elaborer un cahier de charge et signer le contrat • Former les gérantes • Mise à disposition du financement de départ • Faire le suivi des activités
Créer un business rentable sur le compost	Mairie Tamba Autre Terre	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identification du marché • Construire une compostière de grande taille (capacité 80 à 100 tonnes) par cycle de production • Production de compost • Commercialisation
Installer un système de drainage des eaux de pluie sur le lit du marigot Mamacounda pour éviter les inondations aux jardins maraichers aménagés	Mairie Tamba Autre Terre	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Trouver le financement • Identifier l'expert • Réaliser l'ouvrage • Faire de suivi
Mobiliser des mécènes, des sociétés civiles locales pour le financement communautaire CDQ et SOGEO .	Mairie Tamba Caritas (3 autres Maires)	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier des partenaires communautaires • Organiser un atelier des partenaires communautaires • Partager les conclusions • Mettre en œuvre les conclusions

2. Thème évaluative 3 : Analyse globale du soutien du programme Feed Good à ces dynamiques

2.1. Transformation et commercialisation de l'anacarde

Partenaire de mise en œuvre : ANPDI
ONG : HUMUNDI
Initiative évaluée : Transformation et commercialisation du fonio

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Renforcer les financements pour augmenter les appuis financiers aux unités de transformation.	ANPDI en collaboration avec les partenaires financiers (ex : ADIF).	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les besoins financiers exacts des unités via un diagnostic. • Élaborer un plan de financement détaillé. • Organiser des rencontres avec des potentielles sources de financement (ADIF, DER/FJ, FADSR, FNPEF, FNCF, etc.). • Soumettre des propositions de financement aux partenaires ciblés.
Offrir des formations en gestion administrative et comptable pour améliorer la transparence et l'efficacité des unités.	ANPDI et ONG HUMUNDI.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un audit des besoins en compétences des unités. • Élaborer des modules de formation adaptés. • Planifier des sessions de formation • Évaluer les compétences acquises
Encourager la création d'espaces de dialogue multi-acteurs pour aligner les activités sur des stratégies territoriales globales.	ANPDI, autorités locales et ONG HUMUNDI.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les parties prenantes clés au niveau local (autorités, ONG, GIE). • Mettre en place des ateliers participatifs pour échanger sur les enjeux locaux. • Formaliser les espaces de dialogue à travers des accords de collaboration • Planifier des réunions régulières avec un ordre du jour clair et des actions suivies.
Intégrer les unités de transformation dans des dynamiques structurées de gouvernance alimentaire territoriale.	ANPDI, autorités locales et institutions spécialisées.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Répertorier les structures de gouvernance alimentaire existantes. • Sensibiliser les unités à l'importance de leur participation. • Faciliter leur adhésion à ces structures via des appuis logistiques ou institutionnels. • Suivre l'engagement des unités dans les activités de ces structures.
Développer des mécanismes structurés pour renforcer la collaboration avec des structures de gouvernance alimentaire.	ANPDI et partenaires stratégiques.	Priorité faible	<ul style="list-style-type: none"> • Analyser les mécanismes de collaboration déjà utilisés par d'autres structures similaires. • Concevoir un cadre de collaboration clair (ex : protocoles, calendrier). • Tester le mécanisme via un projet pilote. • Ajuster et généraliser les mécanismes basés sur les retours des parties prenantes.

2.2. Commercialisation de produits de maraichage

Partenaire de mise en œuvre : ASDES
ONG : AUTRE TERRE
Initiative évaluée : Commercialisation de produits de maraichage

Recommandation opérationnelle	Responsable de la mise en œuvre	Ordre de priorité	Mode opératoire
Compléter les installations manquantes, comme les séchoirs solaires et locaux respectant les normes environnementales.	ASDES en collaboration avec Autre Terre et les autorités locales.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les infrastructures manquantes. • Mobiliser des financements auprès de partenaires. • Planifier la construction et l'équipement. • Former les bénéficiaires à l'utilisation.
Fournir des équipements de qualité et développer des mécanismes de financement accessibles avec des taux réduits.	ASDES et Autre Terre.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Négocier avec des partenaires financiers des conditions avantageuses. • Lancer un programme de financement participatif. • Fournir des équipements adaptés.
Créer des cadres de dialogue entre acteurs locaux et institutionnels.	ASDES, autorités locales et partenaires.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les acteurs clés. • Organiser des ateliers de dialogue. • Établir des comités de suivi pour coordonner les efforts locaux.

2.3. Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système - Commercialisation des produits issus des espaces de maraichage dans les centres de tri

Partenaire de mise en œuvre : CARITAS
ONG : AUTRE TERRE
Initiative évaluée : Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système Commercialisation des produits issus des espaces de maraichage dans les centres de tri

Recommandation opérationnelle	Responsable de la mise en œuvre	Ordre de priorité	Mode opératoire
Réaliser des études approfondies sur la salinité de l'eau et l'adaptabilité des sols à Maka Ndiaye.	CARITAS en collaboration avec Autre Terre et des experts agronomes.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier et mobiliser des experts en analyse des sols et de l'eau. • Mener des études techniques sur le terrain. • Communiquer les résultats aux coopératives et planifier des solutions adaptées
Renforcer le suivi des activités pour comprendre les causes d'abandon et proposer des solutions adaptées.	CARITAS et CVET.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un système de suivi-évaluation régulier. • Identifier les défis spécifiques à chaque activité abandonnée • Proposer des solutions concrètes et les mettre en œuvre.
Intégrer la question du genre dès la conception des programmes futurs et accroître la participation des femmes aux instances décisionnelles.	CARITAS, Autre Terre et autorités locales.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les membres des coopératives à l'importance de l'inclusivité • Former les femmes sur les processus décisionnels • Modifier les statuts des coopératives pour garantir une représentation équitable.
Proposer des appuis logistiques pour surmonter les contraintes géographiques (transport pour Keur Madiabel).	CARITAS et collectivités locales (communes).	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer les besoins en transport des coopératives • Mobiliser des partenaires pour financer les moyens de transport. • Assurer la disponibilité d'équipements adaptés.
Créer des plateformes de dialogue multi-acteurs pour une meilleure gouvernance alimentaire territoriale.	CARITAS, Autre Terre, et autorités locales.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les parties prenantes clés (coopératives, maires, partenaires techniques). • Organiser des ateliers participatifs pour définir des priorités communes • Formaliser et suivre les engagements pris.

2.4. Commercialisation de semences de niébé

Partenaire de mise en œuvre : FAPAL

ONG : HUMUNDI

Initiative évaluée : Commercialisation de semences de niébé

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Investir dans des équipements de stockage écologiques et durables.	FAPAL et HUMUNDI.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Analyser les besoins spécifiques en stockage. • Identifier et acquérir des technologies de conservation avancées. • Mettre en place des formations pour leur usage.
Offrir des formations en comptabilité, gestion administrative et planification stratégique.	FAPAL et HUMUNDI.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer les compétences existantes • Concevoir des modules adaptés. • Planifier et exécuter des sessions de formation.
Encourager le recyclage des emballages et l'adoption de pratiques écologiques.	FAPAL en collaboration avec les autorités locales.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les membres sur l'importance du recyclage • Identifier des solutions locales pour la gestion des déchets. • Suivre l'adoption de ces pratiques.

2.5. Transformation de céréales locales

Partenaire de mise en œuvre :

FONGS

ONG :

HUMUNDI

Initiative évaluée :

Transformation des céréales locales

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Créer des liens avec les chaînes de valeur locales et nationales pour élargir les débouchés des produits transformés.	FONGS et HUMUNDI en collaboration avec les autorités locales.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les acteurs des chaînes de valeur (distributeurs, détaillants). • Organiser des rencontres pour formaliser des partenariats commerciaux • Lancer des campagnes pour promouvoir les produits locaux.
Promouvoir des partenariats avec des institutions publiques et privées pour intégrer les produits locaux dans les marchés institutionnels.	FONGS et HUMUNDI.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer une liste d'institutions potentielles (écoles, cantines) • Présenter des propositions pour l'intégration des produits locaux. • Mettre en place un suivi des volumes écoulés et des retours clients.
Proposer des formations complémentaires en gestion et marketing pour améliorer l'autonomie des femmes transformatrices et des gérants.	FONGS et HUMUNDI.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les besoins en compétences des bénéficiaires • Concevoir des modules de formation en gestion d'entreprise et marketing • Évaluer les impacts de ces formations via des indicateurs (ex. : ventes réalisées).
Investir dans des équipements modernes pour améliorer la qualité des produits finis et réduire les pertes post-récolte.	FONGS et HUMUNDI.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un diagnostic des équipements existants • Mobiliser des fonds pour l'acquisition de matériel moderne. • Former les bénéficiaires à l'utilisation des équipements.
Étendre les capacités de stockage et de conservation pour mieux répondre à la demande.	FONGS et HUMUNDI en partenariat avec les autorités locales.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les besoins en stockage. • Réhabiliter ou construire des infrastructures adaptées. • Équiper les sites de conservation avec des outils modernes (palettes, sacs hermétiques).

2.6. Transformation et commercialisation de fonio

Partenaire de mise en œuvre : FYNW

ONG : HUNUNDI

Initiative évaluée : Transformation et commercialisation du fonio

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Faciliter l'accès à des équipements agricoles modernes.	FYNW et HUMUNDI.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Établir une cartographie des besoins en équipements. • Mobiliser des partenaires financiers. • Mettre à disposition des équipements modernes.
Optimiser la structuration de la Fédération et réduire le nombre de membres du comité directeur.	FYNW et HUMUNDI.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Analyser l'efficacité organisationnelle actuelle. • Redéfinir les rôles et responsabilités • Former les membres clés.
Promouvoir des pratiques agroécologiques.	FYNW en collaboration avec des experts agronomes.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser sur les avantages de l'agroécologie. • Mettre en place des champs pilotes • Organiser des formations pratiques.

2.7. Maraichage, Valorisation des déchets, Aviculture, Transformation de déchets verts via les comités de quartiers

Partenaire de mise en œuvre : Mairie de Tambacounda
ONG : Autre Terre
Initiative évaluée : Maraichage, Valorisation des déchets, Aviculture, Transformation de déchets verts via les comités de quartiers

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Construire davantage de points d'eau, hangars et unités de transformation.	Mairie de Tambacounda et Autre Terre.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les zones prioritaires • Mobiliser des financements • Superviser les travaux de construction.
Adapter les modules de formation aux besoins spécifiques des filières.	Mairie de Tambacounda et partenaires.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser une enquête de besoins • Concevoir les modules adaptés • Mettre en œuvre les formations.
Créer des plateformes numériques pour renforcer les synergies entre les acteurs locaux.	Mairie de Tambacounda et Autre Terre.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les outils numériques adaptés • Former les acteurs locaux à leur utilisation. • Lancer et suivre l'utilisation de la plateforme.

3. Question évaluative 4 : Evaluation des approches ESS

3.1. Transformation et commercialisation de l'anacarde

Partenaire de mise en œuvre : ANPDI
ONG : HUMUNDI
Initiative évaluée : Transformation et commercialisation du fonio

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Diversifier les débouchés pour les produits transformés en explorant des marchés régionaux et internationaux.	ANPDI et HUMUNDI en collaboration avec les GIE.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les marchés cibles (régionaux et internationaux). • Nouer des partenariats avec des distributeurs et exportateurs. • Organiser des campagnes de promotion pour les produits locaux.
Renforcer les infrastructures et les capacités techniques des unités de transformation pour améliorer la productivité et la qualité des produits.	ANPDI, HUMUNDI et autorités locales.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un diagnostic des besoins en équipements et infrastructures • Mobiliser des ressources pour leur financement. • Former les bénéficiaires à l'utilisation des nouveaux équipements.
Sensibiliser les parties prenantes sur les avantages à long terme des approches ESS.	ANPDI et HUMUNDI.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des ateliers de sensibilisation et formation sur les principes de l'ESS • Produire des supports pédagogiques adaptés (ex. : fiches, vidéos). • Suivre l'adoption des pratiques ESS parmi les parties prenantes.
Encourager l'innovation dans les pratiques commerciales et de transformation pour rester compétitif face aux acteurs extérieurs.	ANPDI et GIE.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les innovations possibles dans la transformation et la commercialisation • Tester de nouvelles pratiques via des projets pilotes. • Mesurer les résultats et ajuster les pratiques pour leur adoption généralisée.
Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact des approches ESS sur le plan économique et social.	ANPDI et HUMUNDI.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Concevoir des indicateurs de performance spécifiques à l'ESS. • Organiser des évaluations régulières des activités et de leur impact. • Utiliser les résultats pour ajuster les stratégies et garantir leur efficacité.

3.2. Commercialisation de produits de maraichage

Partenaire de mise en œuvre :

ASDES

ONG :

AUTRE TERRE

Initiative évaluée :

Commercialisation de produits de maraichage

Recommandation opérationnelle	Responsable de la mise en œuvre	Ordre de priorité	Mode opératoire
Intégrer systématiquement la dimension genre dans les actions pour réduire les disparités et renforcer l'impact.	ASDES en collaboration avec Autre Terre.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les barrières spécifiques liées au genre dans la filière • Former les acteurs locaux sur les enjeux d'équité de genre. • Suivre l'évolution de la participation des femmes et des jeunes dans les initiatives ESS.
Structurer davantage les relations avec les acheteurs institutionnels pour pérenniser les pratiques actuelles.	ASDES et Autre Terre en partenariat avec les institutions publiques et privées.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Établir des contrats durables avec des marchés institutionnels (prisons, hôpitaux, cantines) • Organiser des rencontres régulières pour évaluer les besoins des acheteurs. • Mettre en place des mécanismes de suivi pour garantir la satisfaction mutuelle.
Diversifier les débouchés en augmentant les canaux de distribution pour maximiser les revenus des producteurs.	ASDES, Autre Terre et groupements de producteurs.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier de nouveaux marchés (foires, plateformes numériques, export). • Lancer des campagnes de sensibilisation pour promouvoir les produits locaux. • Adapter les formats de vente (vrac, détaillé) selon les besoins des clients.
Renforcer la participation à des foires et événements pour valoriser les produits locaux et attirer de nouveaux clients.	ASDES et Autre Terre.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Planifier et budgétiser la participation aux événements pertinents. • Former les producteurs à la présentation et au marketing des produits. • Évaluer l'impact des foires sur les ventes et ajuster la stratégie.
Mettre en place des caisses de solidarité pour soutenir les producteurs en cas de besoins urgents ou imprévus.	ASDES et Autre Terre.	Priorité faible	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les producteurs sur l'intérêt des caisses de solidarité • Définir des mécanismes de cotisation et de gestion transparents. • Évaluer périodiquement l'efficacité du système et proposer des améliorations.

3.3. Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système - Commercialisation des produits issus des espaces de maraichage dans les centres de tri

Partenaire de mise en œuvre : CARITAS
ONG : AUTRE TERRE
Initiative évaluée : Transformation de déchets verts via les centres de tri et des coopératives en charge du système Commercialisation des produits issus des espaces de maraichage dans les centres de tri

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Renforcer les chaînes de valeur en consolidant les dispositifs de collecte et en augmentant leur rentabilité pour les communautés.	CARITAS en collaboration avec Autre Terre et les coopératives locales.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les points faibles actuels dans la collecte et la valorisation des déchets • Former les acteurs locaux sur les bonnes pratiques de tri et de collecte. • Mettre en place un mécanisme de suivi pour évaluer les revenus générés et ajuster les dispositifs.
Développer des capacités en ESS pour améliorer la création et la redistribution des ressources à une échelle élargie.	CARITAS, Autre Terre, et autorités locales.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des ateliers de formation sur les principes de l'ESS. • Mettre en œuvre des systèmes de redistribution transparents via les groupements et tontines • Suivre les impacts économiques et sociaux des ressources redistribuées.
Explorer des synergies avec d'autres secteurs de l'économie verte pour diversifier les revenus et multiplier les opportunités économiques locales.	CARITAS, Autre Terre, et partenaires du secteur privé.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les secteurs de l'économie verte compatibles avec les activités existantes • Organiser des rencontres entre les parties prenantes pour développer des collaborations. • Mettre en œuvre des projets pilotes pour tester ces synergies.
Intégrer des innovations technologiques pour optimiser les processus de valorisation et de commercialisation des produits issus des déchets.	CARITAS et partenaires techniques spécialisés.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Étudier les technologies disponibles pour le compostage et la valorisation des déchets • Acquérir des équipements adaptés et former les utilisateurs. • Mesurer l'impact de ces technologies sur les volumes transformés et les revenus générés.
Sensibiliser les acteurs communautaires sur la gestion durable des ressources et la gouvernance participative.	CARITAS et Autre Terre.	Priorité faible	<ul style="list-style-type: none"> • Concevoir des outils pédagogiques adaptés (fiches, vidéos, ateliers) • Organiser des campagnes de sensibilisation dans les centres de tri et les coopératives • Évaluer la prise de conscience et les changements de pratiques chez les participants.

3.4. Commercialisation de semences de niébé

Partenaire de mise en œuvre : FAPAL
ONG : HUMUNDI
Initiative évaluée : Commercialisation de semences de niébé

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Renforcer les relations avec les acheteurs institutionnels pour pérenniser les pratiques commerciales actuelles.	FAPAL et HUMUNDI en collaboration avec les institutions publiques et privées.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les acheteurs institutionnels potentiels (écoles, hôpitaux, cantines). • Organiser des négociations pour établir des accords stables • Mettre en place un système de suivi des contrats pour assurer leur durabilité.
Identifier des ressources supplémentaires pour étendre l'impact des initiatives actuelles.	FAPAL et HUMUNDI.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer un plan de financement pour attirer des bailleurs de fonds • Mobiliser des partenaires pour cofinancer des infrastructures ou équipements nécessaires. • Suivre et évaluer l'utilisation des fonds pour optimiser leur impact.
Explorer de nouveaux marchés pour maximiser la visibilité et la rentabilité des produits.	FAPAL et HUMUNDI.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier des segments de marché prometteurs (export, plateformes numériques). • Développer une stratégie de communication pour promouvoir les semences de niébé. • Participer à des foires ou salons pour établir de nouveaux contacts commerciaux.
Instaurer des systèmes de ristournes transparents et équitables pour renforcer la solidarité économique.	FAPAL en collaboration avec les producteurs.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Définir un cadre clair pour le calcul et la distribution des ristournes. • Communiquer régulièrement aux producteurs sur le fonctionnement du système. • Évaluer l'impact des ristournes sur la satisfaction et l'implication des producteurs.
Promouvoir des discussions collectives régulières sur les prix et les marchés pour garantir des décisions participatives.	FAPAL et HUMUNDI.	Priorité faible	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des réunions périodiques avec les producteurs pour discuter des prix et des débouchés • Établir des mécanismes pour collecter les retours des producteurs. • Intégrer les suggestions dans les plans commerciaux.

3.5. Transformation de céréales locales

Partenaire de mise en œuvre : FONGS
ONG : HUMUNDI
Initiative évaluée : Transformation des céréales locales - farines

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Sensibiliser les acteurs sur les impacts à long terme des initiatives ESS.	FONGS et HUMUNDI.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des ateliers de sensibilisation sur les avantages des initiatives ESS. • Produire des supports pédagogiques adaptés (fiches, vidéos). • Évaluer l'évolution de la compréhension et de l'engagement des acteurs.
Assurer une standardisation des pratiques et un meilleur alignement des mécanismes de gouvernance.	FONGS et HUMUNDI en collaboration avec les groupements locaux.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Établir un cadre commun de pratiques ESS pour les groupements • Former les responsables locaux à ces standards • Mettre en place un suivi pour garantir l'alignement des pratiques.
Former les acteurs sur la gestion des ressources, la négociation commerciale, et la gouvernance.	FONGS et HUMUNDI avec l'appui d'experts en ESS.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les lacunes en compétences • Concevoir des modules de formation adaptés • Suivre les progrès réalisés par les participants dans leurs pratiques professionnelles.
Encourager l'intégration d'activités économiques complémentaires comme la valorisation des co-produits.	FONGS et HUMUNDI.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les opportunités économiques liées aux co-produits (par ex. farine de son) • Tester des projets pilotes pour intégrer ces activités • 3. Mesurer l'impact de ces initiatives sur les revenus des producteurs.
Évaluer régulièrement les performances des instances communautaires et ajuster leurs mandats pour plus d'efficacité.	FONGS et HUMUNDI.	Priorité faible	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des indicateurs de performance spécifiques pour les instances. • Réaliser des évaluations périodiques. • Ajuster les rôles et responsabilités en fonction des résultats obtenus.

3.6. Transformation et commercialisation de fonio

Partenaire de mise en œuvre :

FYNW

ONG :

HUNUNDI

Initiative évaluée :

Transformation et commercialisation du fonio

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Améliorer la régulation des marchés pour éviter que les gains des productrices soient captés par des intermédiaires.	FYNW, HUNUNDI, et autorités locales.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les circuits d'intermédiation actuels et leurs impacts. • Collaborer avec les autorités pour réguler les prix et limiter les abus. • Mettre en place des partenariats directs entre les productrices et les acheteurs finaux.
Renforcer les mécanismes de distribution pour accéder à des marchés plus larges et plus rémunérateurs.	FYNW et HUNUNDI.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les marchés potentiels (régionaux et internationaux). • Mettre en œuvre des stratégies de marketing pour promouvoir le fonio local. • Faciliter la logistique pour les ventes à grande échelle (transport, entreposage).
Investir dans des formations techniques pour optimiser la transformation et la qualité des produits.	FYNW et HUNUNDI avec des experts en agro-transformation.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer les besoins techniques des productrices. • Organiser des sessions de formation pratiques. • Suivre l'impact des formations sur la qualité et les volumes produits.
Créer des systèmes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact des approches ESS.	FYNW et HUNUNDI.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Définir des indicateurs spécifiques (revenus, qualité des produits, satisfaction des productrices). • Réaliser des évaluations périodiques. • Ajuster les stratégies ESS en fonction des résultats obtenus.
Diversifier les activités économiques au sein des fédérations pour réduire la dépendance à un seul produit.	FYNW, HUNUNDI, et fédérations locales.	Priorité faible	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier des activités complémentaires adaptées aux ressources locales. • Tester des projets pilotes pour ces activités • Intégrer progressivement ces activités dans les plans économiques des fédérations.

3.7. Maraichage, Valorisation des déchets, Aviculture, Transformation de déchets verts via les comités de quartiers

Partenaire de mise en œuvre : Mairie de Tambacounda
ONG : Autre Terre
Initiative évaluée : Maraichage, Valorisation des déchets, Aviculture, Transformation de déchets verts via les comités de quartiers

Recommandation	Responsable	Ordre de priorité	Mode opératoire
Développer de nouveaux canaux de distribution pour atteindre d'autres marchés.	Mairie de Tambacounda, Autre Terre, et comités de quartiers.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les marchés potentiels (régionaux, nationaux). • Organiser des rencontres avec des distributeurs et acheteurs institutionnels. • Tester des modèles de distribution alternatifs (plateformes numériques, partenariats privés).
Étendre l'application des prix planchers pour protéger davantage les producteurs.	Mairie de Tambacounda et Autre Terre.	Priorité forte	<ul style="list-style-type: none"> • Analyser les produits éligibles aux prix planchers. • Mettre en place un système transparent de fixation des prix en concertation avec les producteurs. • Suivre l'impact économique des prix planchers sur les revenus des producteurs.
Former les acteurs sur les pratiques de négociation et la gestion commerciale.	Mairie de Tambacounda et Autre Terre avec des formateurs spécialisés.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les besoins en formation des producteurs et revendeuses • Développer des modules adaptés (techniques de négociation, gestion des revenus) • 3. Évaluer les progrès des participants à travers des cas pratiques.
Renforcer la relation de confiance entre producteurs et revendeuses pour pérenniser les bénéfices économiques.	Mairie de Tambacounda et comités de quartiers.	Priorité moyenne	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des ateliers collaboratifs entre producteurs et revendeuses • Élaborer des chartes de partenariat pour formaliser les engagements mutuels • Suivre l'évolution des relations commerciales et ajuster les pratiques en cas de conflit.
Encourager la gestion collaborative et solidaire des ressources pour une utilisation durable.	Mairie de Tambacounda, Autre Terre, et comités de quartiers.	Priorité faible	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les communautés à la gestion durable des ressources • Mettre en place des mécanismes collectifs (fonds de solidarité, caisses AVEC) • Mesurer l'impact de ces pratiques sur la durabilité des ressources et la résilience économique.